

2019 - Liberté, égalité, individualité



La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC

Comprendre les évolutions d'une société en mouvement

Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Solen Berhuet, Jörg Müller

Avec la collaboration de Régis Bigot, Patricia Croutte, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Victor Prieur

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Table des matières

Début 2019 : Liberté, Egalité, Individualité	3
I- En préambule : les Gilets jaunes – portrait social d’un mouvement et de ses soutiens.....	5
1. Début 2019 - 6% des Français se déclarent Gilets jaunes et au total 56% a de la sympathie pour le mouvement	6
2. Des actifs pauvres, peu diplômés, dans un marché de l’emploi en voie de polarisation entre les « lovely jobs » et les « lousy jobs »	7
3. Des jeunes	12
4. Des parcours de vie heurtés	15
5. Le soutien au mouvement : la France « moyenne », la coagulation des mécontents de l’élection de 2017.....	16
II – Ne pas être le perdant de la compétition.....	18
1. Une amélioration du niveau de vie moyen ressenti tirée par les catégories supérieures.....	18
Des indicateurs au vert.....	18
Le sentiment de restrictions financières baisse... ..	19
La reprise, les réformes des impôts et transferts sont davantage ressentis par les classes moyennes supérieures et hauts revenus	21
2. Les classes moyennes qui se sentent « oubliées ».....	24
3. Les uns contre les autres, la limite de « l’égalité des chances »	27
La dénonciation de la fraude et des « profiteurs »	27
La méfiance en autrui s’installe.....	30
La rancœur contre les riches- consensus entre des extrêmes politiques	30
Le rejet de l’immigration	32
4. La culpabilité du « perdant » et le souhait de protéger ses enfants.....	33
Un refus de l’individualisation de la responsabilité de la pauvreté ?	33
L’attente d’action des pouvoirs publics	35
III – Retour du pessimisme à tous les étages	36
1. Deux Français sur trois estiment que le niveau de vie de l’ensemble de la population s’est dégradé.....	36
2. Montée des inquiétudes par rapport à la pauvreté et au chômage	38
3. Le regard sur la mondialisation des échanges se durcit.....	39
4. Une préoccupation montante pour les conflits sociaux	41
IV. L’attention à l’environnement n’entame pas l’envie de consommer.....	42
1. Montée en puissance des préoccupations environnementales	42
1. Sans remise en cause de la consommation « plaisir »	43

2.	La difficulté à s'affranchir d'une société de consommation dont on se sent exclu	44
4.	La confiance dans la technologie salvatrice	46
6.	La fatigue des petits pas, le sentiment que la responsabilité doit être partagée	48
7.	La santé au cœur des préoccupations environnementales	50
V-	La demande d'égalité et son pendant, le sentiment d'injustice.....	55
1.	La passion française pour l'égalité n'est pas nouvelle, mais elle est exacerbée.....	55
	Les inégalités restent contenues en France, mais progressent dans de nombreux pays	56
	Un profond sentiment d'injustice sociale, judiciaire et politique	57
2.	Injustices et violences faites aux femmes : une sensibilité à la question qui augmente ... chez les hommes.....	59
	Vers une plus grande réprobation sociale.....	59
	L'opinion des hommes se rapproche de celle des femmes	60
	Les inégalités entre les deux sexes sont plus visibles.....	61
	Les hommes et les femmes tout aussi sensibles à l'énonciation d'une blague jugée sexiste	61
	Une hausse des injures sexistes ou une moindre acceptation sociale ?.....	62
VI -	Les ressorts de la colère – miroir en creux des valeurs de la société	64
1.	La France des ronds-points- la peur du surplace dans une société de la mobilité	64
2.	Le sentiment de vivre dans un territoire délaissé des pouvoirs publics	66
3.	La visibilité en jaune fluo dans une société où l'attention est rare.....	69
4.	La radicalité devient plus légitime - la sécession du moi	71
5.	Être audible dans la « société du spectacle ».....	73
VII –	Liberté chérie – la quête de soi comme horizon.....	75
1.	La progression du sentiment d'être entravé... ..	75
2.	De l'individu rationnel à l'individu singulier	77
3.	L'émotion comme catalyseur	80
4.	Un mouvement qui renouvelle l'appétence pour l'engagement et la chose publique	81
VIII –	Vers une société de l'expression – L'exemple du numérique.....	85
1.	Le plafonnement de certaines pratiques digitales	85
2.	L'essor de la créativité numérique, aux frontières entre l'art et le loisir : de l'art pour tous à l'art par tous	87

Début 2019 : Liberté, Egalité, Individualité

Le début 2019 se caractérise par une riche actualité que nous articulons autour de trois valeurs et tendances fondamentales qui imprègnent fortement la société française : Egalité, Liberté, Individualité.

Le contexte économique est marqué par la **poursuite de la reprise**. L'emploi s'améliore, le pouvoir d'achat également, l'investissement des entreprises repart. Cette reprise est ressentie principalement par les hauts revenus et classes moyennes **supérieures**. En bas de l'échelle des revenus, la population a le sentiment de faire du surplace, se sent de plus en plus prise en étau dans un marché de l'emploi qui se polarise entre des « lousy jobs » et des « lovely jobs », et perdante de l'évolution du déploiement territorial des services publics qui se recentrent sur les plus grandes densités de population. L'évolution des inégalités dans le monde, au travers de l'enrichissement des 1% les plus riches, touche peu la France (où les écarts de revenus sont faibles même s'ils progressent) mais elle inquiète et soulève la peur d'être soi-même et ses enfants les **perdants** d'une société de marché où tout est soumis à la **compétition** (emploi, logement, éducation, amour, etc...) au niveau national voire mondial. Les inégalités entre bas et hauts revenus, entre hommes et femmes, ne sont pas nouvelles mais elles sont de moins en moins **tolérées**. Chacun se compare de plus en plus, et a le **sentiment d'être lésé dans une compétition** jugée inéquitable pour de multiples raisons (aides sociales ou héritage, capacités ou efforts inégaux, ressources et contributions diverses), allant jusqu'à l'essor d'une certaine **rancœur et méfiance** contre une multiplicité d'ennemis de l'intérieur (« assistés », « riches », immigrés, etc.)

Croissance

Egalité

Compétition

En parallèle, la liberté individuelle est valorisée. Chacun doit pouvoir vivre sa vie « comme il l'entend ». Cette valeur est mobilisée dans la sphère publique et médiatique comme un ressort de la création et de l'initiative porteuse de **croissance**. Elle est présente au niveau symbolique comme le but ultime de chacun pour trouver l'**épanouissement**, et économique par le prisme de la **consommation**, pour laquelle chacun veut pouvoir exercer sa liberté, son pouvoir de consommateur, de citoyen. Le **sentiment d'être entravé** par des dépenses contraintes sur lesquelles il est difficile d'agir, d'être dans une mobilité **géographique** et professionnelle empêchée, d'être dépendant de l'action des pouvoirs publics est par conséquent vécu comme insupportable. L'attention portée à l'**environnement** est au plus haut, mais les individus ne souhaitent pas que celle-ci devienne une **nouvelle contrainte**. Ils attendent des changements qui viennent d'abord des entreprises, de l'Etat, de la technologie. Dans une société où la **mise en scène** est permanente, la **visibilité** de chacun devient un enjeu. La **radicalité** est davantage acceptée car elle est vue comme un moyen **instrumental** de résoudre des injustices, d'acquérir de nouvelles marges de liberté **en attirant l'attention** de ceux qui sont considérés comme ayant du pouvoir (médias, politiques, élites) sur la situation unique de chacun.

Liberté

Société du spectacle

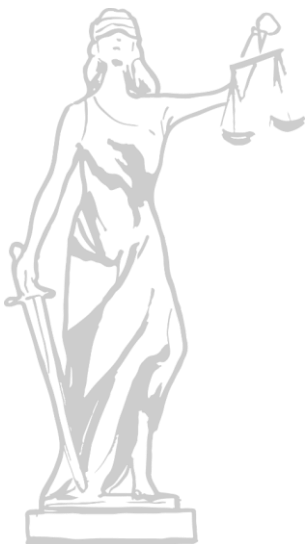
Dans la continuité d'un processus très ancien, la société **s'individualise**. Cette individualisation prend une nouvelle forme. Elle ne consiste plus à s'affranchir de groupes ou catégories imposées à la naissance, mais se traduit par le désir d'être soi, d'être **singulier**. L'**émotion** reprend une place à côté de la rationalité. Elle agit comme le **révélateur et déclencheur** de mobilisation collective, d'actions, entraînant une **expression politique renouvelée, en rassemblant des individualités**, après des années de désengagement de nos

Individualité

concitoyens. Le désir d'exprimer ses émotions et pensées singulières est également perceptible aussi dans le domaine **artistique** par exemple, où chacun a la possibilité via les outils **numériques** d'exprimer ses sentiments et regard sur le monde, au travers d'artistes virtuels collaboratifs par exemple. Il ne s'agit plus aujourd'hui de faire de la politique, du collectif, de construire un projet commun, ou de l'art **pour tous**, mais **par tous**. La gageure est d'autant plus importante que la valorisation de l'individualisation offre de nouvelles possibilités à chacun (dont une plus grande liberté) mais elle individualise autant les réussites que les échecs. À la fragilité de chacun (chômage, santé, situation affective, etc.) s'ajoute la **responsabilité individuelle** de celui-ci, posant de **nouveaux enjeux au vivre ensemble** et le besoin de créer de nouvelles formes de collectif.

Le mouvement des Gilets jaunes offre une forme de **précipité** des difficultés posées à la société française par le modèle d'une compétition entre individus. En majorité travailleurs pauvres, jeunes, en prise avec de nombreuses difficultés (handicap et problèmes de santé, accidents de la vie, faibles revenus, emploi peu valorisé), les Gilets jaunes ressentent un profond sentiment d'injustice, une impossibilité à accéder au modèle de société valorisé (liberté, égalité, individualité), le sentiment d'être oubliés et injustement considérés responsables de leurs difficultés. Cet écart se traduit pour nombre d'entre eux par du ressentiment et du rejet (des politiques, des riches, des étrangers). Pour d'autres par une radicalité considérée comme un instrument au service de buts légitimes dans une société qui ne prête attention qu'au spectaculaire. Elle conduit également à une participation politique renouvelée, plus dispersée et mouvante, en dehors des canaux démocratiques traditionnels, impliquant des citoyens qui longtemps s'étaient détournés de la sphère publique avec, au milieu de la colère, l'émergence de propositions.

La **note de conjoncture sociétale** du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant en 2019 2976 personnes (méthode des quotas). Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2019, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur une longue période.



I- En préambule : les Gilets jaunes – portrait social d'un mouvement et de ses soutiens

Le mouvement des « Gilets jaunes » est apparu à l'automne 2018 et a vite pris de l'ampleur. Initialement en réaction à une hausse des taxes sur les carburants et notamment une hausse du prix à la pompe du diesel, deux initiatives individuelles rassemblent dans des proportions inédites : la pétition de Priscillia Ludosky demandant une baisse des prix des carburants recueillera plus d'un million de signataires et en parallèle, une vidéo de Jacline Mouraud postée sur Youtube comptabilise plus de six millions de vues en novembre. Le mouvement sort rapidement de l'univers digital et donne lieu à des blocages de ronds-points partout sur le territoire. Les manifestants sont revêtus de « gilets jaunes de sécurité », symboles emblématiques de l'univers automobiliste, et des contraintes imposées par l'Etat puisque leur possession est obligatoire depuis 2008. Relayés par les réseaux sociaux mais aussi par les médias de grande écoute, les messages et revendications multiples ainsi que les appels à se réunir tous les samedis pour manifester dans des grandes villes ont mobilisé jusqu'à 288 000 personnes le 17 novembre 2018. 126 000 manifestants ont été recensés le 8 décembre 2018, 66 000 le 15 décembre et 38 600 le 22 décembre 2018, selon le Ministère de l'intérieur.

Graphique 1 – Nombre de manifestants Gilets jaunes en France et à Paris entre novembre et fin décembre 2018 selon le Ministère de l'intérieur



Source : CRÉDOC selon les données Ministère de l'intérieur

L'Etat et la figure du Président de la République sont fortement interpellés par le mouvement. Le 10 décembre 2018, Emmanuel Macron annonce plusieurs mesures fortes pour répondre notamment aux

problématiques du pouvoir d'achat : hausse de la prime d'activité, retour des heures supplémentaires défiscalisées, primes de fin d'année défiscalisées, annulation de la hausse de la CSG prévue jusqu'à 2000 euros de retraite.

Le 18 décembre 2018, le Président de la République annonce l'organisation d'un grand débat national pour tenter d'enrayer la crise politique déclenchée par le mouvement des Gilets jaunes. Ce débat sera lancé le 15 janvier 2019, et intégrera de multiples dispositifs : une plateforme en ligne, des cahiers de doléances dans les mairies et des réunions sur tout le territoire.

Réalisée en janvier 2019, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » des Français offre un décryptage utile pour mieux comprendre la **composition et le soutien** du mouvement des Gilets jaunes, inédit à la fois par sa forme, ses moyens d'expressions, son refus de la représentation, sa persistance dans le temps et le soutien rencontré dans la population. Le CRÉDOC a inséré une question spécifique dans la vague de 2019 permettant de graduer le soutien au mouvement. Il a été demandé aux enquêtés s'ils étaient eux-mêmes « gilet jaune », s'ils soutenaient le mouvement, s'ils ressentaient de la sympathie pour lui, s'ils ne savaient pas quoi penser ou si, au contraire, ils y étaient opposés ou même hostiles. L'exploitation comparative des réponses à cette question a permis de dessiner un portrait-robot des différents protagonistes et de mieux connaître leurs valeurs, opinions ou conditions de vie.

1. Début 2019 - 6% des Français se déclarent Gilets jaunes et au total 56% a de la sympathie pour le mouvement

A la différence d'autres enquêtes qui s'intéressent au degré de soutien déclaré et à son évolution dans le temps, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » présente plusieurs intérêts et caractéristiques :

- Son terrain s'étale sur **un mois**, l'objectif recherché n'est pas de cerner l'évolution « au jour le jour » des soutiens et oppositions, mais plutôt de dresser un portrait des principaux ordres de grandeur et familles d'opinions par rapport à ce mouvement.
- Le croisement de cette question avec le corpus très riche de l'enquête permet de **comprendre en profondeur les ressorts** de ce mouvement, et plus généralement, **ce qu'il dit de la société française de 2019**.
- Enfin, son échantillon robuste (3000 personnes) permet d'identifier et de décrire la proportion de personnes **s'auto-déclarant « gilet jaune »**¹. Ainsi, **6% se considèrent eux-mêmes Gilets jaunes**. 33% des Français soutiennent le mouvement et 17% déclarent avoir de la sympathie. En somme, 56% des Français expriment soit un engagement, soit leur soutien ou leur sympathie au mouvement. À l'inverse, 22% se déclarent opposés ou hostiles et une proportion similaire n'a pas d'avis ou ne souhaite pas s'exprimer.

¹ Notons que notre démarche procède à partir d'un **échantillon représentatif** de la population auquel nous avons demandé de se positionner sur une échelle d'affinité. Les personnes se disant Gilets jaunes ont tout aussi bien pu manifester de manière ponctuelle ou récurrente, bloquer des ronds-points, participer aux différents groupes Facebook en ligne, ou ne pas s'être mobilisées du tout dans l'espace public qu'il soit numérique ou non. Elles ont en revanche en commun de s'identifier au mouvement.

Graphique 2 – 56% des Français expriment une affinité avec le mouvement des Gilets jaunes

« Depuis octobre 2018 est apparu le mouvement des « Gilets jaunes », appelant au départ des automobilistes à bloquer les routes pour protester contre la hausse des prix des carburants et demander une baisse des taxes. Quelle est votre attitude à l'égard de ce mouvement ? » - Champ : population française



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

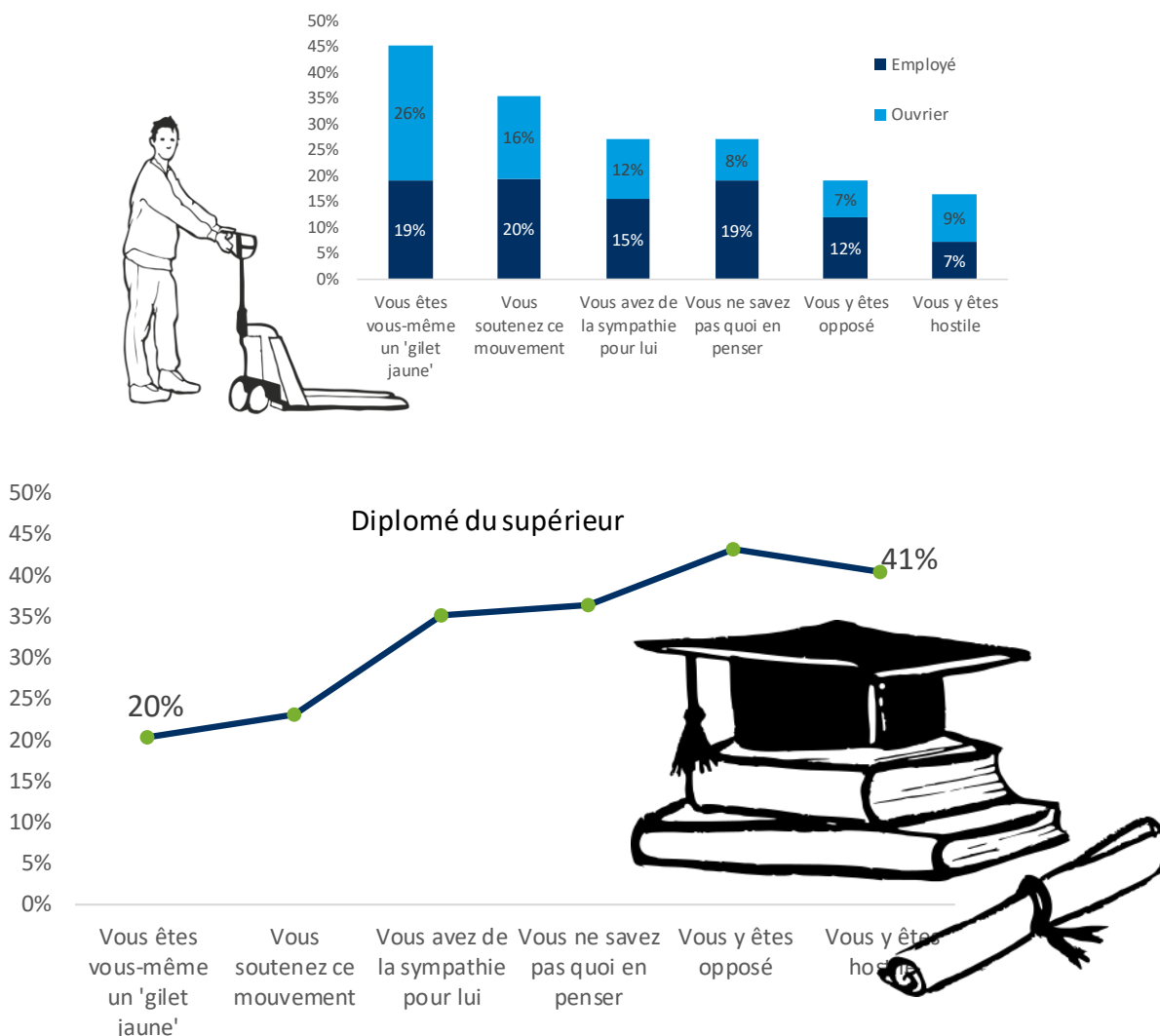
Les données mesurées ainsi convergent avec celles publiées le 18 février 2019 par le CEVIPOF mesurant le soutien au mouvement des Gilets jaunes au niveau de la société française².

2. Des actifs pauvres, peu diplômés, dans un marché de l'emploi en voie de polarisation entre les « lovely jobs » et les « lousy jobs »

La contestation et les revendications portées par le mouvement des Gilets jaunes s'enracinent, de prime abord, dans un **profond sentiment de précarité sociale et de difficulté financière** alors même que les personnes travaillent. En se tournant vers la sociologie du mouvement on note, en effet, une surreprésentation à la fois des **catégories modestes et des personnes rencontrant des difficultés à boucler leur fin de mois** chez ceux qui se considèrent Gilets jaunes ou qui soutiennent le mouvement. L'affinité au mouvement est d'autant plus importante que la personne est active, en poste : 65% des personnes déclarant être Gilets jaunes sont des **actifs occupés**, contre 53% en moyenne dans la population et 41% chez les plus hostiles, parmi lesquels on repère un nombre important de retraités (40% contre seulement 11% chez les Gilets jaunes). Ce sont précisément au sein des actifs, les **ouvriers, employés, non-diplômés, bas revenus**, qui déclarent plus souvent qu'en moyenne s'être engagés personnellement dans le mouvement ou le soutenir activement. La corrélation entre le niveau de vie, la profession, le diplôme et la propension à adhérer ou à soutenir le mouvement est significative.

² CEVIPOF, « Qui sont les gilets jaunes et leurs soutiens ? », 18 février 2019, <http://www.sciencespo.fr/cevipoof/fr/actualites/qui-sont-les-gilets-jaunes-et-leurs-soutiens>

Graphique 3 – Un gilet jaune sur deux est ouvrier ou employé, seuls 20% diplômés du supérieur



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Ces indicateurs renvoient à la question de la position sur un marché de l'emploi en pleine voie de **polarisation**, ce que Goos et Manning³, appellent la différence entre les « *lovely jobs* » et les « *lousy jobs* » en liaison avec la classe sociale et l'âge. Cette polarisation entraîne de fortes inquiétudes⁴ entre d'un côté des emplois à forte valeur ajoutée pour les plus diplômés et de l'autre le développement **d'emplois de mauvaise qualité** dans le secteur des services comme la vente au détail, la logistique, la restauration, la construction, les livraisons ou les soins (santé, *care* mais aussi éducation). De nombreux profils de carrière sont de plus en plus « **atypiques** » à la fois dans leurs formes (temps partiel, contrats de très courte durée, pluri-activité, etc.) et dans leurs **statuts d'activité** (franchise, sous-traitance, portage salarial, intermittence, indépendance) et **mal couverts par la protection**

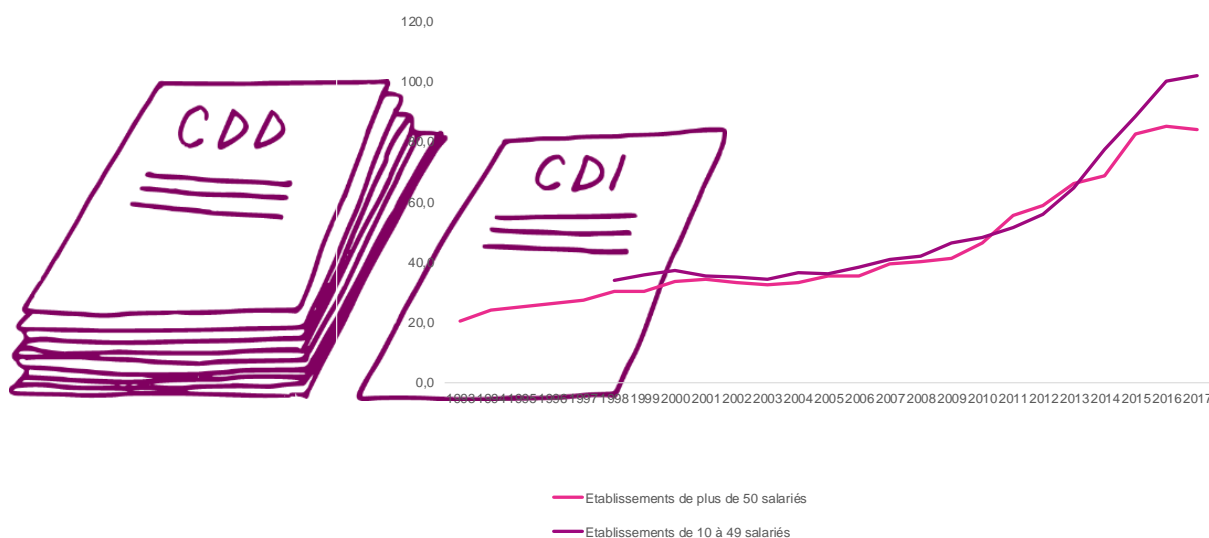
³ Goos M. et Manning A. (2007), « Lousy and Lovely Jobs: The Rising Polarization of Work in Britain », *Review of Economics and Statistics*, vol. 89, no 1, p. 113-133,

⁴ Autor David H. et Dorn D., (2013), « The Growth of Low-Skill Service Jobs and the Polarization of the US Labor Market », *American Economic Review* 2013, 103(5): 1553–1597 <http://dx.doi.org/10.1257/aer.103.5.1553>.

sociale⁵ favorisant l'expansion des « zones grises » entre les deux statuts traditionnels de salarié et d'indépendant⁶.

Rappelons que selon la DARES⁷, de 2001 à 2017, le nombre d'entrées en CDD augmente fortement, il a été multiplié par 2,5. 87% des embauches en 2017 se font en CDD. Dans le même temps **la durée moyenne** des CDD est divisée par deux, passant de 112 jours en 2001 à 46 jours en 2017. Au sein de ces CDD, **83% durent moins d'un mois et 30% de ces CDD ne durent qu'une seule journée**. Le phénomène est particulièrement marqué dans certains secteurs d'activité, comme l'hébergement médicosocial, l'audiovisuel ou la restauration.

Graphique 4 – La part des entrées en CDD a été multipliée par 2.5 depuis le début des années 2000
Taux d'entrée en CDD pour 100 salariés



Champ : France métropolitaine, secteur privé (hors agriculture, hors intérim), champ MMO (mouvements de main-d'œuvre). Source : Dares, MMO, données rétropolées avant 2016.

Lecture : en 2017 le taux d'entrées en CDD est de 84% dans les établissements de plus de 50 salariés

Les **bas revenus et les classes moyennes inférieures** composent ainsi 70% des personnes qui se revendiquent Gilets jaunes. Tandis que classes moyennes supérieures et hauts revenus sont davantage représentés chez les personnes hostiles au mouvement. Dans ses analyses, le sociologue français Jean-Paul Molinari⁸ avait regroupé quatre catégories sociodémographiques : ouvriers, employés, bas revenus et classe moyenne inférieure sous le nom de « **salariat d'exécution** ». L'argument de Molinari est que l'identité de ce salariat d'exécution n'est plus celle d'une classe sociale dans le sens marxiste (avec sa propre conscience et un positionnement par opposition à la classe capitaliste) mais celle d'individus actifs, exécutant des **tâches répétitives** (administratifs, de gestion, manuels etc.) dont le principal souci n'est plus le sort de la condition ouvrière mais **leur propre niveau** de revenu,

⁵ Gazier B., Palier B., Péruvier H., (2014), Refonder le système de protection sociale, Presses de Sciences Po, chapitre 1.

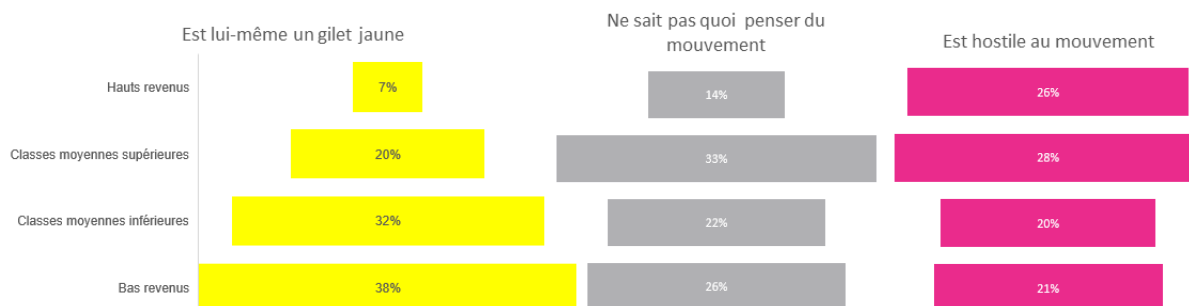
⁶ Chauchard J-P. (2017), « L'apparition de nouvelles formes d'emploi : l'exemple de l'ubérisation », in *Travail et protection sociale : de nouvelles articulations ?*, coll : Grands colloques, LGDJ.

⁷ CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ?, Dares analyses n°26, juin 2018

⁸ Jean-Paul Molinari, « Ouvriers, classe ouvrière : entre déclin et redéploiement » In Paul Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales – Inégalités, dominations, conflits*, Paris, 2015, p.81 sq.

l'amélioration de leurs conditions de vie et la conservation de leurs modes de consommation. Cette conceptualisation reflète la substantifique moelle de la contestation des Gilets jaunes

Graphique 5 – 70% des Gilets jaunes ont un niveau de vie inférieur au niveau de vie médian, 53% des personnes hostiles au mouvement ont un niveau de vie supérieur à la médiane

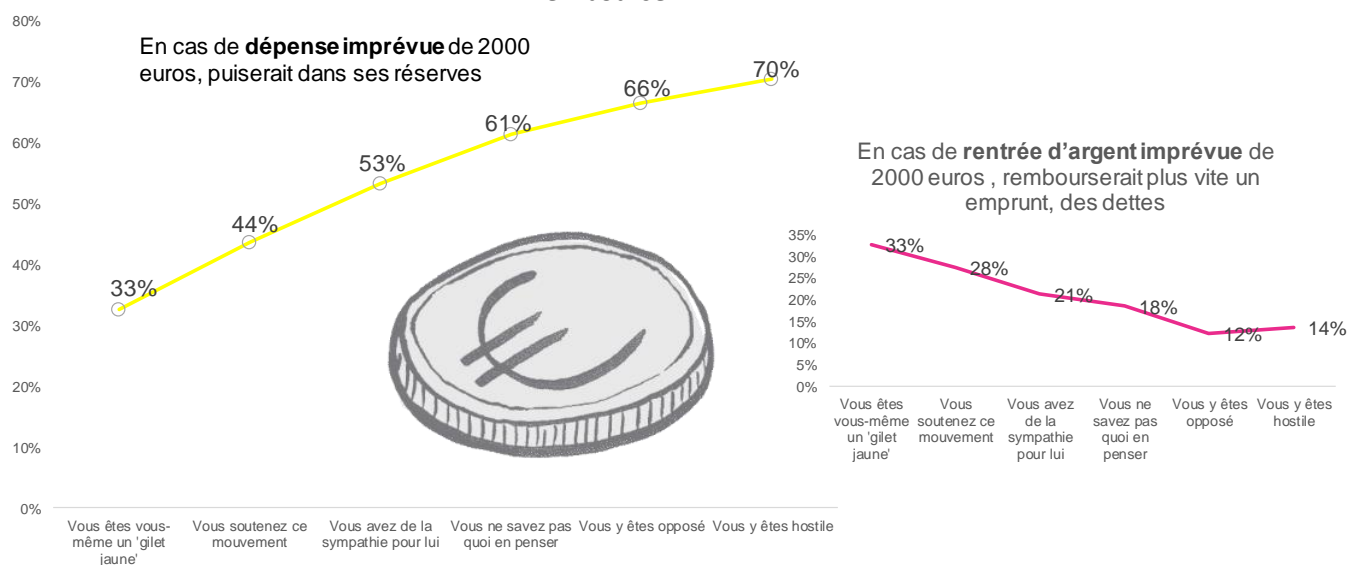


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Le niveau de vie intègre tous les revenus (salaires, pensions, allocations), auquel on retranche les impôts, et que l'on rapporte à la composition du foyer (en prenant en compte la racine carrée du nombre de personnes du foyer pour tenir compte des économies d'échelle). Le niveau de vie médian pour une personne seule est de 1700 euros. Les « bas revenus » ont un niveau de vie inférieur à 0.7 du niveau de vie médian (soit inférieur à 1200 euros pour une personne seule), les classes moyennes inférieures ont un niveau de vie compris entre 0.7 et 1 de la médiane, soit entre 1200 et 1700 euros), les classes moyennes supérieures ont un niveau de vie entre 1 et 1.5 de la médiane, soit entre 1700 et 2600 euros pour une personne seule), les « hauts revenus » ont un niveau de vie supérieur à 2600 euros pour une personne seule.

76% des Gilets jaunes s'en sortent difficilement et doivent s'imposer régulièrement des restrictions sur leur budget, contre 55% en moyenne et 35% chez ceux qui ne cachent pas leur hostilité au mouvement. L'expérience d'un hypothétique coup dur est particulièrement révélateur à ce sujet. **Seulement 33% des Gilets jaunes sont en mesure de faire face à une dépense imprévue** de 2000 euros en puisant dans leurs réserves, contre 53% en moyenne. En revanche, 67% des opposants et 70% des personnes expressément hostiles au mouvement ont la capacité d'absorber une telle dépense. En cas d'entrée d'argent imprévue, un tiers des Gilets jaunes mobiliserait cette entrée pour rembourser une dette.

Graphique 6 – Seuls 20% des Gilets jaunes ont des réserves financières, et 33% des dettes à rembourser



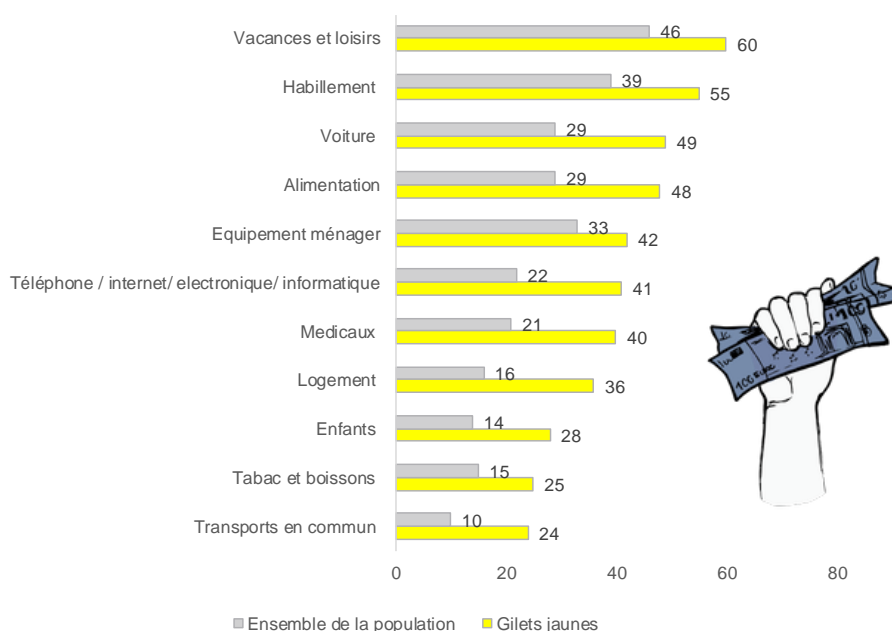
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Les Gilets jaunes ont le sentiment de devoir se serrer la ceinture davantage que la moyenne de la population quels que soient les postes considérés. Le différentiel est toutefois plus marqué en ce qui concerne le logement, les soins médicaux, les dépenses de télécommunication et d'internet, l'alimentation et la voiture. Comme l'explique l'anthropologue Dominique Desjeux, la **panne** de différents équipements nécessaires à la vie quotidienne (machine à laver, réfrigérateur, chaudière et voiture) menace la plupart des budgets familiaux dont l'équilibre tient bien souvent à l'existence d'un ou plusieurs crédits. Les travaux menés en 2016 par le CREDOC pour l'ONPES sur les familles modestes montrent ainsi un équilibre qui ne tient qu'à un fil⁹.

⁹ Elodie Alberola, Isa Aldeghi et Jörg Müller, Les modes de vie des ménages vivant avec moins que le budget de référence, Collection des rapports du CREDOC n° 331, <https://www.credoc.fr/publications/les-modes-de-vie-des-menages-vivant-avec-moins-que-le-budget-de-reference>

Graphique 7 – Le sentiment de devoir se serrer la ceinture sur tout, et en particulier sur les loisirs, l’habillement, la voiture, l’alimentation

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? »



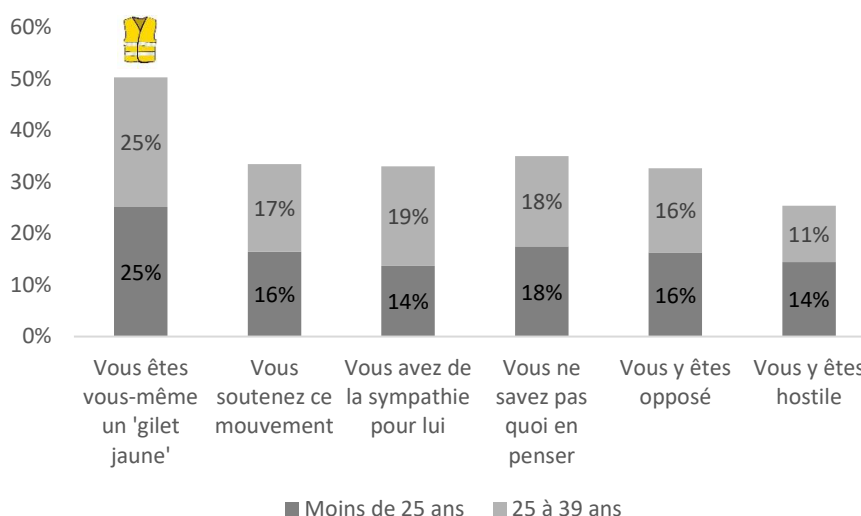
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Face à ces difficultés pécuniaires, **82% des Gilets jaunes souhaitent une amélioration de leur pouvoir d’achat**, contre 73% des Français en moyenne et 71% exprimant leur hostilité au mouvement.

3. Des jeunes

Les difficultés financières de certains retraités, la question de l’indexation des retraites, la réforme de la CSG et la charge fiscale supplémentaire qui en découle figuraient parmi les thèmes phare abordés dans le cadre du débat public qui accompagnait les premiers mois du mouvement. Cependant, bien que très médiatisée, la figure du retraité semble moins présente que celle des jeunes. **Une personne sur deux qui se sent Gilet jaune a moins de 40 ans**, contre 34% en moyenne dans la population française. 15% des Gilets jaunes ont plus de 60 ans, ce qui n’est bien entendu pas négligeable, mais nettement inférieur à la proportion de cette classe d’âge en France (31%).

Graphique 8 – Un gilet jaune sur deux a moins de 25 ans



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Rappelons que les jeunes constituent selon l'INSEE la catégorie d'âge **la plus vulnérable économiquement** : c'est en effet parmi les 18-29 ans que le taux de **pauvreté** est le plus élevé¹⁰. Les jeunes sont également confrontés à un taux de **chômage** plus élevé que la moyenne. En 2017, le taux de chômage au sens du BIT chez les 15-24 ans, certes en légère baisse ces dernières années, continue de concerner plus d'un jeune actif sur cinq. Et parmi les 15-25 ans en emploi, près de 4 sur 10 sont en emploi court, CDD ou intérim (39% en 2016)¹¹. Laurence Roulleau-Berger et Chantal Nicole-Drancourt rappellent que les jeunes n'ont jamais occupé le noyau dur du salariat, déjà dans les années 50. Ce qui est nouveau, ce sont les difficultés d'insertion sur le marché du travail et en particulier pour les jeunes non diplômés¹². Insertion professionnelle qui a un impact étroit sur la satisfaction des jeunes par rapport à leur vie. Ainsi, en 2018, selon le baromètre DJEPVA pour la jeunesse menée par le CRÉDOC et l'INJEP¹³, les jeunes, étudiants ou en emploi, sont en proportion beaucoup plus nombreux à exprimer leur satisfaction sur leur vie actuelle (respectivement 71% et 66%) par rapport aux jeunes en recherche d'emploi (37%).

Les difficultés rencontrées par les jeunes pour **avoir un logement autonome**, dans un contexte de hausse générale des prix à la pierre ou de l'immobilier locatif, nourrissent également une forte insatisfaction et un pessimisme de la jeunesse par rapport à l'avenir¹⁴. Jacques Friggit (2013) explique que les jeunes constituent la **principale variable d'ajustement** de notre société en matière de logement. Le « **déclassement scolaire** » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002)¹⁵, et **l'éloignement de la jeunesse salariée des centres villes et des quartiers valorisés** viennent amplifier leurs difficultés

¹⁰ Selon l'INSEE, le taux de pauvreté monétaire (définie ici comme la part des personnes dont les ressources sont inférieures à 60% du revenu médian dans la population) est de 19% chez les 18-29 ans contre 14% dans l'ensemble de la population active. Source : INSEE, enquête ERFS, DGFIP, CNAF, CNAV, CCMSA.

¹¹ INSEE, enquête emploi, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03241

¹² Chantal Nicole-Drancourt, Laurence Roulleau-berger, 2001, Les jeunes et le travail : 1950-2000. Paris, PUF

¹³ Lucie Brice-Mansencal, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian et Sophie Lautié, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2018, <http://injep.fr/publication/barometre-djepva-sur-la-jeunesse-2018/>

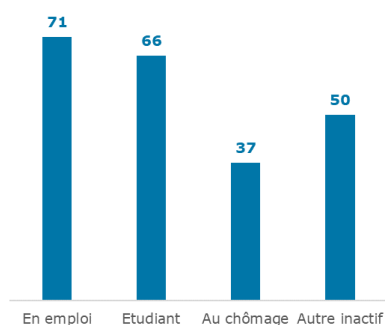
¹⁴ Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian – CRÉDOC, Joaquim Timotéo, INJEP, Avoir son propre chez soi : une envie omniprésente chez les jeunes, novembre 2018, *Injep Analyses et Synthèses n°19*, <http://injep.fr/publication/avoir-son-propre-chez-soi-une-envie-omnipresente-chez-les-jeunes/>

¹⁵ Nauze-Fichet E. et Tomasini M., 2002 « Diplôme et insertions sur le marché du travail. Approches socioprofessionnelle et salariale du déclassement » in *Économie et Statistique*, n°354, INSEE, novembre.

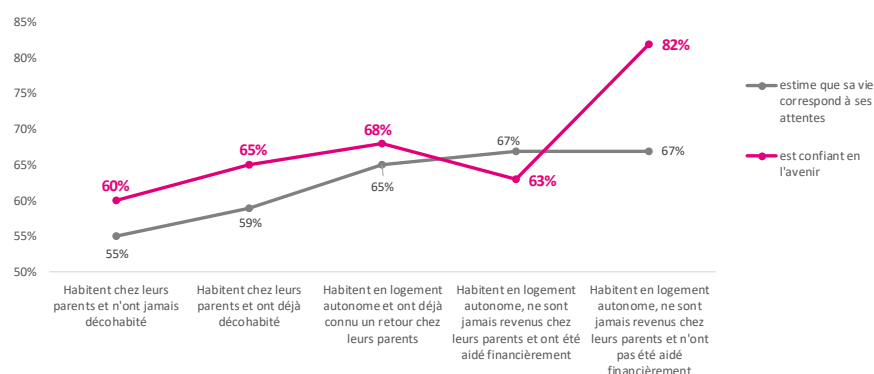
[Chauvel, 2010]¹⁶. Les jeunes sont aussi les premiers concernés par les emplois des **plateformes** (20% des jeunes contre 8% en moyenne indiquent ne pas être en emploi « à leur compte », et avoir tout de même exercé une activité rémunérée de manière indépendante, Albérola *et al.* 2016¹⁷).

Graphique 9 – L'accès difficile à l'emploi et au logement nourrissent le pessimisme des jeunes

Évolution de la part des jeunes considérant que leur vie correspond à leurs attentes selon la situation d'activité (En %)



Satisfaction vis-à-vis de sa vie et confiance en l'avenir selon le niveau d'indépendance résidentielle (En % - cumul des deux réponses)



Source : INJEP-CRÉDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2018.

Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans

Précisons que notre étude n'a pas abordé spécifiquement **les modes d'expression dans le cadre de ce mouvement**. Il est vraisemblable que les profils des personnes diffèrent selon qu'elles aient bloqué des ronds-points, mis en évidence un gilet jaune dans leur voiture, manifesté un ou plusieurs samedis, se soient exprimées sur les centaines de groupes Facebook dans lesquels les Gilets jaunes racontent leur colère et organisent leurs rassemblements, ou qu'elles se soient prononcées dans le cadre du « vrai débat » ou du grand débat, des cahiers de doléance ou des réunions sur le territoire. Par exemple, il convient de noter que les seniors semblent séduits par le format délibératif du grand débat national où l'absence, notamment, des jeunes est remarquée et prête à discussion¹⁸.

¹⁶ Chauvel I., « Comment définir les victimes du changement social cohortale », *Regards croisés sur l'économie* n°7, 2010

¹⁷ Élodie Alberola, Isa Aldeghi et Sandra Hoibian, *Les mutations du travail. L'envie d'être salarié domine, sauf chez les jeunes qui aspirent à plus de liberté*, Cahier de recherche, n° C334, décembre 2016.

¹⁸ « On ne comptait pas un seul jeune » : aux réunions du grand débat national, les seniors ont le pouvoir », FranceTVinfo, https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/on-ne-comptait-pas-un-seul-jeune-aux-reunions-du-grand-debat-national-les-seniors-ont-le-pouvoir_3166221.html

4. Des parcours de vie heurtés

Au-delà de ces caractéristiques socio-démographiques (niveau de vie, diplôme, profession, âge) l'identification ressentie au mouvement des Gilets jaunes est plus forte chez des personnes en prise avec différentes formes de **fragilité** et de difficultés. Le sociologue Robert Castel parle d'un processus de « **désaffiliation** » qui consiste en une rupture successive des liens sociaux et provoque des formes de « **vulnérabilité** », dont la figure du SDF serait l'aboutissement. Ces ruptures sont à la fois concrètes (la famille, les amis, le voisinage, etc.), mais également abstraites (comme le lien politique du fait de l'abstentionnisme par exemple). Il y a pour le sociologue un risque « de désaffiliation lorsque l'ensemble des relations de proximité qu'entretient un individu sur la base de son inscription territoriale, qui est aussi son inscription familiale et sociale, se trouve en défaut pour reproduire son existence et pour assurer sa protection »¹⁹.

On retrouve en effet la présence de différents facteurs chez les personnes ayant revêtu le gilet :

- Au-delà des professions et niveaux de revenus modestes, on repère une **fragilité en termes de sécurité de l'emploi** avec davantage de personnes ayant connu une période de chômage, étant actuellement en intérim ou CDD.
- Des **accidents de vie ou des changements fragilisant** : le décès d'un membre de la famille, la séparation ou le divorce.
- Des **difficultés de santé** : handicap ou maladie chronique, état dépressif, insomnies, nervosité.

Tableau 1 – Les Gilets jaunes en prise avec plusieurs sources de fragilité

Chez les personnes se considérant comme Gilets jaunes	En moyenne dans la population	Différentiel
35% ont connu une période de chômage au cours des 5 dernières années	20%	+15 pts
13% sont actuellement en intérim	6%	+7 pts
20% sont actuellement en CDD	14%	+6 pts
27% ont un membre de leur famille qui est décédé au cours des 12 derniers mois	18%	+ 9 pts
17% ont divorcé, se sont séparés de leur conjoint au cours des 12 derniers mois	6%	+11 pts
33% souffrent d'un handicap ou d'une maladie chronique	25%	+8 pts
32% ont souffert d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines	18%	+14 pts
51% ont souffert d' insomnies au cours des 4 dernières semaines	39%	+12 pts
44% ont souffert de nervosité au cours des 4 dernières semaines	33%	+11 pts
56% ont souffert de maux de dos au cours des 4 dernières semaines	51%	+5 pts
21% ne se sentent pas en sécurité dans leur cadre de vie quotidien	12%	+11 pts
23% sont accédants à la propriété , dont 13% sont devenus propriétaires au cours des 12 derniers mois	16% et 7% au cours des 12 derniers mois	+7 pts, +6 pts

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

¹⁹ Robert Castel, 1995, Les métamorphoses de la question sociale, Paris, Gallimard

5. Le soutien au mouvement : la France « moyenne », la coagulation des mécontents de l'élection de 2017

Les personnes se considérant comme des Gilets jaunes présentent un profil très clairement différent du reste de la population. En revanche, celui de leur **soutien** est finalement très proche du portrait de la France « moyenne ».

Tableau 2 – La sociologie du soutien au mouvement ne se distingue pas réellement de la moyenne de la population

		Soutient / a de la sympathie pour le mouvement	Ensemble de la population	Ecart
Age de l'enquêté	15-24 ans	15%	17%	-1 pt
	25 à 39 ans	18%	17%	=
	40 à 59 ans	37%	35%	2
	60 à 69 ans	15%	15%	=
	70 ans et plus	14%	16%	-2
Profession de l'interviewé,	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	4%	4%	=
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	8%	9%	-2
	Profession Intermédiaire	14%	14%	=
	Employé	18%	16%	2
	Ouvrier	15%	13%	2
	Personne au foyer	7%	7%	=
	Retraité	25%	26%	-1
	Autre inactif	9%	10%	-1
Diplôme le plus élevé obtenu	Non diplômé	8%	8%	=
	BEPC	47%	43%	4
	BAC	18%	16%	1
	Diplômé du supérieur	27%	32%	-5
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	29%	27%	2
	Classes moyennes inférieures	29%	26%	3
	Classes moyennes supérieures	30%	29%	1
	Hauts revenus	10%	14%	-4
Catégorie d'agglomération	Communes rurales	23%	22%	1
	2 000 à 20 000 habitants	20%	17%	2
	20 000 à 100 000 habitants	14%	14%	=
	Plus de 100 000 habitants	29%	31%	-1
	Agglomération parisienne	14%	16%	-2
Situation professionnelle	Actif occupé	53%	53%	1
	Inactif	38%	40%	-2
	Chômeur	8%	7%	1
Total		100%	100%	

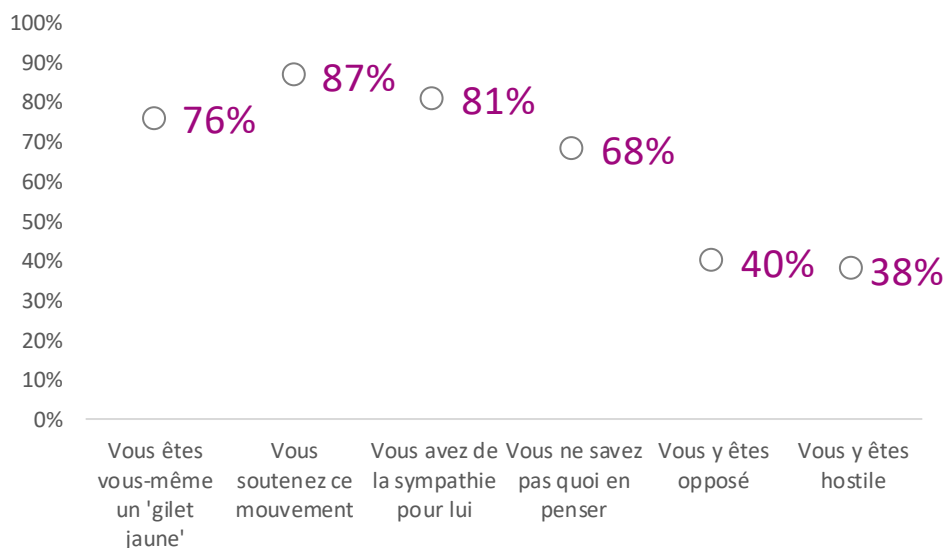
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Nb : les écarts sont calculés à partir des données exactes qui peuvent être masquées par les arrondis

Le seul élément semblant, en première lecture, distinguer réellement les soutiens et sympathisants du mouvement du reste de la population est une **forme de rejet du gouvernement actuel**. En effet c'est dans ce groupe de population que la défiance dans la capacité du gouvernement actuel à résoudre les problèmes qui se posent actuellement en France est à son comble.

Graphique 10 – La coagulation des personnes défiantes dans le gouvernement actuel

Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? **plutôt pas et pas du tout confiance**



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Rappelons qu'au premier tour de l'élection présidentielle les voix avaient été très dispersées entre quatre candidats : Emmanuel Macron avait rassemblé 24% des suffrages exprimés, Marine Le Pen 21%, François Fillon 20% et Jean Luc Mélenchon 20%. Mais, au-delà de cette coagulation des colères, nous verrons par la suite que cette crise rend visibles des **mouvements de société** plus anciens expliquant que celle-ci rencontre dans la population un écho important.

II – Ne pas être le perdant de la compétition

1. Une amélioration du niveau de vie moyen ressenti tirée par les catégories supérieures

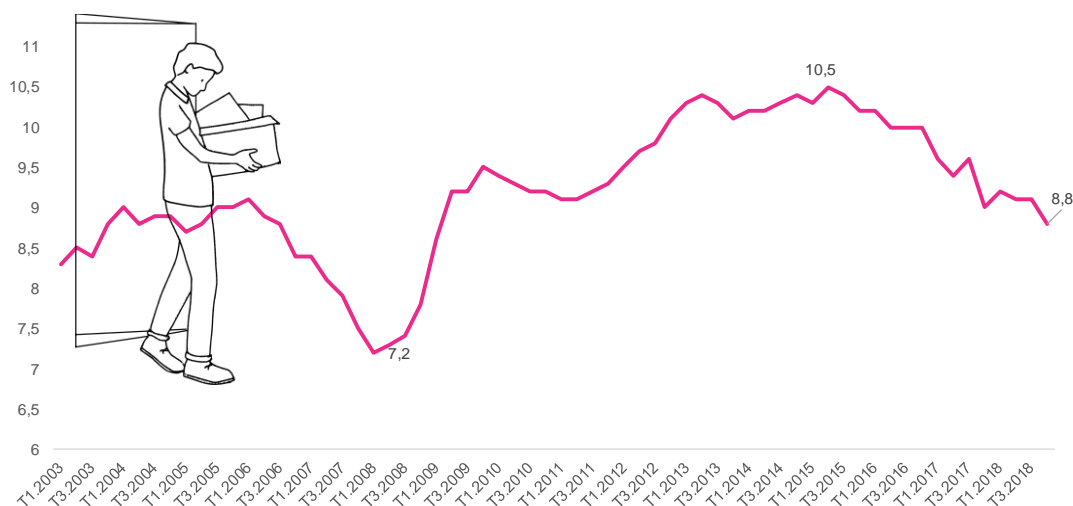
Des indicateurs au vert

Les difficultés rencontrées par les Gilets Jaunes ne doivent pas occulter que, pour **la quatrième année consécutive**, l'Insee publie une **estimation du pouvoir d'achat** en hausse, avec une augmentation de 1,4% en 2018²⁰. D'après l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), les **mesures** prises par le Gouvernement, notamment en décembre 2018, et la nouvelle loi de finances (revalorisation de la prime d'activité, annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus fragiles, défiscalisation des heures supplémentaires, baisse de la taxe d'habitation...) devraient avoir un **impact positif sur la croissance et donc sur le pouvoir d'achat en 2019**. L'Institut des politiques publiques²¹ mesure lui aussi un **effet positif des réformes** des impôts et transferts portant sur les ménages et introduites par le budget 2019, avec un gain moyen proche de 1 % du revenu disponible pour une large partie des ménages. L'IPP souligne que ces effets sont calculés en incluant les mesures les plus récentes annoncées à la suite du mouvement des Gilets jaunes, celles-ci jouant « un rôle important dans les effets redistributifs ». Des estimations qui vont dans le sens de celles de l'INSEE qui affiche des **prévisions d'augmentation du pouvoir d'achat de 2% pour l'année 2019**.

En parallèle d'autres indicateurs sont au vert : la croissance de **l'investissement des entreprises** est prévue à +2,2% à mi-2019, après +0,8% sur l'ensemble de 2018 ; la consommation augmenterait de +1,4% à mi-2019, après +0,8% sur l'ensemble de 2018. Sur le front de l'emploi, d'après la DARES, le taux de **chômage**, à 8,8% au quatrième trimestre 2018, poursuit la **baisse** initiée depuis 2015, même s'il reste supérieur aux taux observés juste avant le déclenchement de la crise de 2008.

Graphique 11 – Le taux de chômage continue de baisser

Taux de chômage au sens du BIT- en % de la population active



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : DARES, Insee, enquête Emploi – Données corrigées des variations saisonnières en moyenne trimestrielle

²⁰ Note de conjoncture de l'Insee, décembre 2018

²¹ Mahdi Ben Jelloul, Antoine Bozio, Thomas Douenne, Brice Fabre, Claire Leroy, Budget 2019 : quels effets pour les ménages ?, Note IPP n°37, <https://www.ipp.eu/actualites/note-ipp-n37-budget-2019-quels-effets-pour-les-menages/>

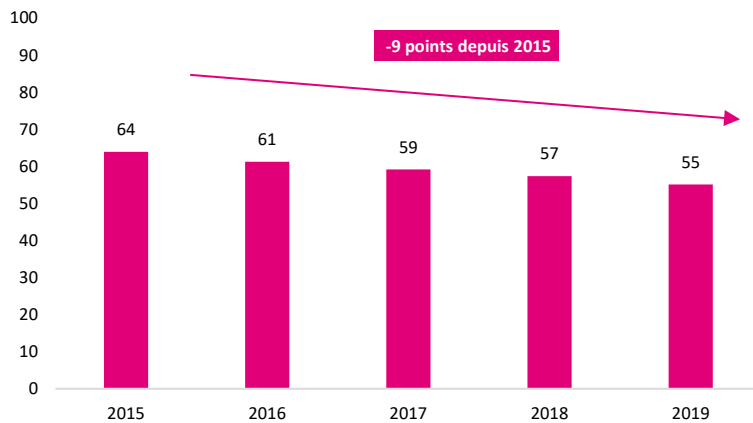
Le sentiment de restrictions financières baisse...

Ces évolutions sont également visibles dans le ressenti des ménages. En moyenne dans la population, la part de personnes qui déclarent **s'imposer des restrictions budgétaires est en nette diminution depuis cinq années**, passant de 64% en 2015 à 55% en 2019, soit une diminution cumulée de 9 points.

Graphique 12 – Le sentiment de restriction continue de diminuer

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? » (Réponse oui)

Champ : population française, en %



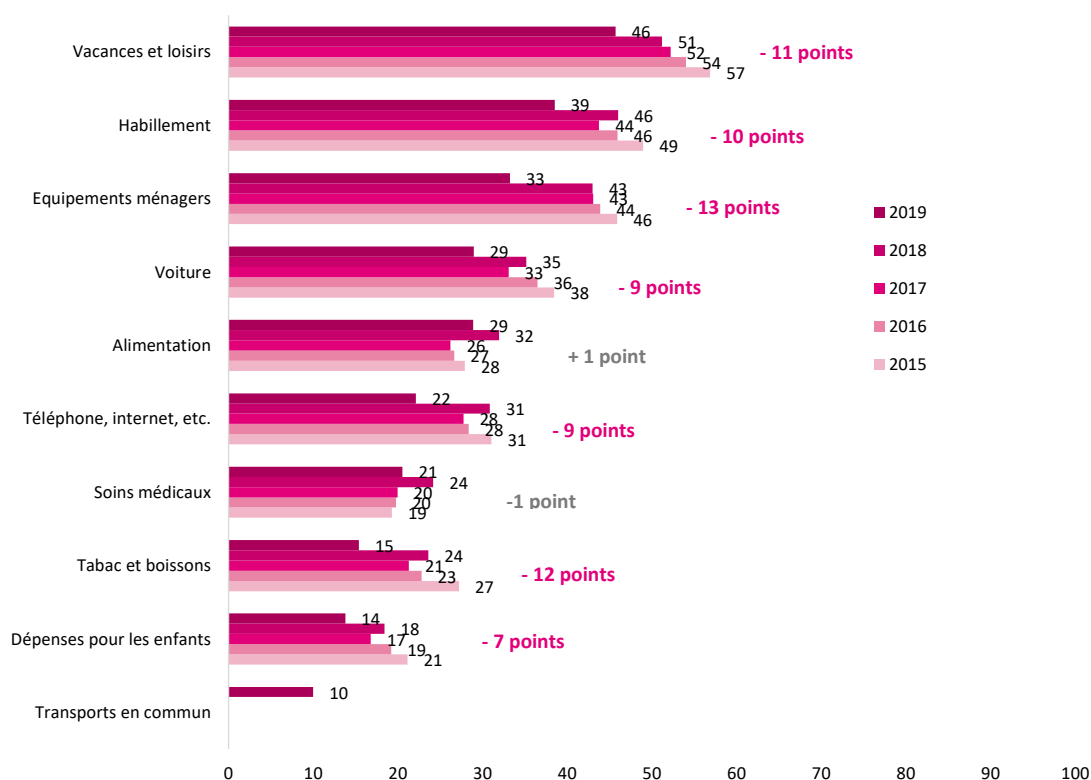
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La **plupart des postes de dépenses** sont concernés par la baisse du sentiment de restriction. C'est notamment le cas des dépenses liées aux vacances et aux **loisirs**, premier domaine de restriction. Même si le sentiment de se restreindre sur ce poste reste prégnant au sein de la population, il passe pour la première fois depuis plusieurs années sous le seuil des 50% : en 2019, 46% des répondants déclarent se restreindre sur les dépenses de vacances et de loisir. C'est 5 points de moins par rapport à 2018 (51%) et 11 points de moins par rapport à 2015 (57%). Seuls les **soins médicaux** font exception à ce mouvement, nous y reviendrons.

Graphique 13 – La baisse des restrictions concerne la plupart des postes de dépenses

Postes de dépenses sur lesquels les répondants déclarent être obligés de s'imposer régulièrement des restrictions

Champ : population française, en %



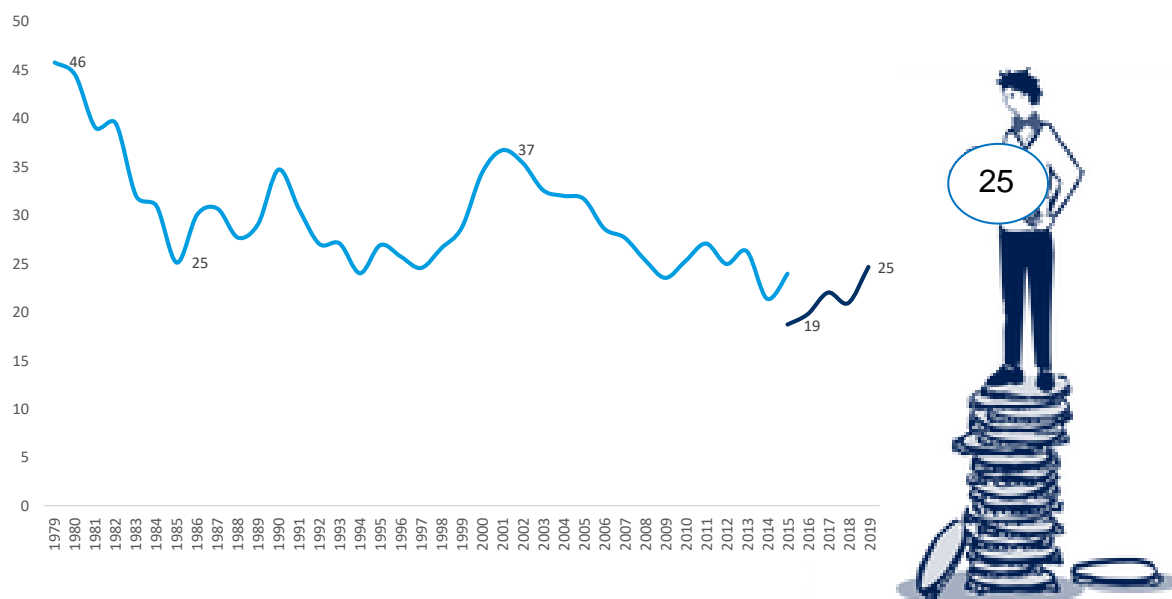
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Remarque - Le sentiment de restriction sur le poste « logement » (16% des répondants en 2019) n'est pas présenté sur ce graphique : en raison d'une forte hausse des réponses « ne sait pas », les évolutions sur ce poste sont difficilement interprétables.

Les Français sont aussi un **peu plus nombreux cette année à estimer que leur niveau de vie s'est amélioré** depuis une dizaine d'années, même si ce sentiment reste partagé par une minorité (25%, soit +4 points par rapport à 2018 et +6 points par rapport à 2015).

Graphique 14 – Le sentiment que son niveau de vie personnel s’améliore progresse

En ce qui concerne votre niveau de vie personnel... diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va (beaucoup mieux, un peu mieux, c'est pareil, un peu moins bien, beaucoup moins bien, nsp...) % ça va mieux



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Nb : en 2015 l'enquête a été menée en double mode de recueil (en face à face et on line), depuis elle est menée on line, Dans l'ensemble du document, la différence est matérialisée par des changements de codes couleur dans la courbe. Ici bleu clair pour le face à face, bleu foncé pour le en ligne

La reprise, les réformes des impôts et transferts sont davantage ressentis par les classes moyennes supérieures et hauts revenus

Cette amélioration moyenne n'est pas homogène dans la population. Les bas revenus ne voient pas beaucoup de progrès de leur niveau de vie. Ils sont toujours quasiment aussi nombreux à déclarer devoir se restreindre sur différents postes budgétaires (+2 points). À l'autre bout de l'échelle des revenus, les écarts sont plus sensibles : baisse de 8 points du sentiment de restriction chez les **hauts revenus** en un an²² et hausse de 8 points de personnes indiquant que leur niveau de vie s'est amélioré. Les **classes moyennes supérieures** ont, elles-aussi, le sentiment d'une bouffée d'air.

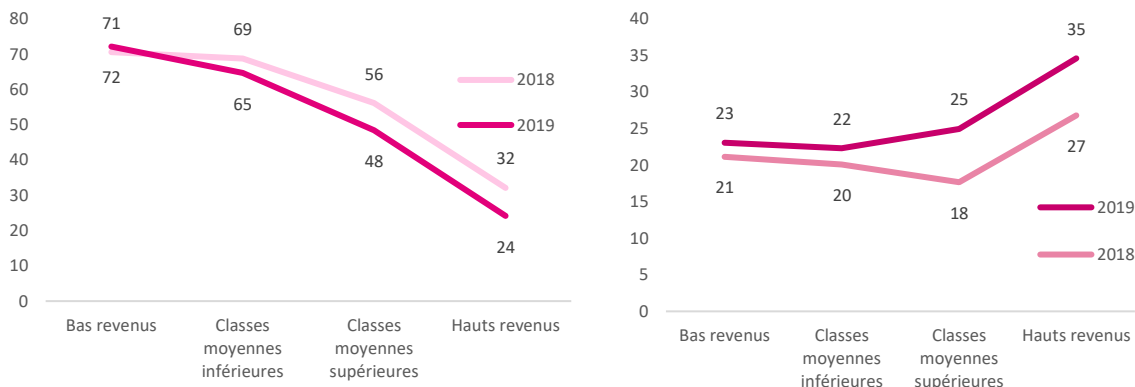
²² La baisse du sentiment de restriction chez les hauts revenus touche tous les postes de budget, et particulièrement les postes télécommunication, -13 pts en un an chez les hauts revenus, l'équipement ménager -13 pts, et les dépenses de voiture -14 pts.

Graphique 15 – Les bas revenus, exclus du sentiment d'amélioration du niveau de vie

Champ : population française, en %

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des **restrictions** sur certains postes de votre budget ? » (Réponse oui)

« En ce qui concerne votre **niveau de vie**, diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va... ? » (Cumul des réponses « beaucoup » et « un peu mieux »)

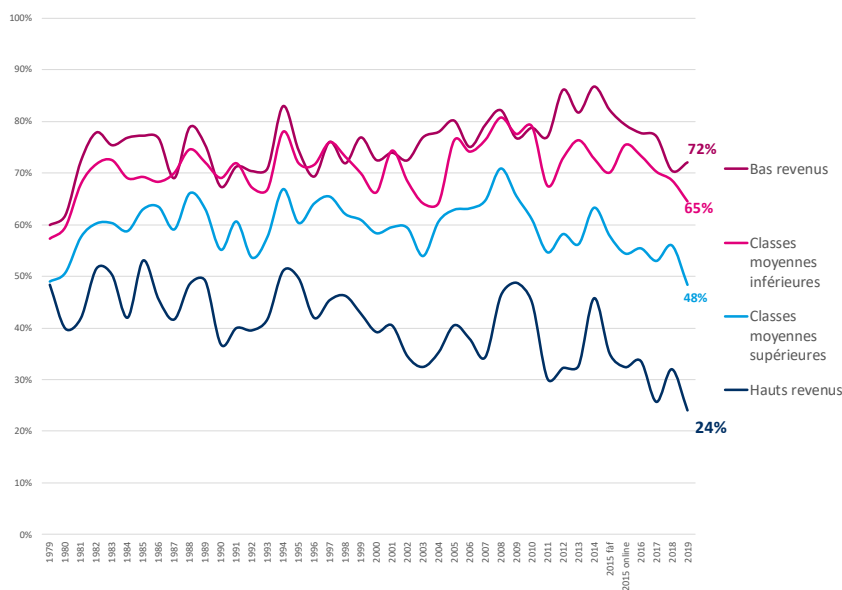


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Sur longue période, les hauts revenus ont toujours eu moins le sentiment de devoir se restreindre que les bas revenus. Mais **l'écart de perceptions observé a eu tendance à se creuser avec le temps**. 48 points séparent les deux catégories en 2019, alors que l'écart n'était que d'une vingtaine de points dans les années 80, et d'une trentaine jusqu'au début 2000. Le décrochage se fait « par le haut » : les bas revenus et catégories moyennes inférieures ont toujours autant le sentiment de devoir se serrer la ceinture, tandis que les hauts revenus voient leur situation s'améliorer.

Graphique 16 – L'écart de perception se creuse dans le temps

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des **restrictions** sur certains postes de votre budget ? » (Réponse oui)



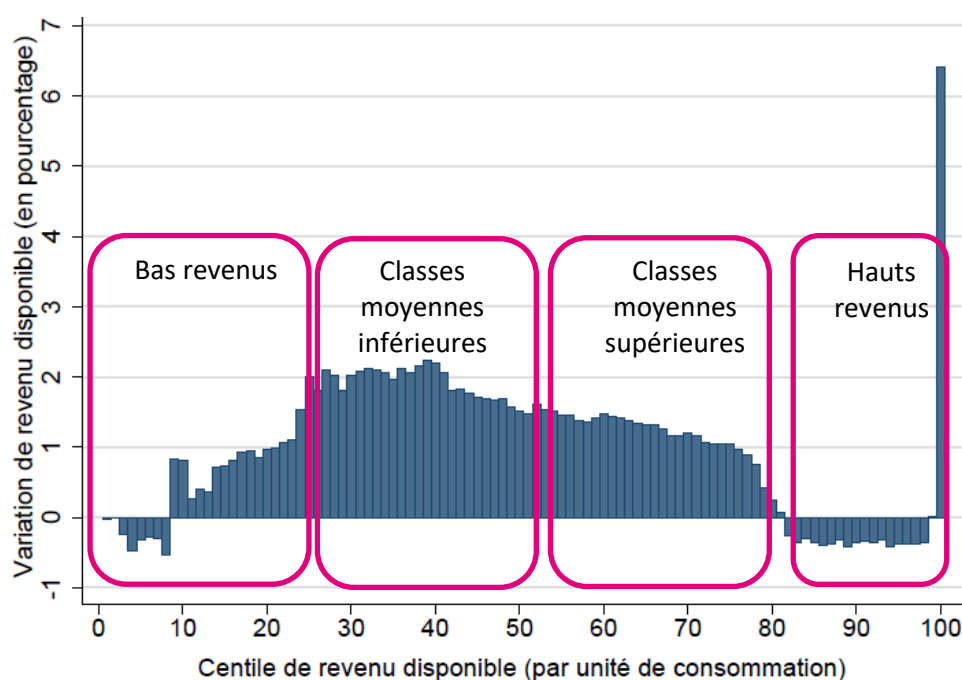
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Les perceptions observées entre cette année et l'année dernière semblent pour les deux extrêmes de la distribution des revenus (bas et hauts revenus) converger avec la répartition des gains de revenus disponibles mesurée par l'Institut des politiques publiques²³. Les **gains liés aux réformes** bénéficient à l'ensemble des catégories de revenu, dont les **classes moyennes**, comme le montre le graphique ci-dessous. L'Institut pointe certaines catégories pour lesquelles les effets sont plus notables et divergents :

- Les **actifs** sont en moyenne gagnants, quel que soit le centile de niveau de vie (+ 2,4 % de revenu disponible en moyenne).
- Au sein des hauts revenus, les **1 % des ménages les plus aisés**, quel que soit leur statut d'activité, voient leur revenu disponible augmenter en moyenne de 6,4 % du fait du remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI).
- Les **retraités appartenant aux 20 % des ménages les plus aisés sont mis à contribution**, avec une **perte** moyenne de 3 % de leur revenu disponible.
- Chez les **10% les plus pauvres**, les effets sont négatifs.

Graphique 17 – Les réformes du budget 2018 et 2019 bénéficient à une grande partie de la population

Effets cumulés des budgets 2018 et 2019 sur le revenu disponible par unité de consommation des ménages²⁴



Source : IPP, Modèle TAXIPP 1.0 sur données FELIN, ERFS, Budget des familles, FIDELI.

Lecture : En moyenne, les ménages du 50e centile de revenu disponible par unité de consommation bénéficient d'une hausse de 1,5 % de revenu disponible en 2019 du fait de la mise en place des mesures prises depuis le début du quinquennat dans le cadre des budgets 2018 et 2019.

²³ Mahdi Ben Jelloul, Antoine Bozio, Thomas Douenne, Brice Fabre, Claire Leroy, Budget 2019 : quels effets pour les ménages ?, *Note IPP n°37*, Janvier 2019, <https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2019/01/n37-notesIPP-janvier2019.pdf>

²⁴ Le **revenu disponible** d'un ménage correspond à la somme des revenus du ménage, nets des transferts fiscaux et sociaux, c'est à dire après paiement des prélèvements obligatoires et réception des prestations sociales.

Le **revenu disponible par unité de consommation**, ou « **niveau de vie** », vise à rapporter le revenu disponible à la taille du ménage, en prenant en compte les économies d'échelle liées aux dépenses mutualisées. Le premier adulte du ménage

Lorsqu'on met en relation l'évolution du sentiment de restriction et le regard porté sur le niveau de vie avec les calculs opérés par l'IPP, on constate un **décalage particulièrement prononcé chez les classes moyennes inférieures** (dont le niveau de vie pour une personne seule est compris entre 1200 euros et 1700 euros).

2. Les classes moyennes qui se sentent « oubliées »

Ces classes moyennes inférieures ont depuis longtemps le sentiment d'être les **grandes perdantes de la redistribution** socio-fiscale²⁵ : en 2014 déjà, 73% d'entre elles considéraient contribuer davantage au système socio-fiscal qu'elles n'en retiraient des avantages, et plus de la moitié des Français (54%) citaient la **diminution du montant de certaines aides sociales** comme l'une des pistes prioritaires pour réduire la dépense publique.

Des travaux menés récemment pour la CNAF²⁶ et portant sur les politiques familiales – politiques pourtant appréciées par la population - confirment que cette idée gagne de plus en plus l'opinion. Aux yeux des Français, le système des prestations familiales par exemple a le défaut de **défavoriser les classes moyennes** (82%) : l'idée recule de quelques points par rapport à 2010, mais reste très largement ancrée. Une grande majorité de Français se déclare favorable à l'idée de **supprimer les prestations familiales aux familles ayant les plus hauts revenus** : 78% des personnes interrogées sont d'accord avec cette idée, qui a toujours dominé dans l'opinion et a gagné 8 points par rapport à 2005. En parallèle, l'idée selon laquelle **trop de prestations familiales ne seraient versées qu'aux plus démunis** est également désormais très présente dans le corps social (57% de suffrages). Cette idée, minoritaire avant 2010, est **en hausse** sur le long terme : la proportion n'était que de 25% en 1992.

Les classes moyennes ont le sentiment d'être à la fois privées d'aides et d'allocations qui ne seraient versées qu'aux plus démunis, et dans le même temps sont de plus en plus critiques vis-à-vis des impôts et taxes qu'elles supportent.

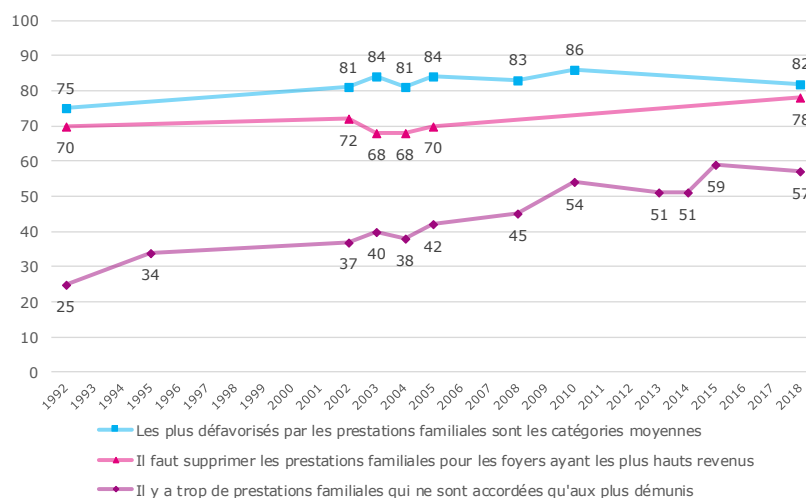
compte pour 1 unité de consommation. Chaque personne supplémentaire de 14 ans et plus compte pour 0,5 unité, et chaque personne supplémentaire de moins de 14 ans compte pour 0,3 unité.

²⁵ Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Jörg Müller, Note de conjoncture sociétale 2015, avril 2015

²⁶ Solen Berhuet, Patricia Crouette, Sandra Hoibian et Sophie Lautié, Prestations sociales et familiales, congé parental, aides au logement, aides aux grands enfants, Etat de l'opinion en 2018,

Graphique 18 – Les classes moyennes se sentent de plus en plus lésées

Les opinions émises sur le système des prestations familiales depuis 1992
(En % de tout-à-fait d'accord et assez d'accord)

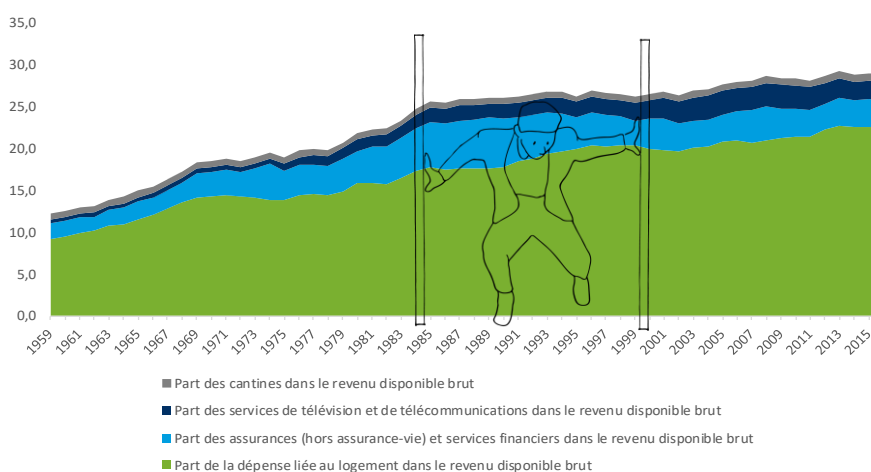


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Des travaux du CRÉDOC ont mis en lumière il y a une dizaine d'années déjà le sentiment de « **sur-place** » à l'œuvre au sein des classes moyennes, qui se sentent distancées par les hauts revenus et rattrapées par les bas revenus²⁷. Ce sentiment prend racine dans la forte augmentation des dépenses contraintes sur une longue période, sur lesquelles les ménages ont peu de marge de manœuvre. **L'augmentation des coûts du logement et la difficulté d'accès à la propriété** expliquent une grande partie du malaise des classes moyennes²⁸.

Graphique 19 – Loyer, factures, charges : les dépenses contraintes ont grimpé de 12 % à 29 % en soixante ans

Part de la dépense pré-engagée dans la dépense de consommation



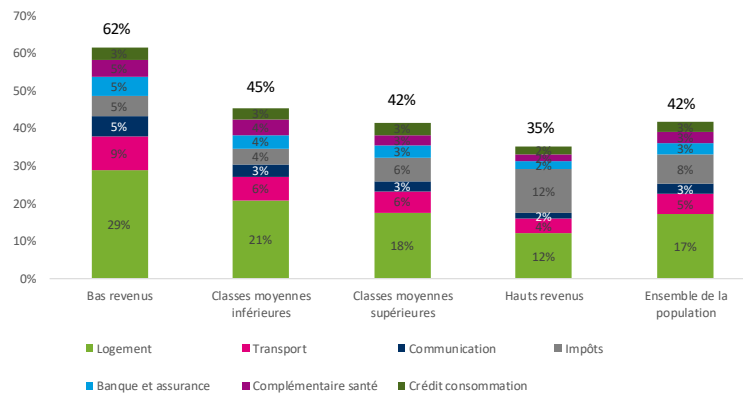
Source : INSEE, Comptes nationaux, Base 2010

²⁷ Régis Bigot, Les classes moyennes sous pression, Consommation et modes de vie n°219, mars 2009, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/219.pdf>

²⁸ Mélanie Babès, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Propriétaires, locataires : une nouvelle ligne de fracture sociale, Consommation et mode de vie du CRÉDOC - n° 248, mars 2012

Si l'on considère une **version plus extensive de ces dépenses** sur lesquelles les ménages n'ont pas de marge de manœuvre réellement chaque mois, en intégrant non seulement le logement et les télécommunication et dépenses bancaires mais aussi le transport, les impôts, on arrive à un poids de **42% des ressources en moyenne**, qui grimpe à 62% chez les bas revenus. Les catégories moyennes ne sont pas en prise avec la même intensité de difficulté observée chez les Gilets jaunes, mais elles en sont suffisamment proches pour les comprendre et s'inquiéter d'être un jour possiblement dans une situation comparable.

Graphique 20 – Part des dépenses contraintes dans les ressources selon le niveau de vie



Source : CRÉDOC à partir de l'enquête Budget des familles 2011

Nota les dépenses de logement intègrent ici celles des accédants à la propriété (dans la littérature la plupart du temps elles sont considérées comme des investissements et non pas des dépenses)

3. Les uns contre les autres, la limite de « l'égalité des chances »

Plusieurs conceptions de la justice d'une société peuvent être défendues²⁹. Et derrière la notion de **mérite**, très consensuelle, tous n'accrochent pas les mêmes notions : s'agit-il par exemple de valoriser l'intelligence, ou les talents « innés » de chacun, en un mot d'encourager les personnes qui sortent du lot par leurs capacités et leurs **résultats** ou bien de rétribuer les efforts, le travail et la persévérance, le chemin pris pour y arriver, c'est-à-dire les **actes** de chacun ?

Notre société valorise un **modèle de l'égalité de chances** (nous y reviendrons) où il s'agit de permettre à chacun de partir depuis la même ligne de départ, en aidant chacun à révéler ses talents et potentialités. Celle-ci se combine avec la valorisation de la compétition destinée à ensuite identifier les meilleurs, avec l'idée que ceux-ci pourront ensuite entraîner avec eux le reste de la population.

Au-delà des questions d'égalité de la ligne de départ et en imaginant que soient réellement gommés ou compensés les avantages ou handicaps de chacun (héritage culturel, financier, etc.), **cette logique de compétition a pour effet que chacun regarde et se compare** en permanence à ce qui l'entoure. Comme l'expliquait déjà Tocqueville il y a près de 200 ans

Un peuple a beau faire des efforts, il ne parviendra pas à rendre les conditions parfaitement égales dans son sein et s'il avait le malheur d'arriver à ce nivellement absolu et complet, il resterait encore l'inégalité des intelligences, qui, venant directement de Dieu, échappera toujours aux lois.

*Quelque démocratique que soit l'état social et la constitution politique d'un peuple, on peut donc compter que **chacun de ses citoyens apercevra toujours près de soi plusieurs points qui le dominant, et l'on peut prévoir qu'il tournera obstinément ses regards de ce seul côté.***
(Tocqueville, 1835)

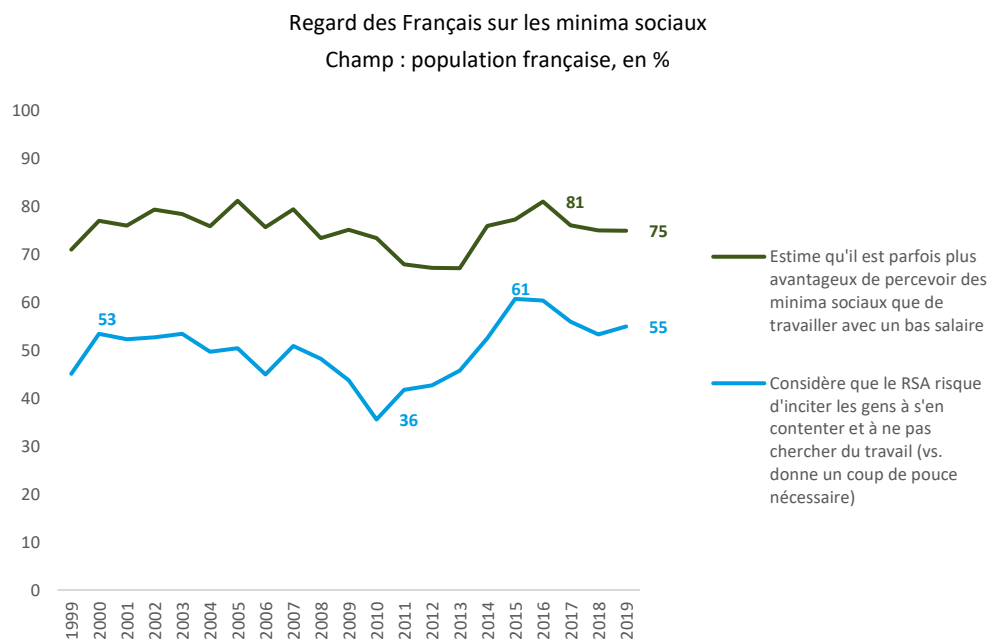
Cette logique de compétition est, nous semble-t-il, une des raisons de la **montée de la méfiance en autrui** dans notre société **qui conduit chacun à se comparer en permanence et estimer que d'autres ont été mieux aidés que lui**. Ainsi nous constatons dans l'enquête Conditions de vie en ce début 2019, une demande de « justice » qui pointe de nombreux « profiteurs et fraudeurs du système », tant parmi les plus pauvres (allocataires et bénéficiaires d'aides sociales), qu'en haut de l'échelle des revenus (chez les « riches ») ou envers les immigrés.

La dénonciation de la fraude et des « profiteurs »

L'idée selon laquelle les minima sociaux peuvent avoir un effet désincitatif à l'emploi est prégnante au sein de la population. Les trois-quarts estiment qu'il est parfois plus avantageux de les percevoir que de travailler avec un bas salaire ; plus de la moitié pense que la perception du RSA peut inciter à ne pas rechercher de travail (55%, + 2 points par rapport à 2018).

²⁹ Voir par exemple Sen Amartya, Parodi Maxime, « Mérite et justice », *Revue de l'OFCE*, 2007/3 (n° 102), p. 467-481. DOI : 10.3917/reof.102.0467. URL : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2007-3-page-467.htm>

Graphique 21 –La dénonciation des « profiteurs » du système est forte depuis 20 ans



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Dans le champ des politiques familiales que nous évoquions plus haut, l'idée que les CAF **ne contrôlent pas suffisamment** les situations individuelles des allocataires est de plus en plus répandue. Depuis vingt ans cette opinion a gagné **17 points sur la période**. Par ailleurs, plus de trois personnes sur quatre (77%) sont persuadées qu'« **il y a beaucoup de gens qui font de fausses déclarations pour toucher les prestations familiales** » (+ 4 points par rapport à 2010). Cette idée ne concerne pas seulement la politique familiale et domine la population dès que l'on aborde **la protection sociale**. Le baromètre de la Drees repère ainsi en 2017, **74% des Français estimant que « beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas le droit »**. Ces résultats ne concernent pas seulement les prestations familiales mais aussi les risques chômage et maladie. Il n'est pas anodin de constater que **les Français les plus modestes** partagent ce point de vue³⁰. En 2014 déjà les travaux du CRÉDOC pour la DGCS³¹ mettaient en avant l'omniprésence du sentiment d'abus : 84% étaient d'accord avec l'idée que « beaucoup de personnes abusent du système ». Depuis plusieurs années déjà, « *les inquiétudes face au poids de la dette de l'Etat, l'exaspération par rapport aux augmentations d'impôts, et les tensions autour du pouvoir d'achat des classes moyennes nourrissent le sentiment que le système de protection sociale et de droits n'est pas juste* »³².

³⁰ Drees, 2018, op. cit., p.58

³¹ Sandra Hoibian, Le modèle social à l'épreuve de la crise, Baromètre de la cohésion sociale 2014, Collection des rapports n°312, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R312.pdf>

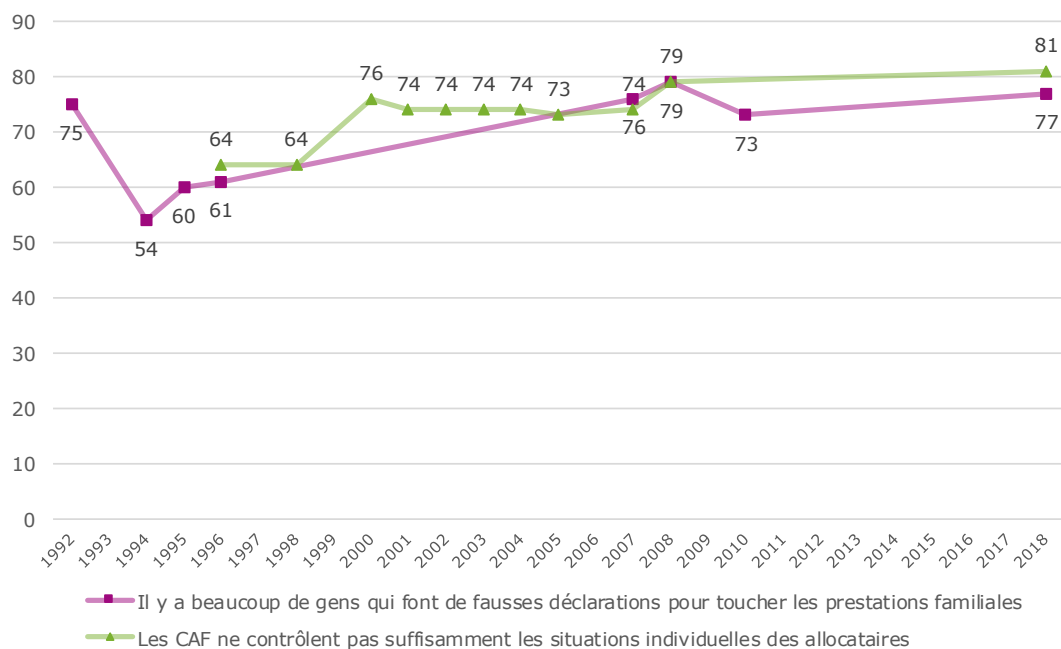
La question posée était la suivante « Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations auxquels les citoyens peuvent prétendre : allocations chômage, allocations familiales, logement social, aide juridictionnelle, RSA, Allocation pour les personnes âgées (APA), Couverture Maladie Universelle (CMU), tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz, les transports, etc. Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ? Beaucoup de personnes abusent du système »

³² *Ibid.*

Graphique 22- La demande de contrôle progresse

Les opinions sur la fraude et les contrôles depuis 1992

(En % de tout-à-fait d'accord et assez d'accord)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Dans les faits, et toujours sur cet exemple précis des politiques familiales, la CAF intensifie ses pratiques de contrôle auprès des allocataires et en 2017, elle estime ainsi que **près d'un allocataire sur deux a fait l'objet d'un contrôle**³³. Si la CAF observe une progression des faits de fraude depuis 2012 (le nombre de cas aurait été multiplié par trois pour s'établir à 45 100 faits en 2017). Il s'agit essentiellement selon l'administration d'un effet « des progrès de la détection par les CAF »³⁴ et non le reflet d'une augmentation des délits. Le rapport de la CAF montre par ailleurs que les situations de fraude relevées ne sont pas identiques selon les prestations concernées. Dans l'ensemble des faits de fraude constatés en 2017, 8% concernent les prestations familiales (vs 72% pour les minimas sociaux et 20% concernent les allocations logement). Au total, les cas de fraude aux prestations familiales sont donc **très marginaux** au regard des 6,8 millions de familles bénéficiant d'au moins une prestation familiale (0,05%).

Le **décalage entre les perceptions et les faits observés** est d'autant plus marquant que dans le cas du non recours il est inversé : seuls 42% ont conscience du phénomène de non recours qui concerne pourtant un cinquième des Français³⁵.

³³ CAF, 2018, « La politique de contrôle et de prévention des CAF. Résultats 2017 », 26 avril 2018, p.3, http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/Communiqu%C3%A9s%202018/La_politique_de_contr%C3%B4leet_de_pr%C3%A9vention_des_Caf.pdf

³⁴ Ibid, p.4

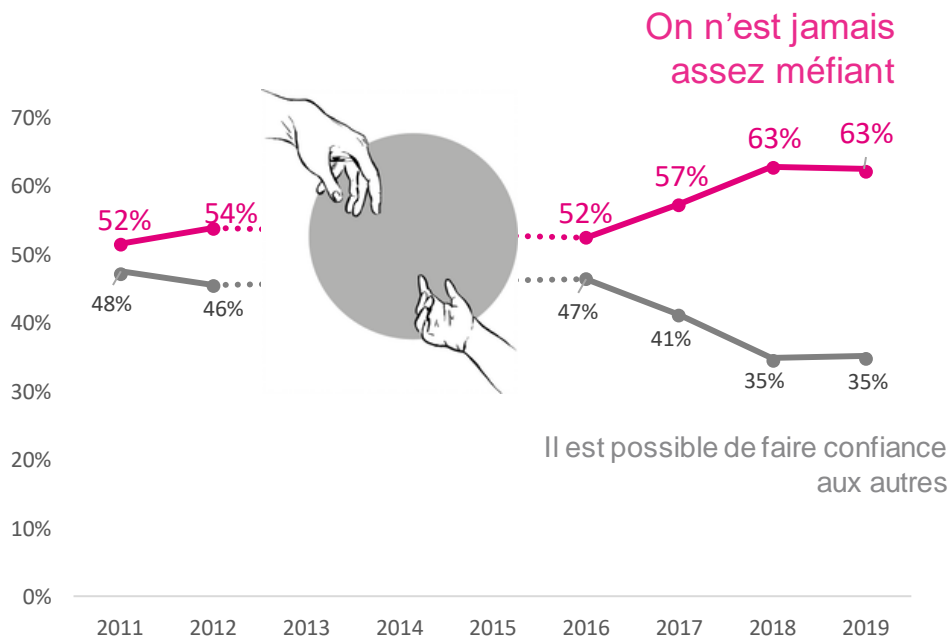
³⁵ Sandra Hoibian, Le modèle social à l'épreuve de la crise, Baromètre de la cohésion sociale 2014, Collection des rapports n°312, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R312.pdf>

La méfiance en autrui s'installe

Ce décalage s'explique – ou tout du moins s'insère – dans un mouvement de **montée de la méfiance en autrui** constaté dans l'enquête Conditions de vie. Plusieurs travaux³⁶ ont attiré l'attention sur l'importance de la confiance dans les relations inter-individuelles et plus généralement, pour la société. La notion de « *capital social* » décrite notamment par Robert Putnam se réfère ainsi à la valeur collective créée par les réseaux sociaux et les systèmes d'entraide qui en découlent, créant un « *ciment qui lie les communautés, les organisations, les entreprises et les différents groupes sociaux et éthiques* »³⁷. La confiance est indispensable aux relations sociales : dans l'entreprise, elle est l'un des rouages de la coopération ; dans l'économie, elle est un facteur de fluidité des marchés ; au niveau social, elle est une condition pour qu'une démocratie fonctionne ; et concernant la protection sociale, elle constitue un des fondements de l'adhésion à la solidarité. Pendant plusieurs années, la population se divisait en France en deux groupes (confiants et méfiants) d'un poids quasi-équivalent. Depuis 2017, la **méfiance** en autrui gagne sensiblement du terrain. Seuls 35% déclarent aujourd'hui qu'il est possible de faire confiance aux autres. Soit 6 points de moins qu'en 2017 et 12 points de moins qu'en 2016.

Graphique 23 – La confiance en autrui se détériore

Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La rancœur contre les riches- consensus entre des extrêmes politiques

Les allocataires fraudeurs sont vilipendés. Mais ils ne sont pas les seuls. La question de l'évitement fiscal a été largement médiatisée avec les affaires Swissleaks, Luxleaks, Panama Paper... Selon le CESE, 83% des Français estiment que l'évitement fiscal est insuffisamment traqué et sanctionné³⁸.

³⁶ Voir par exemple Yann Algan et Pierre Cahuc, « La société de défiance, Comment le modèle social français s'autodétruit », éditions rue d'Ulm/ Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 2007

³⁷ F. Fukuyama, *Trust : The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, The Free Press, 1995.

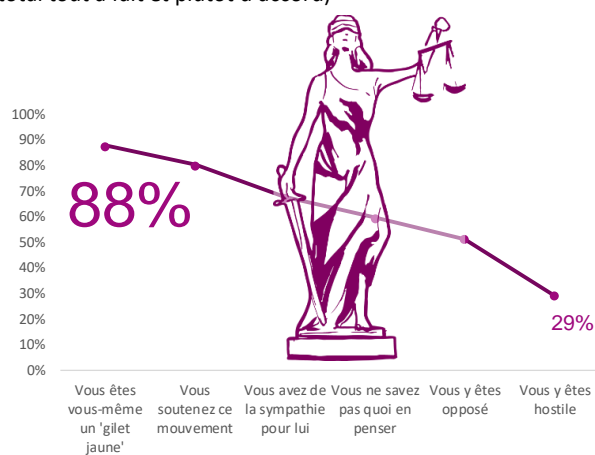
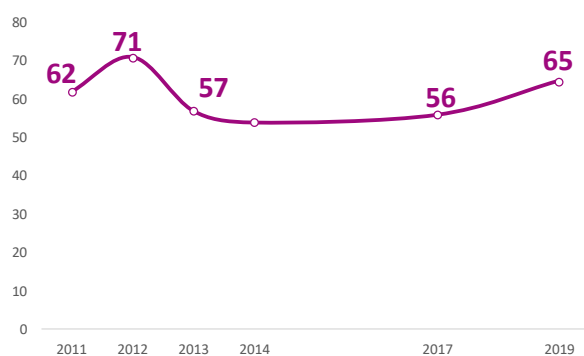
³⁸ Antoine Dulin, Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale, Avis rendu au CESE ADOPT2 LE 13/12/2016 https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2016/FI14_evitement%20fiscal.pdf

L'enquête Conditions de vie et aspirations montre que l'idée selon laquelle il faut « **prendre aux riches pour donner aux pauvres** » gagne du terrain depuis 2014. En 2019, les deux-tiers des Français se prononcent en faveur d'une plus grande redistribution verticale des richesses (65%, +10 points par rapport à 2014). Le taux observé est en deçà de celui constaté en 2012 (71%), année de l'élection de François Hollande, qui avait notamment valorisé la lutte contre la finance, et proposé l'idée de taxer à 75% les plus hautes tranches de revenus dans sa campagne pour l'élection présidentielle. Mais dès l'année suivante, l'adhésion à cette idée avait régressé en liaison avec la hausse des impôts durement ressentie par la population. 2019 marque donc un retournement de tendance, certainement à lier à la demande de **rétablissement de l'impôt sur la fortune**, largement revendiquée par les Gilets jaunes. Le souhait d'une redistribution plus forte du haut vers le bas de l'échelle des revenus est d'ailleurs une opinion qui différencie fortement les Gilets jaunes (88%) et leurs soutiens qui y sont largement favorables de ceux qui sont hostiles au mouvement (seuls 29% d'entre eux partagent cette opinion).

Graphique 24 – 65% considèrent qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres

« Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? »

Champ : population française, en % d'accord (total tout à fait et plutôt d'accord)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

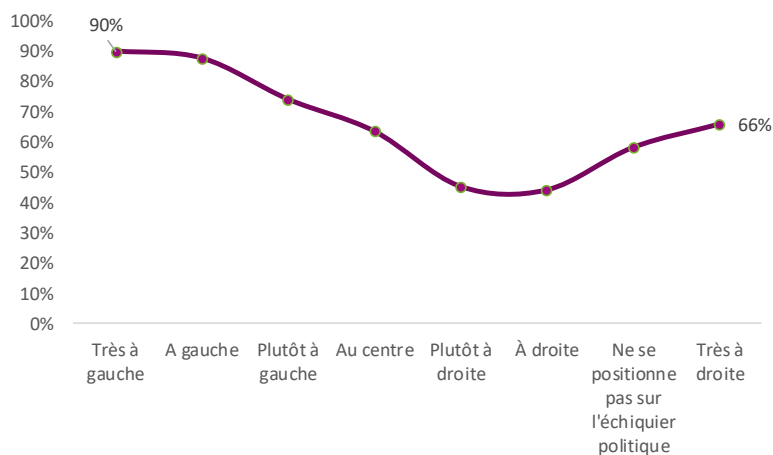
C'est d'ailleurs sur cette question qu'un **relatif consensus se construit entre des bords politiques opposés**, expliquant l'émergence du mouvement des Gilets jaunes. Des travaux menés par le CEVIPOF et Sciences po³⁹ repèrent au niveau politique que les Gilets jaunes « *sont majoritairement d'anciens électeurs de Marine Le Pen, de Jean-Luc Mélenchon ou des abstentionnistes (dans cet ordre).* » Sans aborder l'affiliation précise aux partis politiques, notre enquête confirme que l'idée de redistribution verticale fait le pont entre les personnes s'auto-positionnant à l'extrême gauche ou à l'extrême droite de l'échiquier politique.

³⁹ Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, Madeleine Péron, « Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ? », Observatoire du Bien-être du CEPREMAP et CEVIPOF, n°2019-03, 14 Février 2019

Graphique 25 – Une opinion qui rapproche les perdants de la présidentielle de 2017

« Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? »

Champ : population française, en % d'accord (total tout à fait et plutôt d'accord)



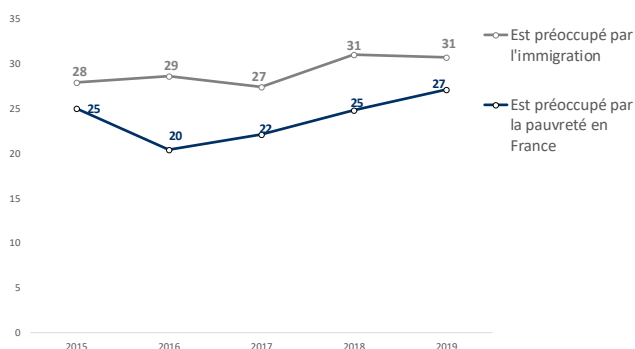
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Le rejet de l'immigration

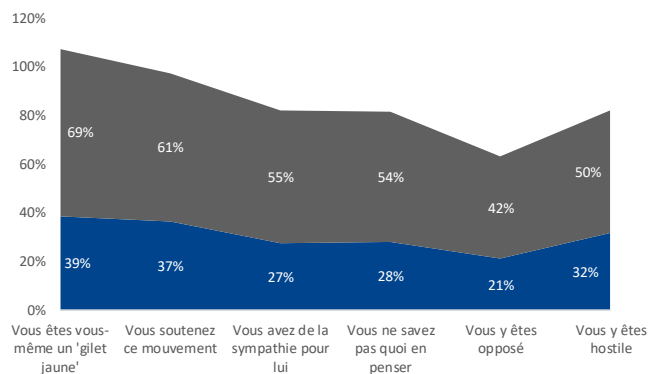
Les **préoccupations par rapport à l'immigration** arrivent parmi le triptyque de sujets qui préoccupent le plus nos concitoyens (31% en 2019, stable), avec la violence et l'insécurité (32%, -5 points) et la pauvreté en France (27%, +2 points). En parallèle, 55% de nos concitoyens déclarent souhaiter que l'on « favorise dans les prochaines années le **départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement** en France », plutôt que l'on recherche leur intégration. La proportion est plutôt en baisse depuis 4 ans (elle était de 59% en 2015). Mais elle reste très nettement majoritaire. Les Gilets jaunes, et leurs soutiens, se montrent **plus massifs encore dans leur rejet** de l'immigration : les préoccupations pour l'immigration (dont le taux est 31% en moyenne) s'envolent à **69% chez les Gilets jaunes** ; et le souhait de renvoyer les immigrés culmine à 69% chez les Gilets jaunes soient 14 points de plus que la moyenne. Alors que l'inquiétude par rapport à la pauvreté rapproche des bords politiques opposés au sein du mouvement, cette question est beaucoup plus présente à l'extrême droite (65% chez les personnes qui se déclarent « très à droite » et « à droite ») qu'à gauche de l'échiquier politique (17% chez les personnes qui se situent à l'extrême gauche, et 14% à gauche).

Graphique 26 – Le soutien aux Gilets jaunes s’accompagne de préoccupations pour l’immigration

Evolution des préoccupations pour la pauvreté en France et par rapport à l’immigration



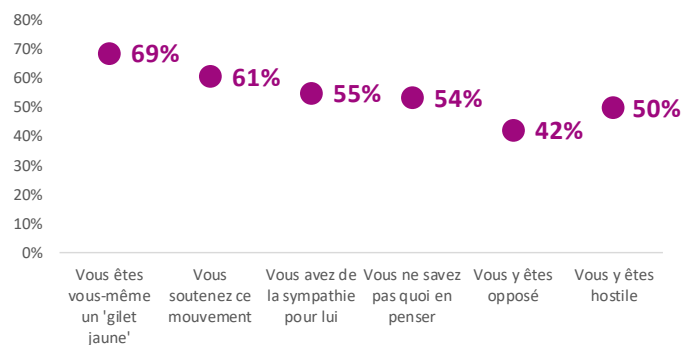
Préoccupations selon l’opinion portée sur les Gilets jaunes (total des deux réponses possibles, sur une liste de 12 thèmes)



Vous personnellement, souhaiteriez-vous que dans les prochaines années, on favorise en priorité ? . L’intégration, dans notre société, des immigrés qui vivent actuellement en France/ Le départ d’un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France

55% des Français souhaitent que l’on favorise dans les prochaines années le départ d’un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France

Le départ d'un grand nombre d'immigrés



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

4. La culpabilité du « perdant » et le souhait de protéger ses enfants

Un refus de l’individualisation de la responsabilité de la pauvreté ?

La valorisation de la mise en concurrence des individus a-t-elle atteint ses limites ? Interrogés depuis près de 30 ans sur les raisons qui expliquent la pauvreté, les Français portent un regard globalement empreint de sympathie. Car comme le rappelle Julien Damon, « *En majorité, les Français considèrent que la pauvreté est un problème structurel (...) avant de pointer d’éventuelles défaillances individuelles (...)* »⁴⁰. Entre 60% et 75% des répondants estiment en effet que les personnes pauvres n’ont pas eu de chance depuis trente ans que nous suivons ces questions. Pendant longtemps l’empathie envers les pauvres suivait l’évolution du taux de pauvreté monétaire⁴¹ : en période de difficultés économiques, comme lors de la crise de 1992-1993, les Français avaient tendance à faire

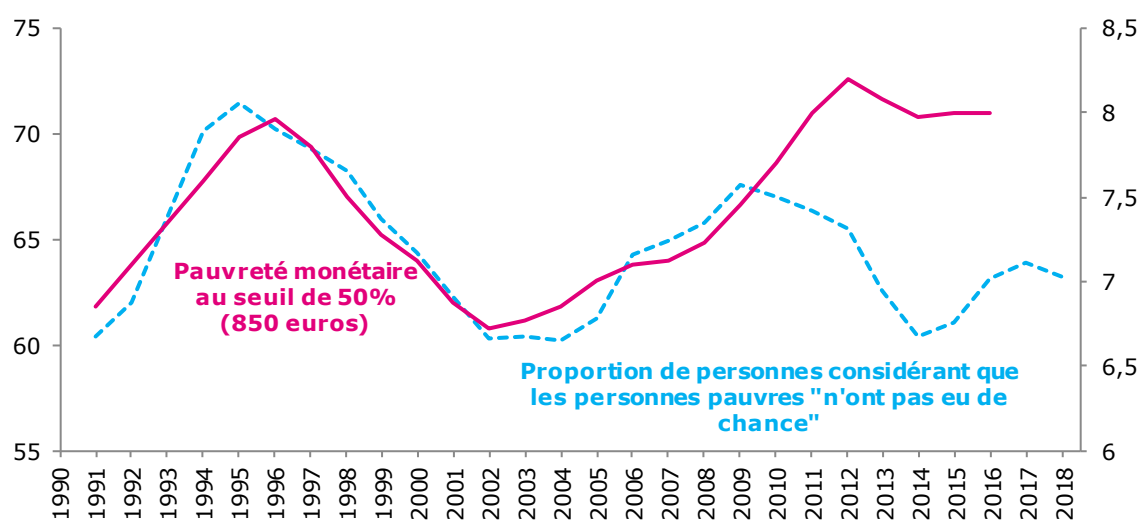
⁴⁰ Julien Damon, 2018, « Critique de la désincitation plutôt que fatigue de la compassion », CNAF, Informations Sociales, 2018/1, n°196-197, p.125-127

⁴¹ Au seuil de 50% du niveau de vie médian (c’est-à-dire 850 euros), soit la pauvreté monétaire définie au sens le plus restrictif

preuve de plus de compréhension envers les plus démunis⁴². Depuis 2008 on observait une rupture dans ce phénomène : alors que la pauvreté a fortement augmenté avec la crise, la sévérité vis-à-vis des catégories modestes s'était en quelque sorte déconnectée de l'évolution du taux de pauvreté. Défiante dans les institutions, désabusée sur les capacités des politiques à infléchir le réel, la population semble considérer davantage **que chacun doit être en mesure de se prendre en main** pour mobiliser les ressources nécessaires pour s'en sortir.

Graphique 27 – Evolution du taux de pauvreté monétaire et de l'opinion des Français sur les causes de la pauvreté (en %)

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? % C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance (vs C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir)



Source : Echelle de gauche : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » ; Echelle de droite : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétropolées 1996 à 2004, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010. Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Notes : les données ont été lissées en moyenne mobile sur 3 années, en accordant un poids de 0,5 à l'année en cours (n) et 0,25 aux années n-1 et n+1, excepté pour le dernier point qui est le taux observé à l'année n. Les années manquantes avant 1996 pour le taux de pauvreté monétaire ont été interpolées de manière linéaire.

La diffusion d'un modèle de société où chacun doit être « l'entrepreneur de son bien-être »⁴³, maître de son parcours éducatif, professionnel, amoureux, géographique est ainsi visible depuis dix ans dans l'opinion vis-à-vis de la pauvreté. La réussite est pleinement individuelle, tout autant que l'est ... l'échec.

François Dubet⁴⁴ explique que l'on passe petit à petit d'une société où les inégalités étaient vécues comme **des conséquences de la situation sociale**, de l'appartenance à une classe sociale, à une

⁴² BIGOT Régis, DAUDEY Emilie, *La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté*, Document de travail pour la DREES, février 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serieetud126.pdf>

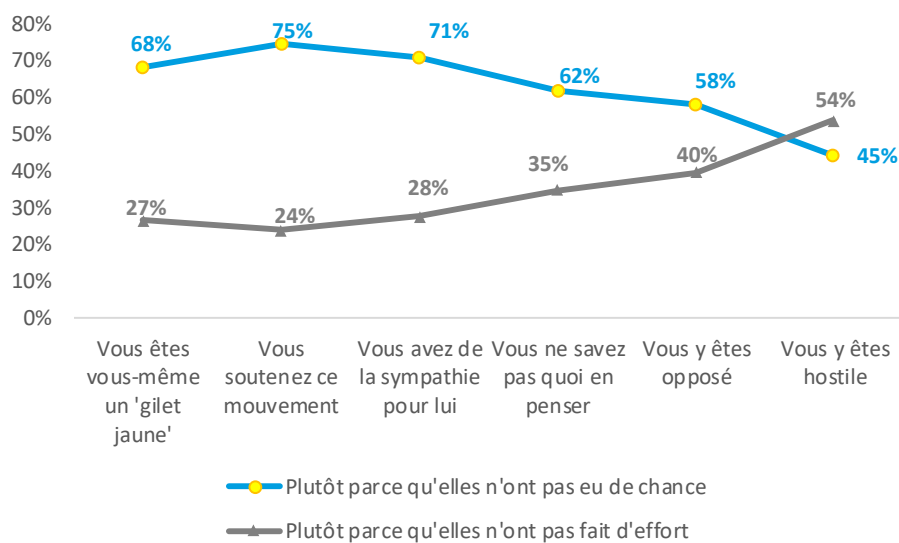
⁴³ Cf. Solen Berhuet, Lucie Brice, Patricia Croutte, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Jorg Muller, Être l'entrepreneur de son bien-être, Note de conjoncture sociétale 2018, sur souscription

⁴⁴ Dubet François, « Frustration relative et individualisation des inégalités », Revue de l'OFCE, 2017/1 (N° 150), p. 11-26.

individualisation des **inégalités qui deviennent intimes et personnelles**. Il prend l'exemple des études : « l'échec scolaire n'est plus vécu comme un destin de classe – « les études ne sont pas pour nous » – mais comme un échec personnel. »

Cette évolution du regard porté sur la réussite et l'échec dresse une ligne de partage dans la population, et **explique vraisemblablement une partie de la crise sociale**. Les Gilets jaunes sont nombreux nous l'avons vu à traverser des difficultés financières, professionnelles, ainsi que des accidents de vie. Plus les individus sont proches du mouvement, plus ils sont proches eux-mêmes des situations de pauvreté et de difficulté, et plus ils réfutent l'idée que la pauvreté serait une responsabilité de chacun.

Graphique 28 – La responsabilité individuelle en question



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Ce refus se combine à la crainte d'une **société bloquée**, où ces inégalités se répercuteraient sur les **générations suivantes** sans possibilité de retour. Notons ainsi que 27% des Gilets jaunes et 30% de leurs soutiens ont **des enfants de moins de 20 ans** vivant au foyer, contre seulement 17% des personnes les plus hostiles au mouvement. Selon l'OCDE, il faudrait six générations à un Français né dans un ménage modeste puisse atteindre le niveau de vie moyen, contre 4,5 pour la moyenne des pays étudiés par l'OCDE et 2 au Danemark, ou 3 en Finlande⁴⁵.

L'attente d'action des pouvoirs publics

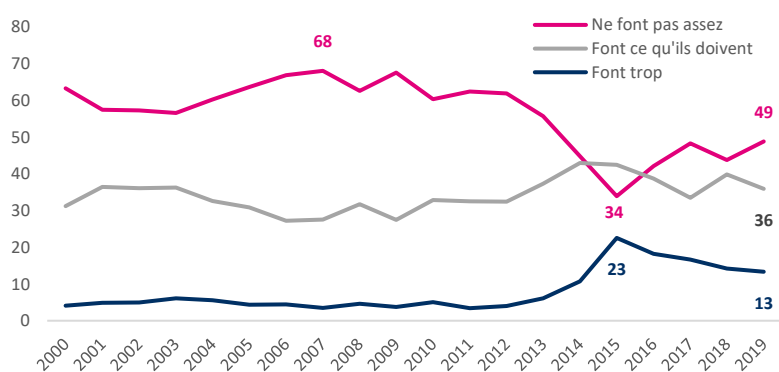
Ces inquiétudes expliquent vraisemblablement que près de la moitié des Français estime que les pouvoirs **publics devraient intervenir davantage en faveur des plus démunis (49%)**. Une proportion en nette hausse ces dernières années (+ 15 points par rapport à 2015) bien que toujours en deçà des niveaux observés avant le déclenchement de la crise de 2008.

⁴⁵ <http://www.oecd.org/els/soc/1-5%20generations.png>

Graphique 29 – Progression de l’attente d’action de la part des pouvoirs publics envers les plus démunis

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu’ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

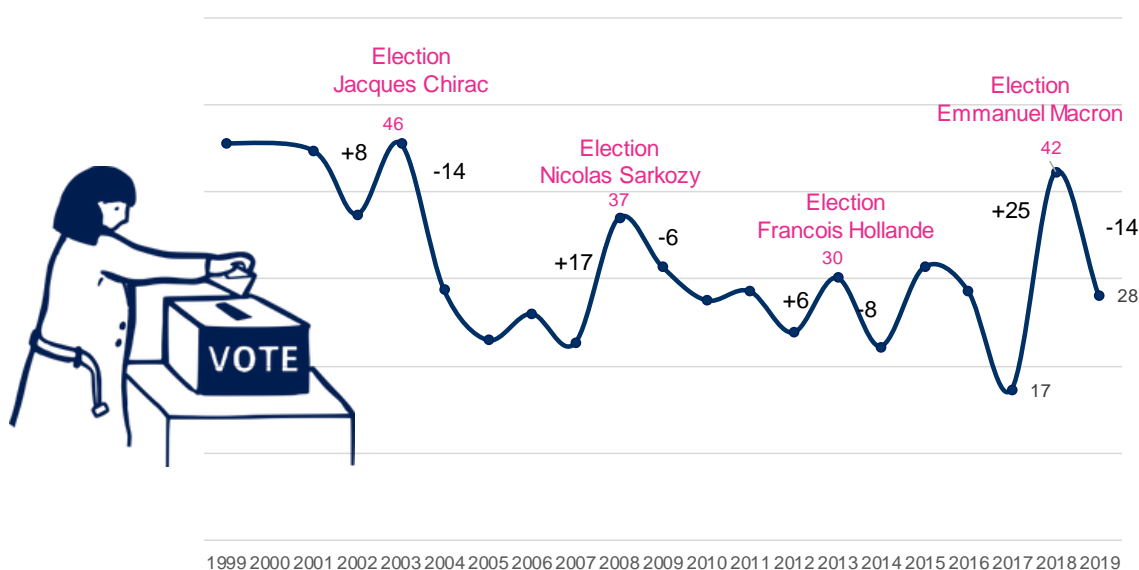
III – Retour du pessimisme à tous les étages

1. Deux Français sur trois estiment que le niveau de vie de l’ensemble de la population s’est dégradé

C’est un phénomène qui ne se dément pas depuis 40 ans que l’enquête Conditions de vie suit ces questions. La population a **toujours tendance** à regarder d’un œil plus sombre la situation du pays que sa propre situation personnelle. L’an dernier, pris dans la vague d’espoir ayant suivi l’élection présidentielle, l’écart s’était réduit. Cette année le gain de confiance dans le gouvernement (+25 pts) a été en partie effacé (- 14 points).

Graphique 30 – La confiance dans le gouvernement actuel

Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? % tout à fait + plutôt confiance



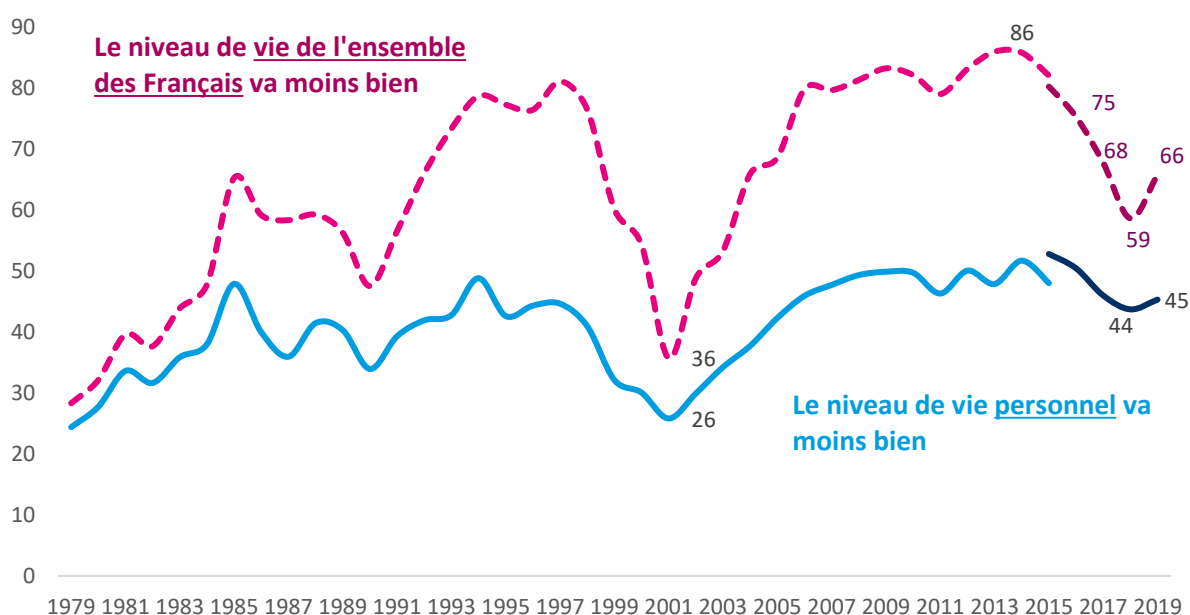
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Probablement à la fois en liaison avec la fin de la période de grâce, et la focale médiatique et politique autour des difficultés économiques des Gilets jaunes, le regard de la population se teinte à nouveau de gris.

Le sentiment que, pour l'ensemble des Français, le niveau de vie s'est plutôt **dégradé** depuis une dizaine d'années s'est largement diffusé dans la population cette année (66%, + 7 points) : **l'amélioration enregistrée l'an dernier a quasiment été complètement effacée**. L'aggravation est plus marquée encore chez les moins de 25 ans (+ 11 points), les sexagénaires (+ 14 points) et les foyers monoparentaux (+ 14 points). En un mot, les Français retrouvent leur habituel pessimisme dans le regard qu'ils portent sur la société dans son ensemble.

Graphique 31 – Le retour du pessimisme sur le niveau de vie

En ce qui concerne ... votre niveau de vie / le niveau de vie de l'ensemble des Français - diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va... (mieux, pareil, moins bien) % moins bien



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

L'opinion n'est toutefois pas homogène sur cette question et a tendance à se polariser : les personnes sans avis sont moins nombreuses, laissant plus de place aux tenants d'un pessimisme accru et aussi, dans une moindre mesure, à plus de personnes optimistes sur le sujet. **Les cadres** ont plus souvent qu'en 2018 le sentiment que leur niveau de vie (39%, +8 points) a plutôt progressé depuis une dizaine d'années et probablement par ricochet ils voient plus positivement l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français que l'an dernier (21%, +7 points). Un phénomène similaire se repère chez les **25-39 ans** qui sont 41% à déclarer que leur propre niveau de vie a progressé, +9 points et 17%, que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré (+5 points).

Le **regard sur l'avenir** est lui aussi pris dans ce mouvement. Près d'un répondant sur deux, cette année, anticipe que ses conditions de vie vont se dégrader dans les années qui viennent (49% vs 42%, +6

points). À l'exception des personnes qui restent au foyer, toutes les catégories sont plus pessimistes cette année. L'amélioration engrangée depuis deux ans, notamment à la faveur l'an dernier de l'élection du nouveau Président de la République, a été effacée : on se retrouve au niveau de 2016.

Autre signe de ce pessimisme exacerbé, la proportion de Français qui estiment « qu'en ce moment, c'est une bonne période pour se lancer dans un projet » baisse fortement.

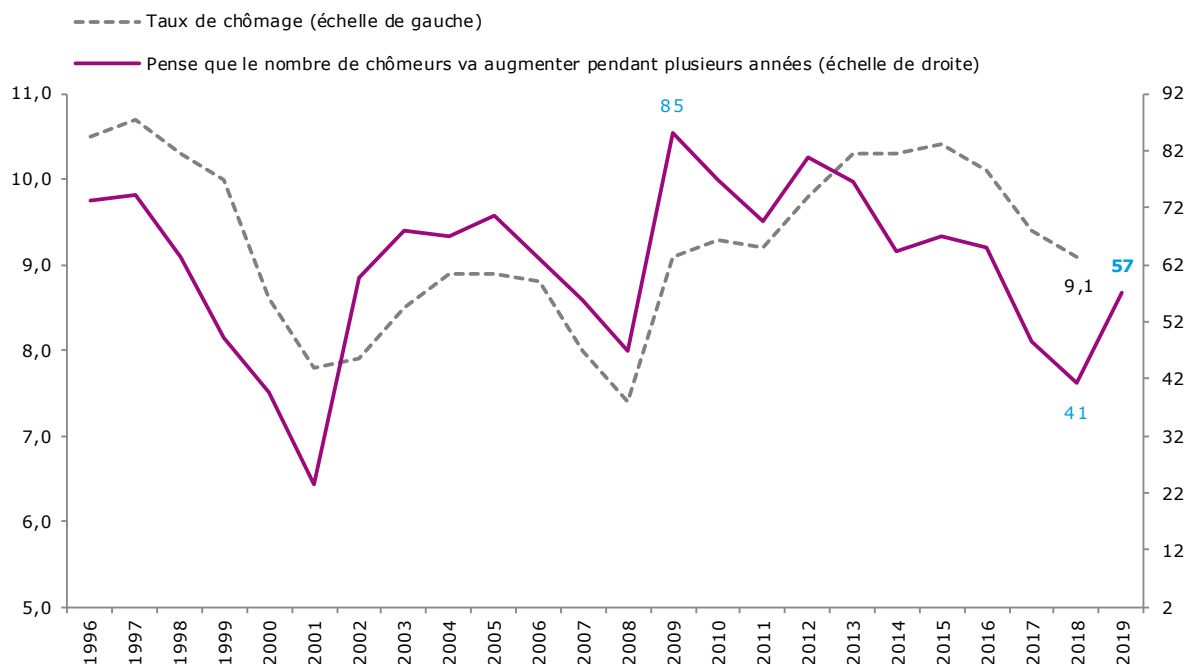
2. Montée des inquiétudes par rapport à la pauvreté et au chômage

Sur le front de l'emploi, l'INSEE constate un **taux de chômage** qui se maintient un niveau élevé, mais est en baisse depuis début 2016 après une forte hausse au lendemain de la crise de 2008.

Le dispositif Conditions de vie interroge la population sur l'idée qu'elle se fait de l'évolution à venir du nombre de chômeurs. Rappelons que par le passé, les Français ont toujours **anticipé les évolutions du chômage** une ou deux années avant sa baisse ou progression effective. Ainsi, dès 2012, la population commençait à se montrer moins défaitiste, bien avant la réelle inversion de la courbe du chômage. On constate aujourd'hui un renversement inédit. 57% estiment aujourd'hui que le nombre de chômeurs va augmenter, soit **+16 points en un an**, après des années où le moral des ménages semblait s'améliorer (moins de 7% estiment qu'il devrait diminuer, et le reste, 34% pense qu'il va rester stable).

Graphique 32 – Regain de pessimisme de la population sur le futur du marché de l'emploi

A votre avis, le nombre de chômeurs va-t-il augmenter pendant plusieurs années / se stabiliser dans un avenir proche / diminuer dans un avenir proche. % **augmenter pendant plusieurs années**



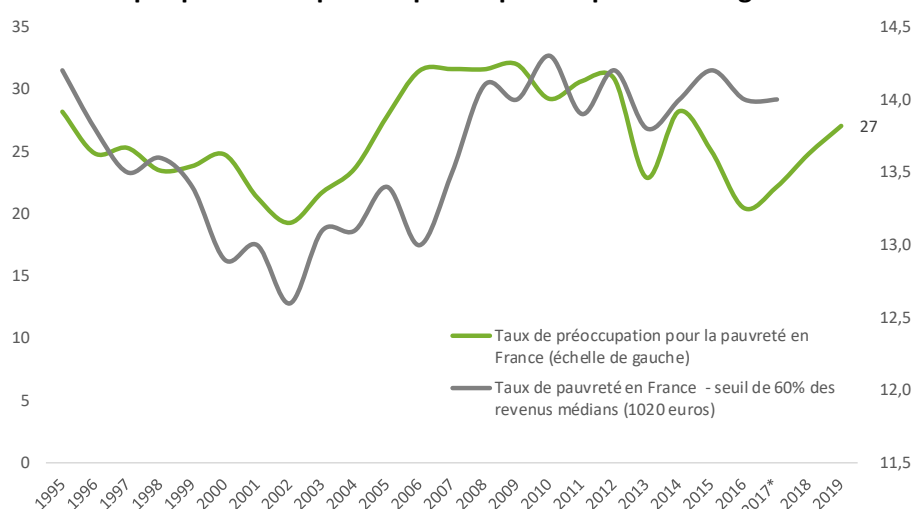
Source : INSEE, enquête emploi en continu, Taux de chômage au sens du BIT. Note : taux de chômage moyen sur les 4 trimestres de l'année, excepté pour 2018 (trois 1^{er} trimestres disponibles)

Aucun groupe n'échappe à cette brusque bouffée de pessimisme **sur la situation globale du pays**. En revanche, lorsqu'il s'agit de parler de leur propre **situation personnelle**, les Français se montrent plus

positifs : l'inquiétude quant au risque du chômage, pour soi-même ou pour des proches, recule légèrement (-5 points) et la propension à citer le chômage comme principal sujet d'inquiétude dans une liste de onze sujets possibles de préoccupation, recule également (-3 points comme premier ou deuxième sujet de préoccupation).

En parallèle des inquiétudes par rapport au chômage, **plus d'un Français sur quatre (27%) se dit préoccupé principalement par la pauvreté en France**, dans une liste comportant une douzaine de thématiques (environnement, immigration, Europe, maladies graves, etc.). Sur le long terme, les préoccupations pour pauvreté suivent une évolution proche du taux de pauvreté monétaire à 60% c'est-à-dire de l'indicateur « extensif » de la pauvreté (est considéré comme pauvre une personne dont le niveau de vie pour une personne seule est inférieur à 1000 euros). Or on observe un **regain des inquiétudes** depuis 2016. 2019 enregistre un taux proche des valeurs enregistrées au lendemain du déclenchement de la crise de 2008, période durant laquelle la préoccupation pour la pauvreté avait atteint un pic historique. Il s'agit aujourd'hui de la **troisième source de préoccupation des Français derrière l'insécurité (32%) et l'immigration (31%)**.

Graphique 33 – La préoccupation pour la pauvreté augmente



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » pour la préoccupation par rapport à la pauvreté, INSEE pour le taux de pauvreté à 60% du revenu médian

3. Le regard sur la mondialisation des échanges se durcit

L'opinion sur la **mondialisation des échanges** connaît une évolution notable en 2019. L'an dernier, la proportion de personnes voyant la mondialisation d'un œil positif n'avait jamais été aussi haute depuis quinze ans que nous suivons cet indicateur, vraisemblablement en liaison avec le discours favorable à l'Europe et aux échanges internationaux tenu par le Président de la République récemment élu et son mouvement La République en Marche.

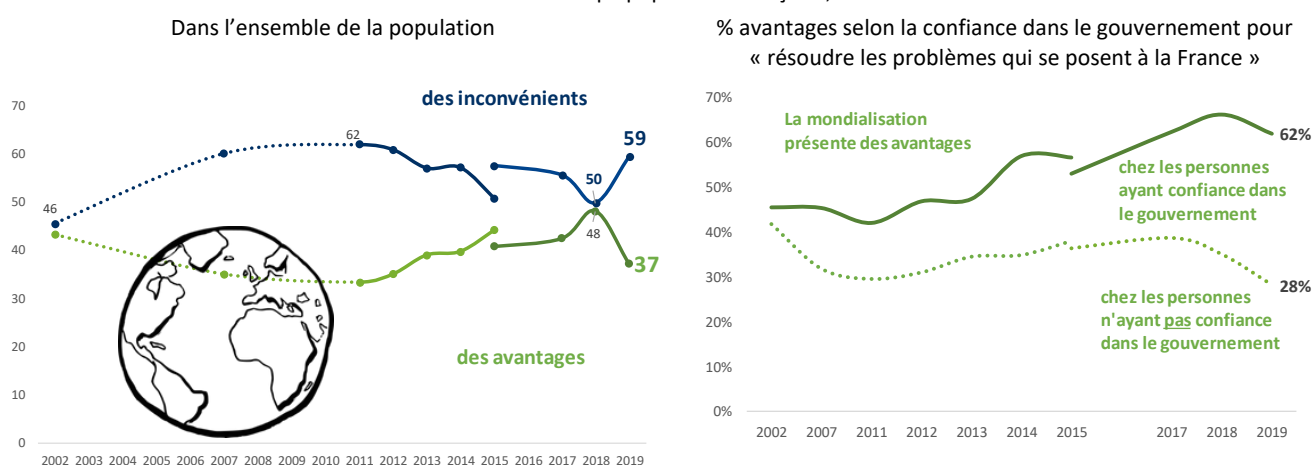
Cette année, on ne recense plus que 37% de personnes convaincues que la mondialisation présente plutôt des avantages (vs 48% il y a un an, -11 points) ; ceux qui s'en plaignent sont 59% (+9 points). Toutes les classes sociales sont plus enclines à voir des inconvénients à la mondialisation.

Plusieurs pistes d'explication peuvent être soulevées : le processus tumultueux du Brexit, les négociations souvent houleuses et médiatisées des traités internationaux, entre l'Amérique, l'Europe et la Chine par exemple, le pessimisme ambiant qui semble saisir nos concitoyens cette année. Les analyses menées à partir de l'enquête Conditions de vie montrent que depuis une quinzaine d'années le **fossé grandit sur ces questions entre les personnes qui accordent leur confiance dans le gouvernement** (quelle que soit sa couleur politique et la période considérée) pour résoudre les problèmes qui se posent en France, et ceux qui s'en éloignent. Dit autrement, **la vision de la mondialisation dresse une ligne de partage** de plus en plus forte dans l'adhésion aux partis de « gouvernement » ou leur rejet.

Nous l'avons vu : le rapport au gouvernement a beaucoup changé en un an. La reconfiguration politique (forte évolution des forces politiques en présence, renouvellement du parlement, essor des « mouvements » et déclin des partis de gouvernement) avait créé une vague d'espoir inédite et semblait avoir enrayé – pour un temps – la montée continue de la défiance dans le personnel politique et la distance aux institutions observées ces dernières années⁴⁶. Le phénomène de rebond de confiance envers le gouvernement dans la suite de l'élection avait été le plus grand jamais recensé dans le cadre de l'enquête : +25 points de confiance. La baisse de confiance actuelle dans le gouvernement (-14 points entre 2018 et 2019), même si elle n'efface pas complètement le rebond, est probablement liée, au moins pour partie, aux réserves grandissantes sur la **mondialisation**.

Graphique 34 – La mondialisation des échanges est montrée du doigt

« A votre avis, de façon générale, la mondialisation des échanges présente-t-elle plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ? » - Champ : population française,



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Une sorte de mécanique semble à l'œuvre dans l'opinion, liant **regard sombre sur la pauvreté** en France, mondialisation des échanges, et défiance dans le gouvernement. Ainsi les personnes préoccupées par la pauvreté en France sont beaucoup plus nombreuses cette année (71%, +16 points en un an) que le reste de la population (55%, +7 points) à pointer les inconvénients de la mondialisation.

⁴⁶ Voir Solen Berhuet, Lucie Brice, Patricia Crouette, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Jorg Muller, 2018 : Être l'entrepreneur de son bien être, Note de conjoncture sociétale du CRÉDOC 2018, sur souscription

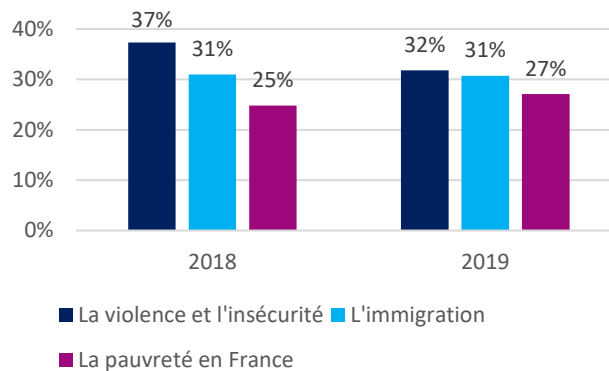
4. Une préoccupation montante pour les conflits sociaux

Les principaux motifs de préoccupation, à choisir dans une liste de onze sujets possibles, restent, cette année, les mêmes que l’an dernier. Le trio de tête est inchangé, à savoir : la violence et l’insécurité, devant l’immigration⁴⁷ et la pauvreté en France, mais avec des scores beaucoup plus resserrés que l’an dernier.

Notons que les préoccupations pour la violence et l’insécurité, qui avaient fortement augmenté à la suite de la séquence terroriste de 2015, et ont diminué depuis (-5 points en un an), malgré l’attaque de Trèbes et celle de Strasbourg. Rappelons qu’au niveau symbolique et mémoriel, ce sont les attentats du 13 novembre 2015 qui ont le plus fortement marqué la population⁴⁸ constituant un marqueur avant / après terrorisme (à l’instar du 11 septembre aux Etats Unis).

Graphique 35 – Les principaux sujets de préoccupation restent les mêmes

« Parmi les sujets suivants (le chômage – les maladies graves – la dégradation de l’environnement – la pauvreté en France – la pauvreté dans le monde – la drogue – la violence et l’insécurité – les tensions internationales – les conflits sociaux – l’immigration – l’Europe), quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? » - Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Pour autant, en marge de ce *statu quo*, dans le sillage des manifestations qui ont émaillé l’hiver, on constate que la préoccupation face **aux conflits sociaux**, même si elle reste peu développée connaît un bond cette année (+ 7 points) : jamais la proportion de répondants la citant comme une préoccupation de premier ou second rang n’a été aussi importante depuis presque trente ans (12% dans l’ensemble de la population, jusqu’à 16% chez les personnes âgées 70 ans et plus et chez les individus se déclarant hostiles au mouvement des Gilets jaunes).

Cette hausse se mesure dans tous les groupes, de façon plus marquée chez les 40 ans et plus (+9 points) que chez les moins de 40 ans (+3 points).

⁴⁷ La citation de l’immigration a été fortement impactée à la hausse par le passage de l’enquête online (en 2015, on a mesuré 13 points d’écart entre les deux modes de recueil)

⁴⁸ Lucie Brice-Mansencal, Sandra Hoibian, Victor Prieur, CRÉDOC, Denis Peschanski, CNRS, Francis Eustache, EPHE/INSERM/Unicaen Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective, Consommation et modes de vie, n°302, novembre 2018

IV. L'attention à l'environnement n'entame pas l'envie de consommer

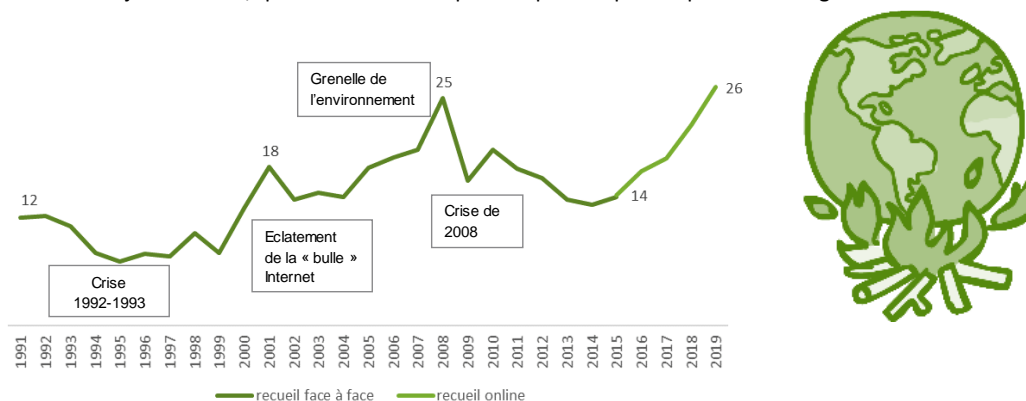
1. Montée en puissance des préoccupations environnementales

Le contexte actuel est favorable à remettre sur le devant de la scène les questions de protection de l'environnement. La conjoncture économique s'améliore, et les **scientifiques et les médias alertent régulièrement l'opinion** sur le dérèglement climatique. Ainsi, les conclusions du rapport 2018 du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat)⁴⁹ ont été largement reprises dans la presse grand public. Parallèlement, les **épisodes climatiques exceptionnels** de sécheresse, vagues de chaleur et incendies, d'inondations ou de vagues de froid se multiplient⁵⁰ et attirent de plus en plus l'attention de la population. Entre 2017 et 2019, le pourcentage de Français qui considèrent les **catastrophes naturelles** comme un sujet d'inquiétude de premier plan au sein de différents sujets environnementaux (comme la pollution de l'air, la disparition de certaines espèces végétales ou animales, etc.) a fortement progressé, passant de 24% à 32%⁵¹.

Ces différents facteurs semblent attirer l'attention de la population pour l'environnement. Parmi 11 sujets de préoccupations proposés⁵², **26% des Français déclarent que la dégradation de l'environnement figure parmi leurs deux préoccupations principales**. Un taux en progression de 4 points par rapport à 2018, et de 12 points par rapport à 2015, et le plus haut depuis près de 20 ans que le CRÉDOC suit cet indicateur. Ces chiffres vont dans le sens d'autres indicateurs, comme ceux diffusés par la Commission européenne : fin 2017, 64% des Français déclarent que la protection de l'environnement est « très importante » pour eux (+11 points par rapport à 2014), contre 56% des européens (+3 points)⁵³.

Graphique 36 – Les préoccupations à l'égard de l'environnement n'ont jamais été aussi hautes

« Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – La dégradation de l'environnement » (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

⁴⁹ « Les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5°C, dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté »

⁵⁰ La Fédération internationale de la Croix-Rouge estime que le nombre de chocs et dangers graves liés au climat à travers le monde a été multiplié par 4 depuis les années 70.

⁵¹ Source CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspiration.

⁵² Le chômage, les maladies graves, la dégradation de l'environnement, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

⁵³ Eurobaromètre spécial n°468 « Attitudes of European citizens towards the environment », Novembre 2017

Cette sensibilité se traduit par différentes actions et mobilisations au cours de l'année 2018 et du début 2019 : fortes réactions à la **démission du ministre** de la transition écologique et solidaire Nicolas Hulot en août, **marches pour le climat** particulièrement mobilisatrices en septembre, octobre et décembre, nombreux soutiens à l'action en justice contre l'Etat pour le climat, menée par le collectif d'associations « **L'affaire du siècle** »⁵⁴ et dont la pétition a rassemblé plus de 2 millions de signataires, marches de jeunes étudiants, collégiens au niveau international à l'appel de la jeune suédoise Greta Thunberg.

Les Français se disent conscients de leur impact personnel sur la planète : en 2017, 85% estiment **qu'en tant qu'individu, ils peuvent jouer un rôle** dans la protection de l'environnement dans leur pays (Eurobaromètre spécial n°468)⁵⁵. Un Français sur cinq va même plus loin, estimant que « presque tout ce que nous faisons dans la vie moderne nuit à l'environnement », selon l'enquête sur les pratiques environnementales des ménages du CGDD/SOES de 2016⁵⁶.

1. Sans remise en cause de la consommation « plaisir »

Mais, alors que la sensibilité environnementale est au plus haut et que les Français se disent prêts à agir individuellement, **l'attachement au modèle de consommation de masse n'est pas entamé**. Il se traduit par exemple par la **persistance du « plaisir de consommer »**.

En 2018, **une majorité de Français considèrent que la consommation est une source de plaisir** : 48% estiment que consommer est un acte qui mêle « à la fois une nécessité et un plaisir » et 14% que c'est exclusivement un acte procurant du plaisir »⁵⁷. L'équilibre ressenti entre nécessité et plaisir n'a pas fondamentalement évolué ces dernières années. 54% des Français déclarent aussi qu'il leur **arrive d'effectuer des achats sur un coup de tête**. Enfin, depuis quarante ans que le CRÉDOC suit ces questions, autour de 60% de la population déclare systématiquement **devoir se restreindre** régulièrement sur ses dépenses, signe pour certains de fins de mois difficiles, mais pour beaucoup d'autres d'une envie de consommer. **La peur de ne pas vivre au maximum de ses possibilités, dans un univers de choix innombrables mais de temps limité** s'exprime non seulement dans la vie sociale et professionnelle, mais aussi dans la consommation.

⁵⁴ Une pétition en ligne a recueilli plus de 2 millions de signatures entre décembre 2018 et février 2019.

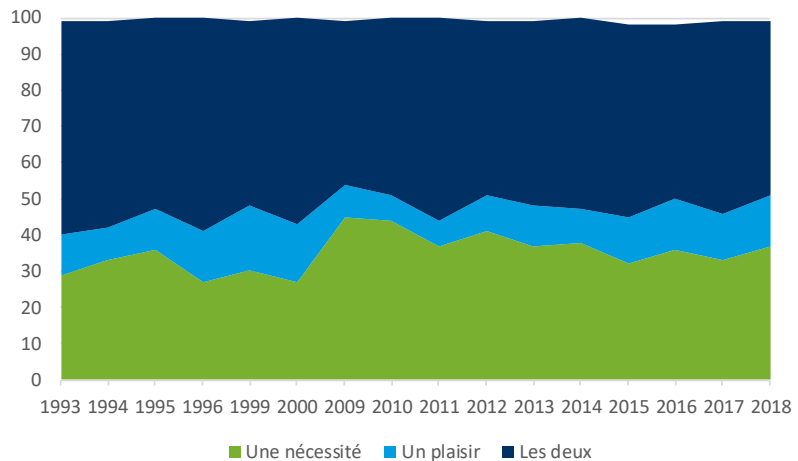
⁵⁵ Special Eurobarometer 468 « Attitudes of European citizens towards the environment »

⁵⁶ Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, CGDD-Soes, 2016

⁵⁷ CRÉDOC, Enquête « Tendances de consommation »

Graphique 37 – La consommation toujours associée à la notion de plaisir

« Pour vous la consommation c'est avant tout... ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Tendances de consommation »

La persistance de l'attrait pour la consommation, conjuguée à **l'accélération du rythme des innovations technologiques** se traduit par une croissance exponentielle de la consommation de certains équipements très énergivores. **En 2016, les ménages achètent chaque année 7 fois plus de produits électroniques et 2 fois plus de produits électroménagers qu'en 2000.** Par exemple, chaque ménage possède en moyenne 2 ordinateurs ou tablettes⁵⁸. En 2016, 35% des ménages qui achètent un nouveau téléphone portable le font en remplacement d'un appareil opérationnel (Enquête Epem 2016)⁵⁹.

2. La difficulté à s'affranchir d'une société de consommation dont on se sent exclu

Les Gilets jaunes offrent, ici encore, un **précipité des contradictions de notre société**. D'un côté ils se disent eux-aussi **sensibles à l'environnement** : 49% (soit 9 points de plus que la moyenne). Et de l'autre, ils ne rentrent pas en opposition avec la société de consommation. Par exemple dans le domaine des télécommunications et d'internet, 41% d'entre eux (soit 16 points de plus que la moyenne) déclarent qu'ils **aiment acheter des produits nouveaux qui viennent de sortir**, et 50% **qu'acheter leur fait du bien quand ils n'ont pas trop le moral** (15 points de plus que la moyenne). La consommation est ainsi parée de vertus consolatoires, de plaisir, dont les personnes faisant partie de ce mouvement **se sentent largement exclues**. Leurs difficultés financières quotidiennes, dettes, sont ainsi visibles dans le sentiment partagé par **59% d'entre eux de se sentir toujours un peu coupable de dépenser de l'argent** (+9 points par rapport à la moyenne), et 74% font attention à ne pas dépenser un euro de trop (+12 points par rapport aux personnes qui se disent hostiles au mouvement).

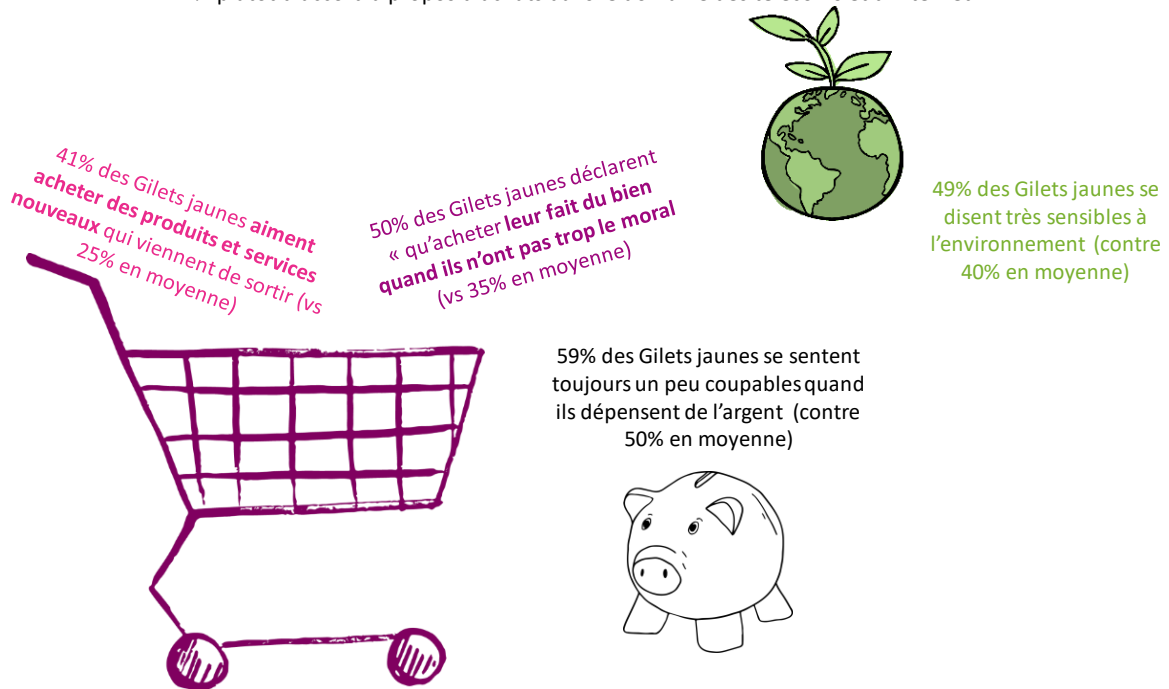
“les gens non plus d argent c est facile de dire les gilets jaunes, mais même sans des commerces ferme tous les jours on na plus de pouvoir d achat une fois payer nos facture nos courses pas les moyens pour les plaisirs” (sic)
Citation d'un Gilet jaune sur le Groupe Facebook La France en colère !! mise en avant par Lerass

⁵⁸ Annaick Rolland, « Acheter toujours plus d'équipements domestiques : les revenus, l'âge et la conscience environnementale sont déterminants », Modes de vie et pratiques environnementales des Français, avril 2018

⁵⁹ Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, CGDD-Soes, 2016

Graphique 38 – L’envie de monter dans le train de la consommation sans pouvoir y arriver

% plutôt d’accord à propos d’achats dans le domaine des télécoms et d’internet



Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, début 2019

3. La sobriété, un acte de distinction des catégories aisées

Sobriété volontaire, zéro-déchet, minimalisme ou véganisme sont des mouvements très minoritaires, mais de plus en plus visibles : interventions dans les médias, blogs (« Zero waste home » de Bea Johnson, « Ça commence par moi » de Julien Vidal), films (« Demain ») et ouvrages (comme ceux de l’essayiste Pierre Rabhi). Chez les classes moyennes supérieures, on observe une progression lente mais régulière du recours aux **circuits courts** ainsi que la progression et la **valorisation du fait-maison** : cuisine, jardinage⁶⁰. La progression de la consommation de **bio**, de vrac et de produits d’occasion est particulièrement forte au sein de cette catégorie de la population, tout comme les postures **d’évitement de la viande**. Ces comportements se situent dans une logique où **la consommation est**

un moyen de distinction, de montrer, aux autres et à soi-même, son engagement. En miroir du désir des Gilets jaunes de profiter des plaisirs associés à la consommation, les catégories aisées peuvent d’autant plus revendiquer ce type de démarches qu’elles ont déjà, et très largement, pris le train de la consommation. La diffusion de ces comportements ne doit en effet pas faire oublier le développement, en parallèle, de comportements qui alourdissent l’empreinte écologique de ces catégories, notamment dans le domaine des **loisirs**. Les catégories de la population à fort capital culturel et économique, si elles



⁶⁰ L. Carfagna, E. Dubois, C. Fitzmaurice, M. Ouimette, J. Schor, M. Willis, T. Laidley, « An emerging eco-habitus : The reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers », Journal of consumer culture 2014, Vol. 14(2) 158-178

sont les plus sensibles aux questions d'environnement, sont aussi **les plus concernées par une utilisation accrue d'équipements numériques et le développement du tourisme**, notamment en avion et voiture⁶¹.

4. La confiance dans la technologie salvatrice

Pour concilier désir de consommer et attention à l'environnement, la technologie concentre les espoirs de la population. L'enquête Populations – Espaces de vie – Environnement menée par l'INED⁶² en 1998 révélait qu'une majorité de Français estimait que **le progrès technique** permettrait à l'homme de corriger les perturbations en matière d'environnement, **qu'elles soient liées à la pollution des fleuves, mers et nappes d'eau souterraines (67%)**, à la destruction de la couche d'ozone (64%) ou à l'épuisement des terres cultivables (53%). Seuls le réchauffement climatique (47%) et la disparition d'espèces animales et végétales (48%) suscitaient des réponses un peu plus mitigées.

Vingt ans plus tard, en 2017, les données de la Commission Européenne révèlent que cette représentation est toujours très présente. Les Français valorisent toujours une prise en compte efficace des enjeux environnementaux premièrement par l'investissement dans la recherche et développement pour trouver des **solutions technologiques** (43% contre 35% des Européens), dans lesquels ils voient probablement une porte de salut pour réconcilier leurs inquiétudes écologiques et leur désir de consommer.

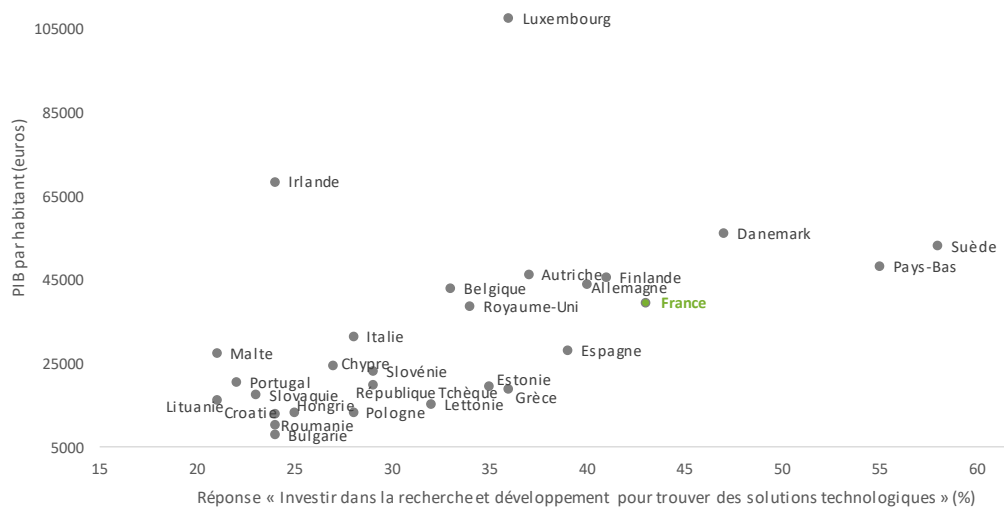
Une analyse des réponses à l'aune du PIB par habitant semble indiquer une corrélation entre niveau de vie élevé et foi dans une solution technique, là où les pays européens les moins avantagés économiquement, comme la Lituanie ou la Croatie, privilégient des changements légaux. Bénéficier d'un certain **confort de vie au quotidien**, notamment grâce à la technologie, pourrait encourager la pensée **d'un progrès technique pourvoyeur de solutions** à la crise environnementale⁶³.

⁶¹ Sessego Victoire et Hébel Pascale, « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », CRÉDOC « Consommations et modes de vie », Mars 2019

⁶² Voir Guérin-Pace, France et Collomb Philippe, *Les Français et l'environnement : L'enquête Populations-Espaces de vie-Environnements*

⁶³ Sources : Commission Européenne, Eurobaromètre 468, – Vague EB88.1, novembre 2017 & Fonds Monétaire International, World Economic and Financial Surveys

Graphique 39 – Une solution technologique pour les pays d’Europe de l’Ouest
 « Selon vous, quels sont les moyens les plus efficaces de gérer les problèmes environnementaux ? »



Sources : Commission Européenne, Eurobaromètre 468, – Vague EB88.1, novembre 2017 & Fonds Monétaire International, World Economic and Financial Surveys⁶⁴

5. Le paradigme d’une consommation « verte » gagne du terrain

Certaines des pratiques avec un moindre impact sur l’environnement se sont **largement développées** ces dernières années, comme le **flexitarisme** (selon l’enquête Comportements et consommations alimentaires des Français du CRÉDOC, la consommation de viande a baissé de 12% en dix ans) **ou l’achat d’occasion** (plus d’un tiers de la population achète d’occasion, soit un doublement de la part de pratiquants en l’espace de dix ans, de 17% en 2005 à 35% en 2015 (ADEME, 2015)⁶⁵. Une pratique qui a d’ores et déjà des conséquences dans le domaine de **l’habillement** : les ventes de vêtements neufs en France sont en déclin depuis plusieurs années⁶⁶.

D’autres se diffusent peu à peu, c’est le cas notamment **des déplacements « doux » (marche, transports en commun, vélo)** ainsi 57% des Français prennent leur voiture pour leurs trajets domicile–travail en 2016 contre 65% en 1998 (ADEME). Cette évolution s’observe particulièrement chez les jeunes dans le domaine de la mobilité : ils sont moins nombreux que leurs aînés au même âge à posséder une voiture et se tournent vers des pratiques comme le covoiturage ou le vélo-partage⁶⁷.

Mais en parallèle, les efforts en faveur de la **diminution de la consommation d’énergie semblent stagner, voire régresser**. La part



⁶⁴ Note de lecture : Les habitants de Suède, des Pays-Bas et du Danemark, dont le PIB nominal est supérieur à 45 000 euros par personne, estiment plus souvent que les autres que l’investissement dans la recherche et développement pour trouver des solutions technologiques est un moyen efficace de gérer les problèmes environnementaux. À l’inverse, les habitants de Lituanie, Croatie, Roumanie ou encore de Bulgarie, dont le PIB nominal est inférieur à 25 000 euros par habitants, expriment une moindre confiance envers une solution technologique pour résoudre les problèmes d’environnement.

⁶⁵ Enquête Ademe sur la sensibilité des Français à la prévention des déchets 2005-2015

⁶⁶ Source : Institut Français de la Mode

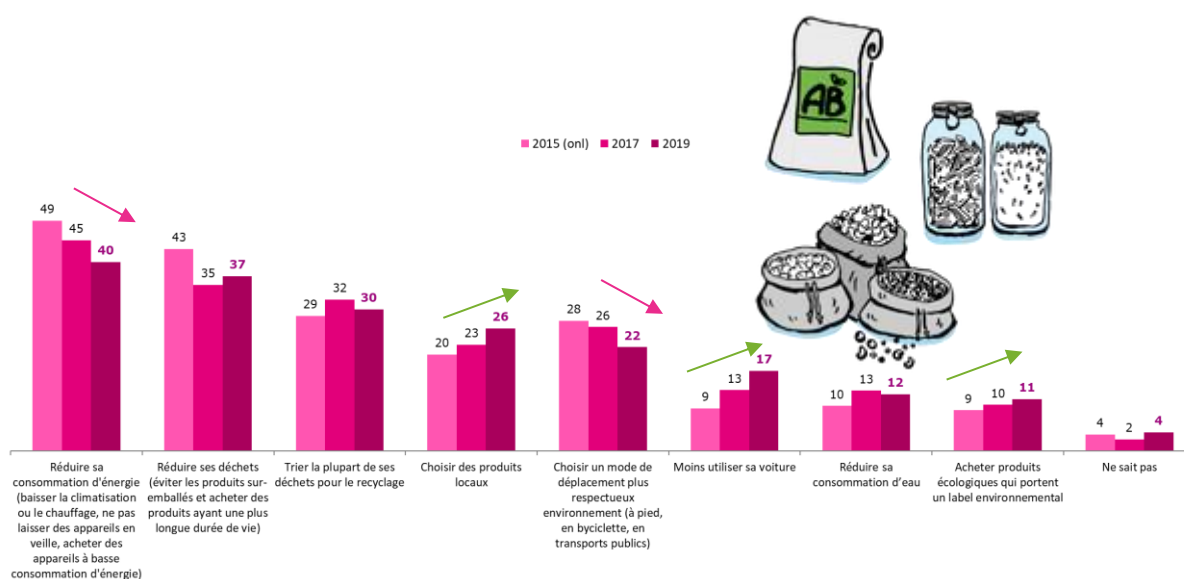
⁶⁷ Brice, Lucie ; Croutte, Patricia ; Hoibian, Sandra « Pour protéger l’environnement, les jeunes se tournent vers des transports alternatifs et les pratiques collaboratives », Modes de vie et pratiques environnementales des Français, Commissariat général au développement durable, Avril 2018

des Français qui **réparent** leurs appareils en panne (au lieu d'en acheter de nouveaux) diminue depuis 2005 (de 60% à 45% en 2015⁶⁸). Un autre indicateur laisse supposer que les ménages sont moins attentifs à leur consommation d'énergie : seuls 53% d'entre eux déclarent **éteindre leurs appareils électriques au lieu de les laisser en veille**. Cette pratique a **baissé de près de 20 points** entre 2005 et 2017⁶⁹.

Une évolution qui s'explique par la multiplication des équipements, mais aussi par un **changement de perception** : les Français sont de moins en moins nombreux à considérer que **réduire sa consommation d'énergie, en baissant le chauffage ou en éteignant ses appareils en veille, fait partie des actions les plus efficaces pour protéger l'environnement**. En 2019, 40% classent cette action parmi les plus efficaces, alors qu'ils étaient 49% en 2015. Parallèlement, **les actions dans le domaine de la consommation sont de plus en plus plébiscitées** : l'achat de produits **locaux** est jugé comme faisant partie des actes les plus efficaces par 26% de la population (+6 points par rapport à 2015) et, dans une moindre mesure, l'achat de **produits écologiques** (11% de la population, +2 points en 4 ans). Le **paradigme de la consommation « verte », où il ne s'agit pas de moins consommer mais de consommer différemment, en mobilisant son « pouvoir de consommateur »**⁷⁰, gagne du terrain dans les représentations sur la protection de l'environnement.

Graphique 40 – Les actions jugées efficaces pour protéger l'environnement : recul des pratiques de sobriété, progression de la « consommation verte »

« Selon vous, quelles sont les actions individuelles les plus efficaces pour protéger l'environnement ? » (en %)



Source : CRÉDOC pour le SOES, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

6. La fatigue des petits pas, le sentiment que la responsabilité doit être partagée

Et surtout, les Français considèrent aussi que **les consommateurs ne sont pas les seuls à devoir prendre en charge les problèmes d'environnement**. En 2019, 49% des Français pensent que ce sont

⁶⁸ ADEME, enquête sur la sensibilité des Français à la prévention des déchets 2005-2015.

⁶⁹ ADEME, Enquête sur les représentations du changement climatique 2001-2017

⁷⁰ Clarence Bluntz, « C'est qui le patron ? ! », les limites de l'injonction à la consommation responsable <https://theconversation.com/cest-qui-le-patron-les-limites-de-linjonction-a-la-consommation-responsable-113218>

les **entreprises** qui doivent changer en priorité leurs comportements pour assurer le respect du développement durable, devant les particuliers (27%) et les administrations (25%)

Graphique 41 – Les entreprises premières concernées par la protection de l’environnement

« Selon vous, qui doit en priorité changer ses comportements pour assurer le respect du développement durable ? » (en %)



Source : enquête Conditions de vie et aspirations, 2019

Une **forme de défiance par rapport aux actions de *green washing* des entreprises, et de vernis vert politique** est aussi à l’œuvre derrière cette attente. On retrouve cette méfiance dans les entreprises privées ainsi que dans les hommes et femmes politiques, amplifiée dans le mouvement des Gilets jaunes. 60% des Gilets jaunes déclarent n’avoir « pas du tout confiance » dans les hommes et femmes politiques, contre 28% des personnes hostiles. 22% n’ont pas du tout confiance dans les entreprises privées contre 7% des personnes hostiles. L’idée que les taxes sur les carburants ne sont pas affectées à la protection de l’environnement mais servent à faire des économies en est un des signes.

Les données de la Commission Européenne⁷¹ révèlent que les Français sont d’ailleurs un peu plus **sévères** que leurs voisins européens par rapport à l’action des pouvoirs publics. Ils sont plus nombreux à pointer le **manque d’action de leur gouvernement national** en matière d’environnement (75% des Français et 67% des Européens) puis celui de l’Union Européenne (70% des Français, 62% des Européens) avant de se tourner vers leur région (53% des Français comme des Européens) et leur ville (48% des Français, 50% des Européens).

Notons que les consommateurs français ne se dédouanent pas pour autant de toute responsabilité puisque 87% des Français considèrent en 2018 qu’ils doivent prendre en charge les problèmes d’environnement. **Les Français sont à cet égard aussi plus critiques de leurs propres actions** que leurs voisins européens : 80% d’entre eux (contre 66% des Européens) estiment que les citoyens ne font pas assez pour l’environnement. **Finalement la population semble être d’avis que chacun doit prendre sa part et que les consommateurs ne peuvent être les seuls à agir.**

⁷¹ Commission Européenne, Attitudes of European citizens towards the environment, Special Eurobarometer 468 – Wave EB88.1 – TNS opinion & social, novembre 2017

7. La santé au cœur des préoccupations environnementales

Alimentation, hygiène : les Français adoptent des comportements plus « verts », avant tout pour protéger leur santé

Si les Français s'acheminent vers une alimentation plus « éco-compatible » (moins de viande, plus de produits de l'agriculture biologique), le souci de protéger l'environnement n'est pas le principal moteur à l'œuvre. Ils ont avant tout à cœur de protéger leur santé.

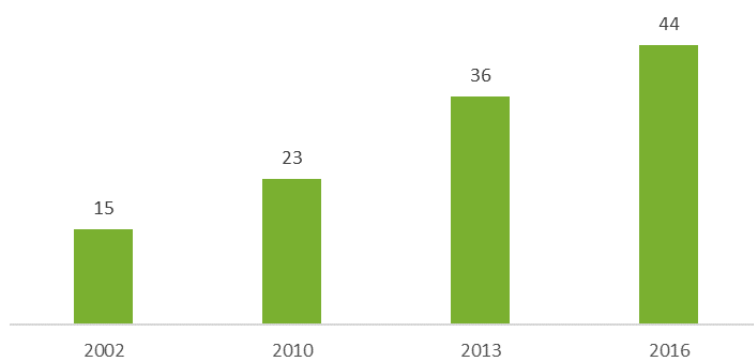
Selon l'enquête Comportements et consommations alimentaires des Français du CRÉDOC, la consommation de viande a baissé de 12% entre 2007 et 2016, passant de 153 grammes de produits carnés par jour à 135 grammes. Cette diminution n'est pas seulement imputée à une prise de conscience environnementale (souci du bien-être animal, volonté de limiter les émissions de CO2 liées à l'élevage), mais aussi à **des préoccupations sanitaires**. En 2015, l'OMS prévenait les consommateurs que le risque de cancer colorectal augmentait avec la consommation de viande rouge, un message relayé en France par le Programme National Nutrition Santé qui recommande de limiter la viande (hors volaille) à 500 grammes par semaine.



En parallèle, la part des consommateurs français qui déclarent consommer des produits bios « régulièrement » progresse fortement, de 15% en 2002 à 44% en 2016 d'après l'étude Consommation et comportements alimentaires du CRÉDOC.

Graphique 42 – Près d'un Français sur deux consomme régulièrement des produits bio

« Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même, régulièrement, rarement ou jamais acheté des produits issus de l'agriculture biologique ? » (en % de régulièrement)



Source : Enquête Consommation et comportements alimentaires du CRÉDOC

Le souci de protéger sa santé a des conséquences dans d'autres secteurs, comme celui des **cosmétiques ou des produits d'entretien**, avec le succès des produits cosmétiques « bios »⁷²,

⁷² En 2018, 58% des Françaises affirment avoir acheté un produit cosmétique bio au cours de l'année, contre 33% en 2010, selon un sondage Ifop pour la marque de cosmétique Nuobox.com. La première motivation des consommatrices est le souci de « préserver son corps et sa santé », invoqué par 73% d'entre elles (devant la protection de l'environnement, le bien-être animal et l'efficacité des produits).

végétaux, sans colorants ni conservateurs ou l'engouement pour les produits ménagers à faire soi-même⁷³.

Dans le domaine de l'alimentation comme dans d'autres domaines, l'attention portée à la santé semble donc représenter un puissant levier de changement vers des pratiques plus favorables à l'environnement. Il faut dire que les Français se montrent de plus en plus préoccupés de leur santé...

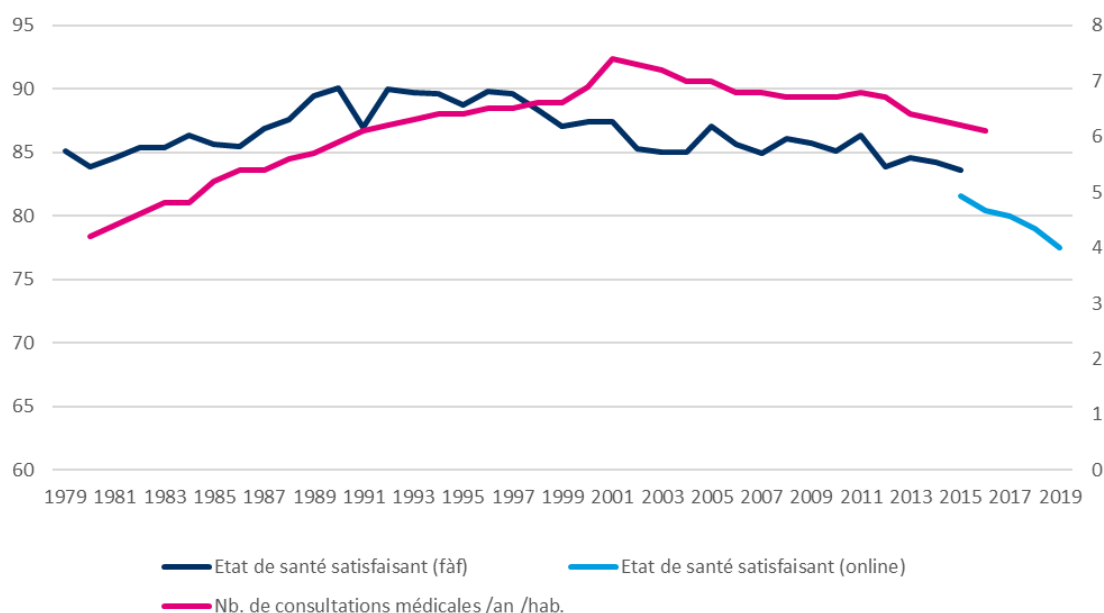
A l'ère du « bien-être » roi, les Français plus insatisfaits de leur santé consomment plus de soins médicaux

Début 2019, 78% des Français jugent que leur état de santé est « satisfaisant » ou « très satisfaisant ». Sur le long terme, le **recul du sentiment d'être en bonne santé est net** : en 1997, il concernait 90% des Français. Pourtant, les vingt dernières années ont été marquées par une progression régulière de l'espérance de vie à la naissance : +3 ans pour les femmes et +5 ans pour les hommes entre 1997 et 2017.

Ce sentiment se traduit par une attraction plus grande pour les **soins** de santé. Si le nombre de consultations médicales a légèrement reculé depuis le début des années 2000, à la suite de la mise en place des dispositifs du médecin référent (1998), puis du médecin traitant et du parcours de soin coordonné (2004), elle a fortement augmenté entre 1980 et 2001, passant de 4,2 consultations annuelles à 7,2. En 2016, le chiffre atteint 6,1 consultations par an, malgré les réformes du système de santé qui ont encadré les parcours de soin en limitant les remboursements des consultations.

Graphique 43 – Les Français n'ont jamais été aussi peu satisfaits de leur état de santé et consultent davantage de médecins qu'il y a 40 ans

« Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est satisfaisant ? » (somme des très satisfaisant et satisfaisant, en %).



Sources : CRÉDOC, Enquêtes Conditions de vie et Aspiration / OCDE

⁷³ Selon le panel de distributeurs IRI, les ventes de vinaigre blanc (aux propriétés détartrantes et nettoyantes) ont augmenté de 21% en 2015, tandis que les ventes de nettoyeurs pour vitres et de détartrant pour petit électroménager ont respectivement reculé de 10% et 5%.

Ce sentiment pourrait être imputé à la **stagnation de l'espérance de vie en bonne santé**, qui évolue peu contrairement à l'espérance de vie à la naissance (ce qui implique davantage d'années de vie en mauvaise santé), et qui se situe en France en dessous de la moyenne européenne⁷⁴. Mais l'insatisfaction concerne en premier lieu les jeunes : 75% seulement des moins de 25 ans jugent leur état de santé satisfaisant, et 72% des 25-39 ans. La raison de cette insatisfaction croissante n'est donc pas seulement à chercher du côté du vieillissement de la population, mais pourrait avoir à voir avec une **transformation de la notion de bonne santé**.

La prise en charge des personnes non malades : l'exemple de la santé mentale

Les années 80 ont marqué le début de la prise en charge médicale des personnes non malades. Ce phénomène s'est par exemple traduit par le passage de la psychiatrie à la notion de « santé mentale », qui a impliqué le développement **d'offres thérapeutiques** pour les « normaux » et la démocratisation du travail sur soi dans un objectif de **mieux-être**.⁷⁵ Autrefois circonscrite aux pathologies graves, la psychiatrie prend aujourd'hui en charge le mal-être, et la consommation de médicaments psychotropes est devenue « un trait de l'homme moderne ». ⁷⁶ Dans une société qui valorise le bien-être, et pour lutter contre le malaise grandissant lié à la montée des incertitudes (professionnelles, environnementales, etc) les Français se tournent aussi vers des méthodes promues par les thérapies comportementales, comme le **yoga ou la méditation** – début 2018, 28% d'entre eux déclaraient pratiquer l'une de ces disciplines.⁷⁷

De manière générale, les Français consomment – ou aimeraient consommer – plus de soins

Au-delà de la progression des consultations médicales, un autre signe révèle l'appétence de nos concitoyens pour les soins médicaux. Début 2019, **un Français sur cinq déclare être obligé de s'imposer des restrictions budgétaires sur les dépenses médicales**, alors qu'ils n'étaient que 3% en 1979.⁷⁸ Dans le même temps le sentiment général de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de dépenses n'a progressé que de trois points, de 52% à 55%. Si les réformes successives de l'assurance maladie et les déremboursements de plus en plus nombreux peuvent en partie expliquer cette évolution, elle traduit aussi une volonté de dépenser plus pour entretenir sa santé et optimiser son bien-être.

Enfin **une large majorité de la population a l'impression d'adapter ses comportements au quotidien** : début 2019, **77%** des Français sont d'accord avec l'affirmation suivante : « Dans ma vie quotidienne, je fais très attention à ma santé ».

Chez les jeunes, à l'heure des réseaux sociaux, paraître en forme et en bonne santé est devenu une priorité

Les jeunes ne sont pas en reste quand il s'agit de l'attention portée à la santé. **69% des moins de 25 ans et 72% des 25-39 ans estiment aussi qu'au quotidien, ils font très attention à leur santé.**

Il faut dire que les réseaux sociaux comme *Instagram* ou *Facebook*, particulièrement populaires chez les jeunes⁷⁹, incitent à se mettre en scène et encouragent à **présenter une apparence de bonne santé**.

⁷⁴ Cabut, Sandrine. « La France mal classée pour l'espérance de vie en bonne santé », *Le Monde*, 19 Février 2019

⁷⁵ Garnoussi, Nadia. « Le Mindfulness ou la méditation pour la guérison et la croissance personnelle : des bricolages psychospirituels dans la médecine mentale », *Sociologie*, vol. 2, no. 3, 2011, pp. 259-275.

⁷⁶ Ehrenberg, Alain et Lovell, Anna M., « La maladie mentale en mutation – Psychiatrie et société », Editions Odile Jacob, 2010

⁷⁷ « Être l'entrepreneur de son bien-être », note de conjoncture sociétale du CRÉDOC, 2018

⁷⁸ Source CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations.

⁷⁹ 93% des 18-24 ans utilisent les réseaux sociaux, selon le baromètre du numérique 2018 réalisé par le CRÉDOC pour l'ARCEP et le CGE.

Chaque heure, 10 millions de photos sont publiées sur Facebook, fournissant autant d'occasions de se comparer à des images souvent mises en scène et retouchées. La pression est donc très forte, pouvant provoquer des troubles anxieux et dépressifs liés à l'image de soi. Une étude menée au Royaume-Uni⁸⁰ s'est penchée sur les conséquences des réseaux sociaux sur l'image corporelle chez les jeunes. Ces travaux rapportent que les adolescentes et les jeunes femmes qui sont exposées à *Facebook*, même pendant une courte durée, sont davantage **préoccupées de leur image corporelle** que des non-utilisatrices du réseau social⁸¹. Les jeunes seraient aussi davantage désireux de **modifier leur apparence** physique après avoir passé du temps sur le réseau social, et des études suggèrent que ces réseaux sont à l'origine d'une **hausse des interventions chirurgicales** chez les jeunes générations⁸².

En novembre 2018, la sociologue Monique Dagnaud résumait dans le magazine en ligne « Slate » le nouveau « diktat » qui s'impose aux jeunes : « Il faut se sentir bien, en bonne santé, et présenter un look avenant. En effet, *Instagram* [...] donne à chacun et chacune l'envie d'être vu en pose « en forme et stylée », sur la piste de départ pour conquérir le monde, comme pour une couverture de [magazine] »⁸³.

Recul des consommations de tabac et d'alcool chez les adolescents

La chercheuse fait le lien entre cette exigence qui porte sur l'apparence physique et le recul de comportements identifiés comme mauvais pour la santé.



L'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) a en effet publié des statistiques⁸⁴ indiquant que la consommation d'alcool, de tabac et de cannabis était en recul chez les adolescents de 17 ans, notamment sur la période 2014-2017. Ainsi, le niveau de tabagisme est en 2017 le plus bas mesuré depuis 20 ans. Une tendance qui n'est pas compensée par le développement d'autres pratiques, l'usage de la cigarette électronique et l'expérimentation de la chicha étant également en baisse. Et l'expérimentation de l'alcool, si elle reste très répandue, passe en 3 ans de 89% à 86% des jeunes de 17 ans. La consommation régulière d'alcool ne concerne plus que 8% de cette population, contre 12% en 2014. Une tendance à la baisse que l'on

retrouve aussi dans la consommation de cannabis : 39% des jeunes de 17 ans l'ont expérimentée en 2017, contre 48% en 2014.

⁸⁰ « Status of mind, Social media and young people's mental health and wellbeing », Royal Society for public health, 2017

⁸¹ Tiggeman, M. Slater, A. 2013. The internet and body image concerns in preteenage girls. *The journal of early adolescents*, Vol 34, Issue 5, pp. 606-620.

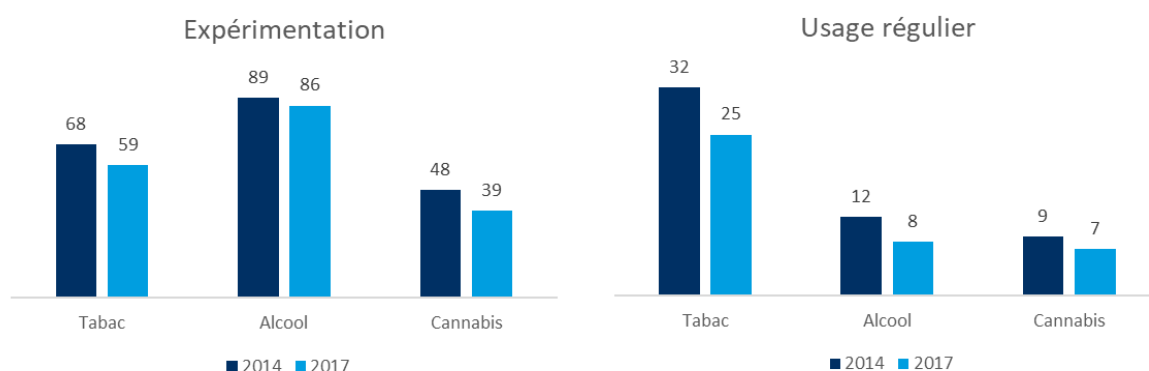
⁸² Ibid.

⁸³ Dagnaud, Monique, « Ados : la fin de la fureur de vivre ? », Slate, 7 novembre 2018

⁸⁴ Spilka, Stanislas ; Le Nézet, Olivier, Janssen, Eric ; Brissot, Alex ; Philippon, Antoine ; Shah, Jalpa ; Chyderiotis, Sandra, « Les drogues à 17 ans : analyse de l'enquête ESCAPAD de l'OFDT », Février 2018

Graphique 44 – Les adolescents consomment moins d’alcool, de tabac et de cannabis

Champ : adolescents de 17 ans, France métropolitaine



Source : OFDT, Enquête ESCAPAD 2017

Le souci d’être en bonne santé et d’afficher un « corps sain » sur les réseaux sociaux pourrait avoir un lien avec ce recul de ces comportements considérés comme mauvais pour la santé.

Les jeunes qui pratiquent un sport sont motivés par le bien-être et la santé plus que par la compétition

Une étude menée en 2017 par le CRÉDOC pour l’UCPA⁸⁵ révèle que le principal attrait de la pratique sportive pour les 16-25 ans est l’impact positif sur la santé. Plus de deux-tiers des jeunes sportifs (67%) font de **l’exercice physique** parce que c’est bon pour la santé. La sociabilité et la compétition sont nettement moins citées, respectivement par 39% et 30% des répondants.

Les nouvelles technologies, dont les jeunes sont particulièrement consommateurs, jouent un rôle important dans le développement des pratiques sportives dans un objectif de bien-être. Des applications pour smartphone permettent de structurer son entraînement et les objets connectés permettent de mesurer des données de santé comme les pulsations cardiaques. Certains publient même ces données de santé en même temps que leurs performances sur des réseaux sociaux spécialisés comme Strava ou Runtastic. La pratique sportive en elle-même est utilisée à des fins de « production de soi » : les jeunes sportifs partagent sur les réseaux sociaux photos (pour 39% d’entre eux) et vidéos (20%) de leur propre activité.

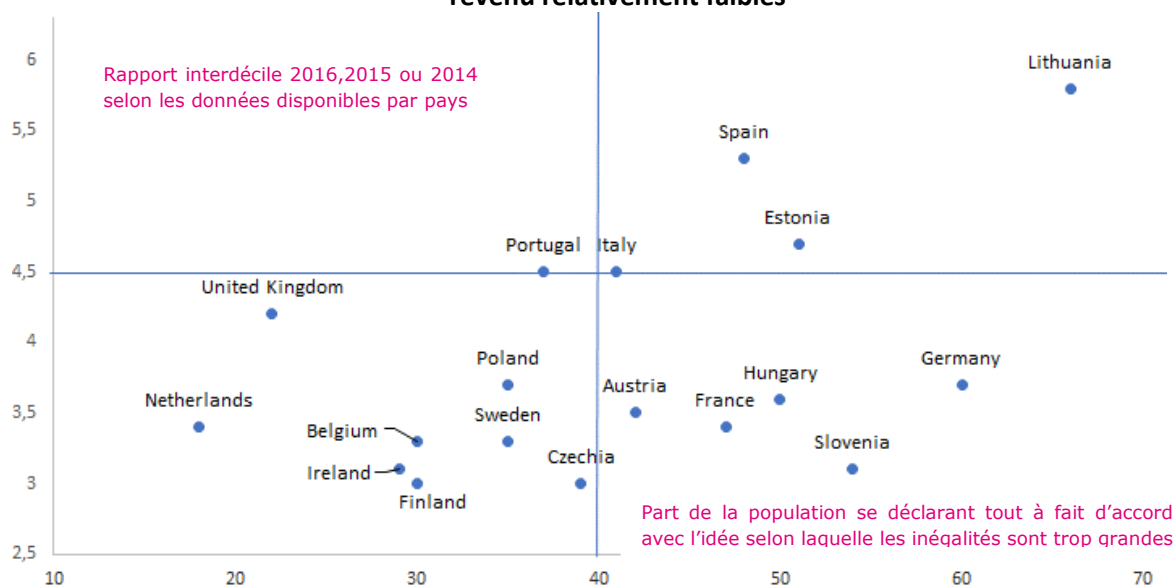
⁸⁵ Müller, Jorg, « Les jeunes aiment le sport... de préférence sans contrainte », CRÉDOC, Consommation et modes de vie, Février 2018

V- La demande d'égalité et son pendant, le sentiment d'injustice

1. La passion française pour l'égalité n'est pas nouvelle⁸⁶, mais elle est exacerbée

La France est un pays où les **inégalités** de revenu après redistribution (impôts, cotisations et prestations) **sont relativement faibles** par rapport à ses voisins européens (rapport interdécile⁸⁷ 3,4, inférieur à ce qui est observé en Allemagne, au Royaume-Unis ou en Italie par exemple). Pourtant quelles que soient les enquêtes, les formulations des questions, les Français sont toujours très fortement convaincus que les inégalités sont trop grandes. Par exemple dans l'enquête de la Commission européenne menée en 2017, 47% sont « tout à fait d'accord » avec cette idée. Les Français se situent de ce point de vue dans le groupe de pays (Allemagne, Autriche, Hongrie, Slovaquie) où les populations font preuve d'une forte sensibilité vis-à-vis des inégalités de revenu alors que celles-ci sont parmi les plus faibles en Europe.

Graphique 45 – Les Français ont un fort sentiment d'inégalité – qui contraste avec des inégalités de revenu relativement faibles



Source : CRÉDOC à partir des Données Commission européenne EBS 471 (données 2017), OCDE rapport interdécile

Ce sentiment **semble s'exacerber** : 78% des Français considèrent que les inégalités **ont augmenté** au cours des 5 dernières années en 2017 (baromètre Drees, en augmentation sur longue période : au plus bas seuls « 60% » étaient de cet avis en 2001 – période de croissance). En particulier la demande de redistribution **du haut de l'échelle** des revenus vers le reste de la population est très élevée, nous y reviendrons.

⁸⁶ Pour reprendre la formule de Tocqueville

⁸⁷ Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Il est calculé en rapportant le revenu des 10% les plus riches par rapport aux revenus des 10% les plus pauvres. Il mesure combien de « fois » les plus riches reçoivent ce dont les pauvres disposent.

Les inégalités restent contenues en France, mais progressent dans de nombreux pays

Il existe de nombreuses manières d'approcher les inégalités. Nous expliquons plus haut que les inégalités de revenus restent relativement faibles en France. Selon le rapport sur les inégalités mondiales⁸⁸, et même lorsqu'on se concentre sur les 1% de la population les plus riches, et que l'on regarde comment évolue la répartition du patrimoine, la France fait encore bonne figure. « Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse des catégories supérieures [les 1% avec le patrimoine le plus élevé] a été plus modérée en France et au Royaume-Uni, notamment grâce au rôle d'amortisseur qu'a joué l'augmentation du patrimoine immobilier de la classe moyenne et grâce à une inégalité de revenus moindre qu'aux États-Unis ».

Toutefois, alors que la concentration du patrimoine avait eu tendance à fortement décroître tout au long du XXème siècle et dans de nombreux pays, on observe une forme de « rebond » dans plusieurs pays depuis le début des années 2000. Aux Etats Unis cette croissance des inégalités de patrimoine s'accompagne d'une inégalité des revenus.

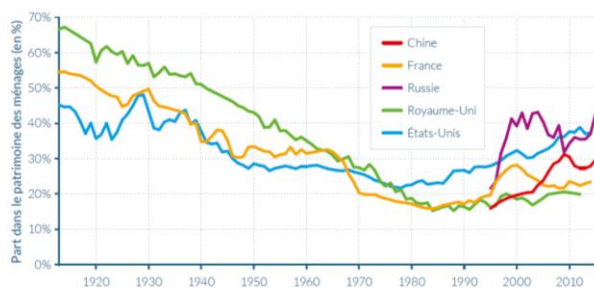
Si les mouvements constatés depuis une quinzaine d'années se poursuivent, les écarts avec le haut de la pyramide des revenus sont appelés encore à augmenter comme le montre le scénario projectif de l'évolution des inégalités du World inequality Lab « à l'identique ».

Graphique 46 – Le spectre de la montée des inégalités dans de nombreux pays

Les inégalités de patrimoine repartent à la hausse depuis les années

2000 après avoir longtemps diminué

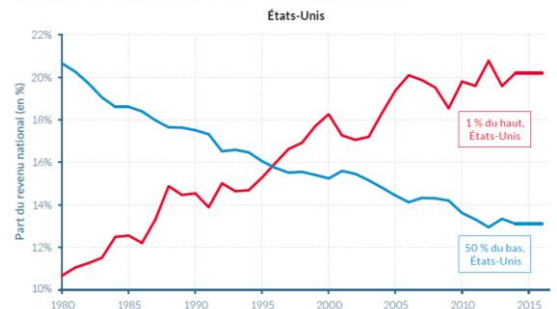
Part de patrimoine des 1% les plus aisés dans le monde, 1913-2015 : déclin et rebond des inégalités de patrimoine entre les ménages



Source : WID.world (2017). Voir wid2018.wid.world pour les séries et les notes.
En 2015, la part du centile supérieur (les 1% des patrimoines les plus élevés) était de 43% du patrimoine total des ménages russes, contre 22% en 1995.

Les inégalités de revenus s'accroissent aux Etats Unis

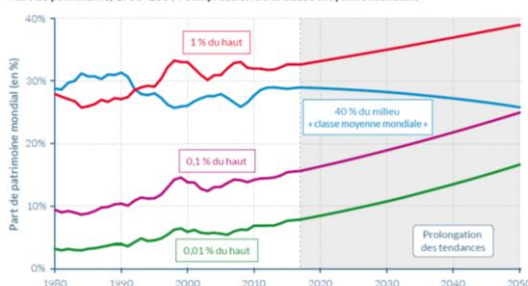
Part de revenu des 1% du haut et des 50% du bas de la répartition aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, 1980-2016 : Divergence des trajectoires d'inégalité des revenus



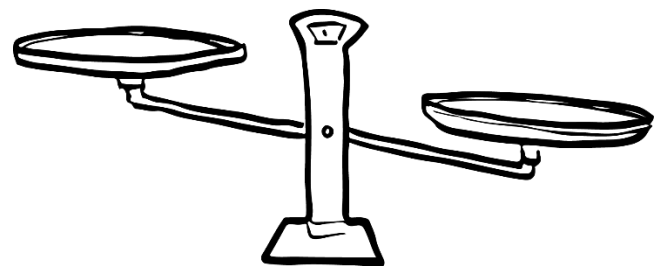
Source : WID.world (2017). Voir wid2018.wid.world pour les séries et les notes.
En 2016, le centile supérieur a perçu 12% du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 20% aux États-Unis. En 1980, le centile supérieur a perçu 10% du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 11% aux États-Unis.

Scénario projectif de l'évolution des inégalités du World inequality Lab « à l'identique »

Part de patrimoine, 1980-2050 : compression de la classe moyenne mondiale



Source : WID.world (2017). Voir wid2018.wid.world pour les séries et les notes.
En 2016, dans un monde représenté par la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, la part de patrimoine mondial des 1% du haut était de 33%. Dans un scénario du « rien ne change », cette part monterait à 37% en 2050, tandis que celle des 0.1% serait pratiquement équivalente (26%) à celle de la classe moyenne (27%).



Source : World Inequality Lab, 2018

⁸⁸ Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman, Rapport sur les inégalités mondiales 2018, synthèse, World Inequality Lab

Même si la plupart des Français ne connaissent vraisemblablement pas dans le détail l'évolution des inégalités, le phénomène de **progression de la richesse des 1% les plus riches** au niveau mondial est en revanche très populaire. Il a notamment été médiatisé à l'occasion du *mouvement Occupy Wall street* aux États Unis et des *Indignados* en Espagne en 2011, puis en France avec « Nuit debout » en 2016. Il revient sur le devant de la scène avec le mouvement des Gilets jaunes et nourrit un ressentiment et une dénonciation de l'enrichissement des plus aisés.

Un profond sentiment d'injustice sociale, judiciaire et politique

Le laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, de l'Université de Toulouse⁸⁹ a réalisé une analyse à partir de la page du groupe public Facebook « la France en colère !!! » groupe de Gilets jaunes qui comprend 103 529 commentaires et posts publiés par plus de 20000 comptes (avant que celui-ci ne passe en compte privé). Plusieurs registres de discours se distinguent

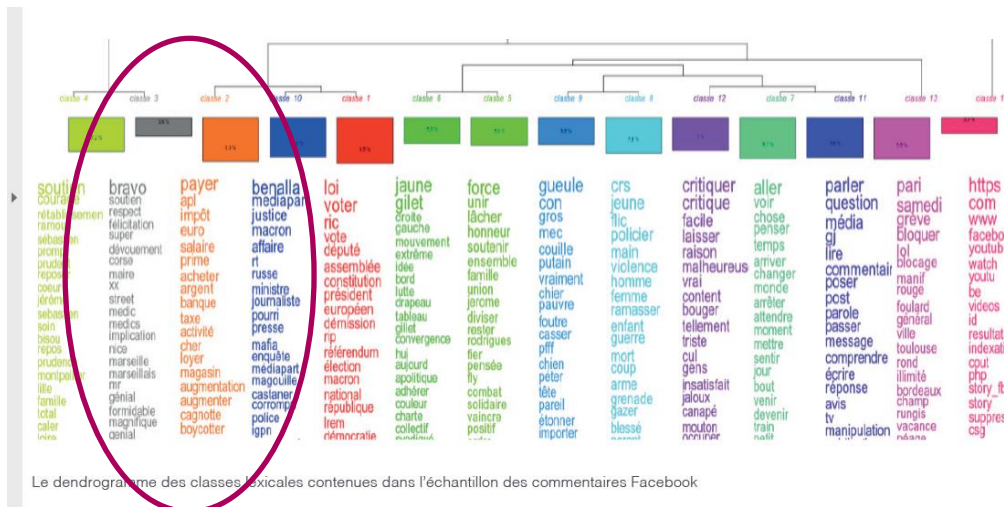
- Les commentaires de **soutien aux mobilisés et victimes** (classes 4 et 3).
- Les sujets de **mécontentement et objets de revendication** (classes 2, 1 et 10).
- Les manifestations **d'encouragement** à l'attention de l'ensemble des Gilets jaunes (classes 5 et 6).
- Les **violences policières** (classes 8 et 9)
- **Régulation, médiation et échanges** (classes 12, 7 et 11)
- **Les actions de terrain** (classes 13)

Parmi les **revendications** trois thèmes sont mis en lumière : la **hausse du pouvoir d'achat**, la **revalorisation du travail et la participation directe des citoyens à la décision politique** (RIC). Les chercheurs mettent en lumière « *que l'essentiel des revendications des Gilets jaunes demeure stable [dans le temps] autour des questions de justice sociale et fiscale ainsi que l'approfondissement démocratique. À ces éléments présents dès le début du mouvement, s'ajoute dans le dernier corpus étudié (après 3 mois de mobilisation) l'émergence d'une thématique dénonçant une différence de traitement judiciaire entre la communauté des Gilets jaunes et celle du gouvernement (ou force de l'ordre). Les peines encourues par les membres du mouvement, les nuits en prison qu'ils ont déjà effectuées sont comparées à celle des membres de l'État, comme Alexandre Benalla, qui ici illustrent une justice particulièrement clémente. On souligne ainsi à nouveau ici l'écart entre la population et les 'insiders' du système, ce qui entérine la défiance envers les politiques, les médias, mais aussi la justice. En effet, la question des inégalités sociales qui jusqu'ici se concentrait sur les privilèges économiques des membres du gouvernement s'étend désormais à la différence de traitement en matière de justice : apparaît alors dans le discours des Gilets jaunes un système judiciaire à deux vitesses, "vendu" ou "à la botte" du gouvernement.* »

L'enquête Conditions de vie et aspirations appuie cette analyse : le lien entre le sentiment que la justice fonctionne « très mal » en France et la proximité au mouvement est très net.

⁸⁹ Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Julie Renard, Nikos Smyrnaioi, La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique, Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider, Rapport de recherche - 22 février 2019, Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse, <https://www.lerass.com/opsn/>

Graphique 47 – Analyse de la page Facebook « la France en colère !!! »

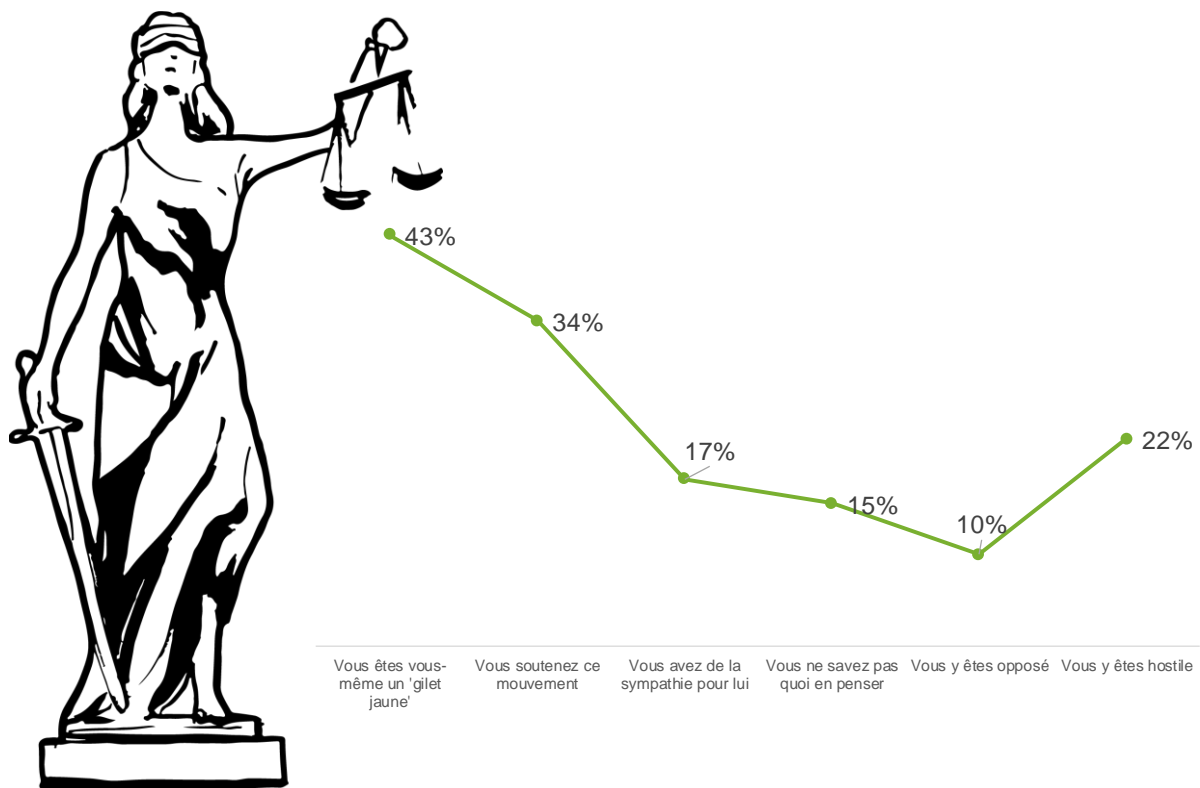


dendrogramme des classes lexicales contenues dans l'échantillon des commentaires Facebook, de la France en colère, réalisé par le Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse

Source : Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, février 2019

Graphique 48 – Le sentiment d'injustice

Étant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France aujourd'hui ? % très mal



Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspiration, début 2019

En parallèle, la légitimité de la police est entamée par les violences policières lors de manifestations des Gilets jaunes ayant été médiatisées et faisant aujourd'hui l'objet d'une saisie de l'inspection générale de la police (IGPN, la police des polices) par la justice pour 174 affaires. En ce début 2019, la **police** a toujours, globalement, la confiance de l'opinion : 70% des répondants lui font 'très' ou 'plutôt' confiance. C'est, cependant, 5 points de moins que l'an dernier. Le recul est beaucoup plus marqué chez les hommes (- 11 points) que chez les femmes (- 1 point).

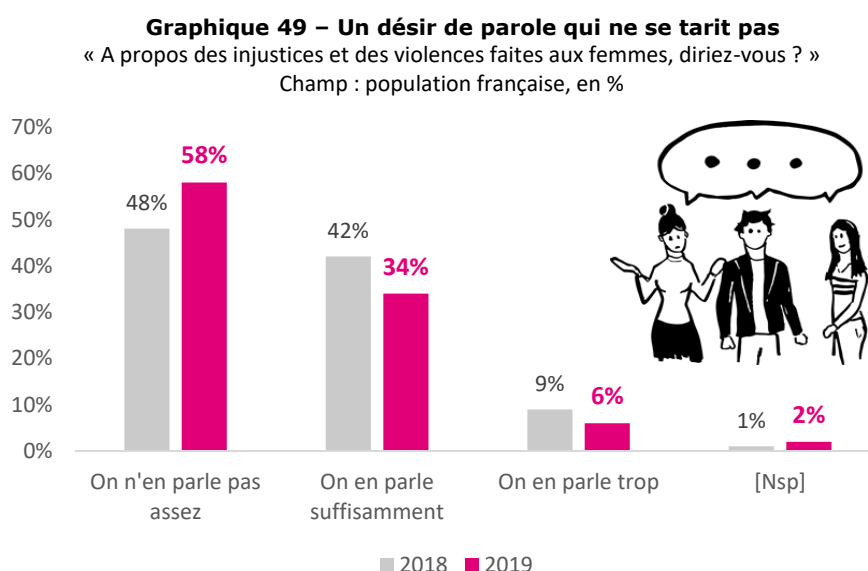
Dans un tout autre domaine, le mouvement *me too* est un exemple symptomatique du besoin de justice, reconnaissance et d'action par rapport à des **inégalités et discriminations qui ne sont pas réellement nouvelles**, mais qui **deviennent insupportables à chacun et apparentes** dans le débat public.

Pour reprendre les mots de Tocqueville « *Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de ce niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir d'égalité devient toujours insatiable à mesure que l'égalité est plus grande* » [Tocqueville *De la démocratie en Amérique*, 1848, tome 3]

2. Injustices et violences faites aux femmes : une sensibilité à la question qui augmente ... chez les hommes

Vers une plus grande réprobation sociale

Un peu plus d'un an après la médiatisation de l'affaire Weinstein, **six Français sur 10 pensent que l'on ne parle pas assez des injustices et des violences faites aux femmes**. C'est **10 points de plus** qu'il y a un an, alors que les débats publics sur la question battaient encore leur plein. Loin de s'essouffler, le désir de parole et d'échanges sur le sujet suscite une attention toujours forte chez nos concitoyens.



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

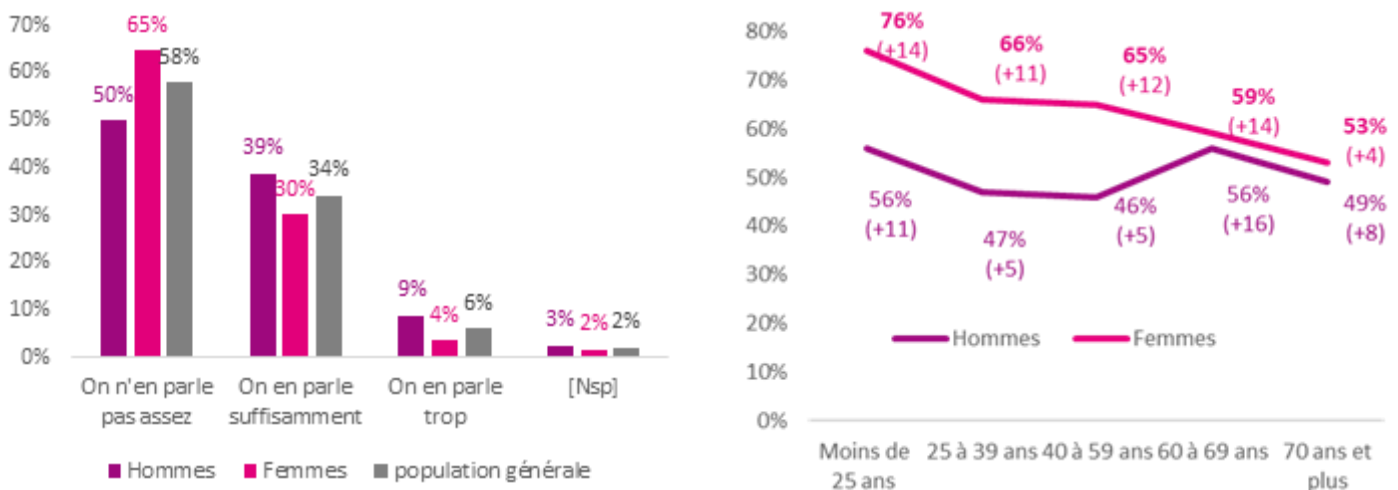
L'opinion des hommes se rapproche de celle des femmes

De nombreux échos sont donnés au niveau médiatique à la « crise du mâle⁹⁰ » ou aux mouvements de masculinistes qui viendraient en réaction au féminisme et à la libération de la parole dans le sillage de l'affaire Weinstein. Nos données infirment cette montée en puissance.

Si les hommes sont encore moins nombreux (50%) que les femmes (65%) à partager ce besoin de parole, ils sont très majoritairement ouverts à ces débats publics et moins de 10% d'entre eux estiment qu'on en parle trop. On observe d'ailleurs une plus grande réprobation des hommes à l'égard des injustices et des violences faites aux femmes. En un an, la **proportion d'hommes considérant que l'on ne parle pas assez du sujet a progressé de 9 points**. Quel que soit leur âge, ils se montrent plus sensibles à la question par rapport à l'année dernière. C'est chez **les 60-69 ans** que la progression observée est la plus forte, passant de 40% à 56 %, soit + 16 points sur les 12 derniers mois. Pour les concitoyens de cette tranche d'âge, comme les 70 ans et plus, l'opinion des hommes et des femmes est identique.

Graphique 50 – Des femmes plus en attente... Mais l'opinion des hommes progresse
« A propos des injustices et des violences faites aux femmes, diriez-vous ? » % « On n'en parle pas assez »

Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations »

⁹⁰ Voir par exemple Le spleen du mâle, https://www.lemonde.fr/long-format/article/2018/10/18/le-spleen-du-male_5371334_5345421.html

Les inégalités entre les deux sexes sont plus visibles



Les résultats du baromètre d'opinion de la Drees montrent « une **hausse de l'intensité perçue** des inégalités entre les femmes et les hommes »¹. Entre 2016 et 2017, la part des concitoyens qui jugent que les inégalités entre les deux sexes sont importantes est passée de 62% à 69%. L'augmentation est comparable quel que soit le sexe de la personne enquêtée, même si l'opinion des femmes est plus marquée (74%) que celle des hommes (64%)¹, plus de la moitié d'entre eux souscrivent à l'idée qu'il existe des inégalités.

Les hommes et les femmes tout aussi sensibles à l'énonciation d'une blague jugée sexiste

Dans le courant du mois de janvier 2019, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes a publié un rapport proposant de dresser un « Etat des lieux du sexisme en France »⁹¹. Ce rapport s'est notamment intéressé à la place du sexisme dans **l'humour**. Il s'est pour cela appuyé sur les résultats du baromètre d'opinion de la Drees soulignant que deux Français sur trois adhèrent à l'idée que « les blagues et réflexions sur les femmes en général sont sexistes ». Si l'opinion des femmes est plus marquée (66 %), les hommes pensent également en majorité (54%) que les blagues et réflexions sur les femmes ont un caractère sexiste⁹². Les questions du CRÉDOC dans son enquête « Conditions de vie et Aspirations » ont également alimenté le rapport du HCE⁹³. Un des enseignements majeurs de l'enquête est de montrer que **les hommes et les femmes sont tout aussi sensibles à l'énonciation d'une blague jugée sexiste**⁹⁴. Au cours de l'année 2017, quatre Français sur dix ont entendu une blague qu'ils ont jugé sexiste. Quels que soient les endroits considérés, on observe le même pourcentage d'hommes et de femmes qui entendent des blagues qu'ils jugent sexistes (Graphique 51).



⁹¹ Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 17 janvier 2019, « 1^{er} état des lieux du sexisme en France », rapport n° n°2018-01-07 STER 038,

⁹² Drees, mars 2018, Baromètre d'opinion sur la santé, la protection sociale et les inégalités, Principaux enseignements de l'enquête 2017

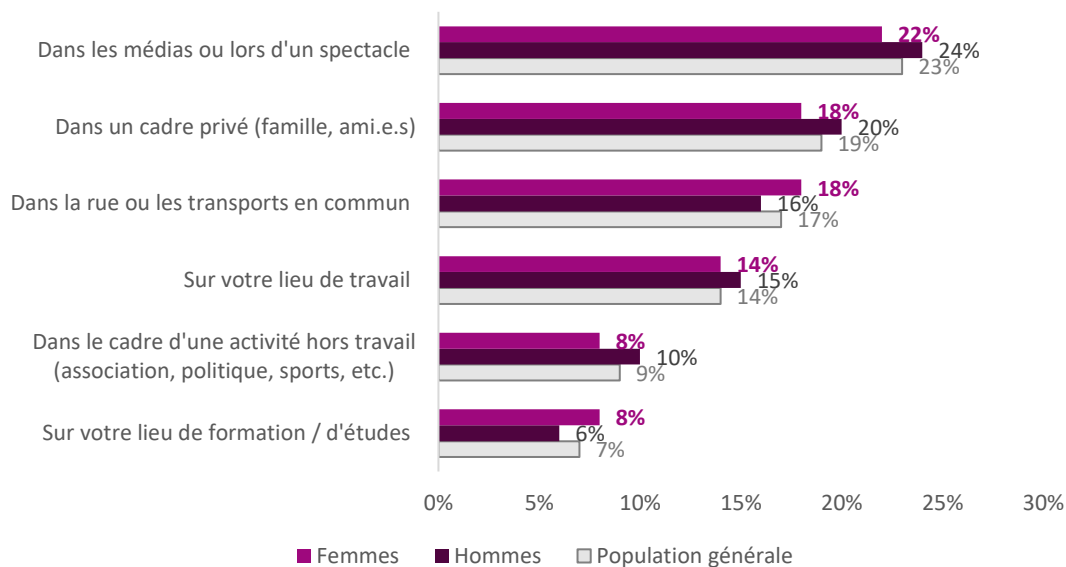
⁹³ L'étude a été réalisée par le CRÉDOC à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

⁹⁴ Solen Berhuet, Sandra Hoibian, 27 février 2018, Quelques éléments sur les discriminations liées au sexe et le sexisme ordinaire

Graphique 51 – Des hommes et des femmes également attentifs à ce type de propos

« Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu une blague que vous jugez sexiste... »

Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2018

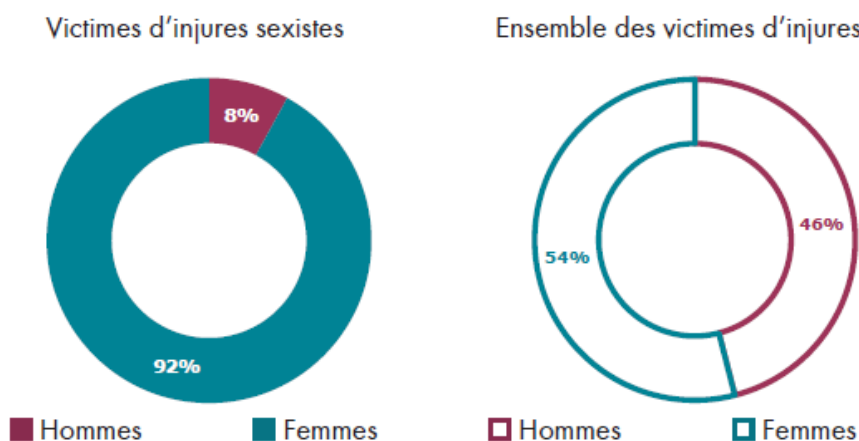
Une hausse des injures sexistes ou une moindre acceptation sociale ?

L'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP) définit le sexisme comme « tout comportement discriminatoire fondé sur le sexe de la personne visée. Il prend sens dans un problème plus large qui renvoie à l'égalité entre hommes et femmes »⁹⁵. Entre 2010 et 2016, **les injures sexistes ont progressé de 40%** pour s'établir à 1 371 000 en 2016 selon les données de l'observatoire. Cette progression peut être le signe d'une hausse des comportements injurieux sur la période, mais aussi le signe d'une **moindre acceptabilité sociale**. Les résultats de la dernière enquête « Cadre de vie et sécurité » indiquent que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à souligner le caractère sexiste des injures subies. « Neuf victimes d'injures sexistes sur dix sont des femmes, alors qu'elles représentent un peu plus de la moitié des victimes d'injures dans leur ensemble »⁹⁶. Les injures sont majoritairement proférées dans la rue ou dans les transports en commun.

⁹⁵ Keltoume Larchet, 2018, « Les injures sexistes. Exploitation des enquêtes Cadre de vie et sécurité », Observatoire National de la Délinquance et des réponses pénales, ONDRP, Grand Angle n°47, mars 2018, p.5

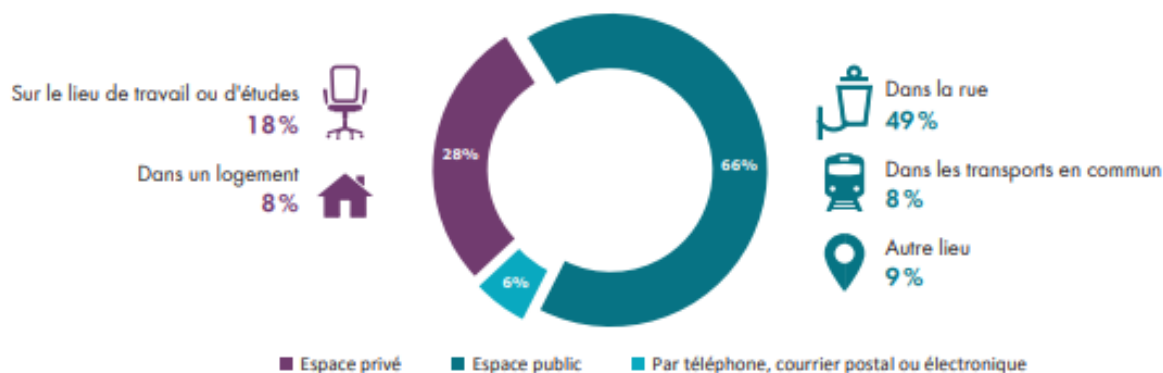
⁹⁶ *Ibid.*, p.9

Graphique 52 – Une surreprésentation des femmes parmi les victimes d’injures sexistes



Source : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité », Insee-ONDRP-SSMSi, 2007-2017
 Champ : Personnes âgées de 14 ans ou plus et résidant en France métropolitaine

Graphique 53 – Plus de la moitié des injures sexistes sont prononcées dans les espaces publics



Source : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité », Insee-ONDRP-SSMSi, 2007-2017
 Champ: Personnes âgées de 14 ans ou plus et résidant en France métropolitaine

VI - Les ressorts de la colère – miroir en creux des valeurs de la société

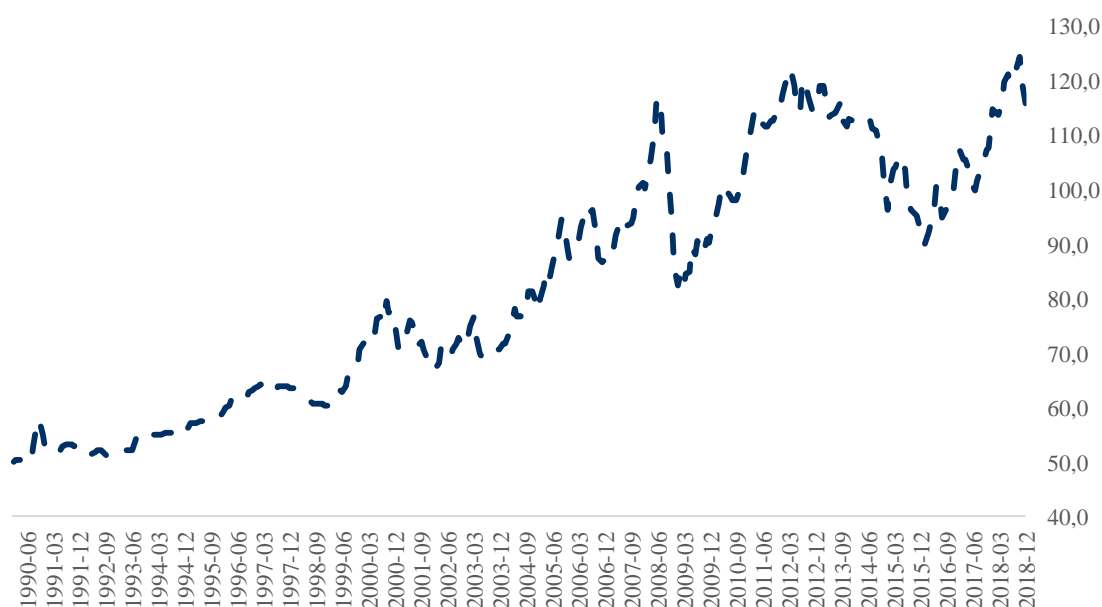
Polarisation du marché de l'emploi, progression des dépenses contraintes, diminution de l'acceptabilité des inégalités, sentiment d'être les perdants de la compétition, et exclus de la consommation... Nous avons abordé quelques-uns des ressorts du mouvement social ayant focalisé l'attention ces derniers mois. Nous avons cherché à aller plus loin, et renverser la perspective de l'analyse pour comprendre, au-delà les ressorts du mouvement ce que dit finalement cette colère de notre société actuelle.

1. La France des ronds-points- la peur du surplace dans une société de la mobilité

Le mouvement des Gilets jaunes est initialement né d'une colère face à l'**augmentation du coût des carburants** mettant sous le feu des projecteurs médiatiques et politiques des difficultés de **mobilité** qui sont d'autant plus forte que la société valorise celle-ci. De fait entre octobre 2017 et octobre 2018, les prix du gazole augmentaient de 22,6%, ceux de l'essence de 14,6%.

Graphique 54 – Les prix des carburants en augmentation sur longue période

Indice des prix à la consommation - Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme



Source : Insee

Rappelons qu'en parallèle, la place occupée par la **mobilité** dans la vie des Français progresse : en termes de km parcourus. On est ainsi passés de 849,5 milliards de voyageurs-km en 2005 à 956 milliards en 2016 soit une augmentation de 12,5% en une dizaine d'année⁹⁷. Les enquêtes emploi du temps de l'INSEE mesurent une **hausse des temps de transports** de 7 minutes pour les trajets domicile-travail entre 1999 et 2010⁹⁸. L'enquête Conditions de vie corrobore ces résultats (+8 minutes

⁹⁷ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat, Data lab transport, Les chiffres clés du transport, édition 2018, mars 2018, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2018-10/datalab-31-chiffres-cles-transport-mars2018-c.pdf>

⁹⁸ RICROCH Layla et ROUMIER Benoit (2011), « Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'internet », Insee résultats, n°1377, Novembre 2011, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1377/ip1377.pdf>

en moyenne entre 2001 et 2019). La part des personnes passant plus de 20 minutes pour se rendre à leur travail est passée en vingt ans de **38% à 53%** (entre 2001 et 2019). Ces évolutions s'accompagnent de changements dans les représentations. Loin des anciennes figures où la sédentarité était valorisée en opposition au vagabond sans statut, **l'imaginaire contemporain accole à la mobilité de fécondes et positives associations**. Anne Barrère, Danilo Martuccelli⁹⁹ décrivent les multiples connotations dans la littérature articulant la mobilité à la recherche d'une transformation existentielle, la marche vers une vie meilleure, une forme d'emprise sur le monde, la possibilité de se confronter à l'altérité dans un monde exaltant un « *individu ultra-mobile, hyper-malléable et indéfiniment adaptable* » (Taguieff, 2004¹⁰⁰). Barrère et Martuccelli montrent que la « *représentation fantasmée de la mobilité généralisée de certains individus produit [même une forme] d'enclavement individuel chez d'autres [...] C'est parce qu'ils vivent dans un monde qui survalorise le mouvement, que la mobilité empêchée ou impossible englué certains personnages dans le malaise existentiel. Ne pas pouvoir bouger est plus que jamais un signe d'impuissance sociale.* »

Le CRÉDOC et l'IRES ont mené une étude de très large envergure à partir de groupes qualitatifs de consensus pour l'ONPES pour établir des **budgets de référence en partant des besoins exprimés par les Français** dans différents types de territoires, notamment en villes moyennes et en territoire rural. Dans le domaine de la **mobilité**, elle révèle que les Français considèrent que pour vivre « décentement » se nourrir, se loger mais aussi pouvoir participer à la vie sociale, il est considéré comme nécessaire :

- En **territoire rural**, en raison de l'offre de transports en commun inexistante ou inadaptée aux besoins, de posséder **une voiture par adulte** pour les ménages d'actifs comme pour les ménages de retraités.
- En **ville moyenne**, de posséder **une voiture par ménage**, que l'on soit ou non actif et que l'on ait ou non des enfants. Pour les ménages comptant deux adultes, le besoin de mobilité est complété par un abonnement aux transports en commun.

Des besoins qui entraînent des coûts à l'achat de véhicules mais aussi, les dépenses de carburant, les frais d'entretien, d'assurance et de contrôle technique. Les transports représentent ainsi 10,3% des dépenses de consommation¹⁰¹.

Or, **91% des Gilets jaunes sont automobilistes**, contre 81% des Français en moyenne. 12% d'entre eux utilisent leurs véhicules pour des déplacements quotidiens entre 50 et 200 km, deux fois plus qu'en moyenne nationale. Le prix des carburants, dans des budgets déjà contraints n'est pas négligeable. Probablement en liaison avec le prix de celui-ci, 36% des Gilets jaunes estiment que le **Diésel serait le carburant idéal**, contre 24% en moyenne et seulement 16% chez les personnes exprimant leur hostilité au mouvement. L'affinité pour les carburants fossiles est très forte chez les Gilets jaunes, et l'électricité comme source d'énergie alternative n'est pas vraiment considérée comme une option. Seulement 12% des Gilets jaunes la jugent idéale pour un véhicule, deux fois moins que chez les personnes hostiles au mouvement (21%). Parmi les actions individuelles mises en œuvre fréquemment pour protéger l'environnement, seuls 14% des Gilets jaunes optent pour un choix de modes de déplacement plus écologiques. Ils sont 18% des Français à ce faire et 21% parmi les personnes se déclarant opposées au mouvement. Choisir un mode de transport alternatif et vert à la voiture semble une action **difficile** à

DUMONTIER Françoise et PAN KE SHON Jean-Louis, « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », Insee première, N°675, octobre 1999, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip675.pdf

⁹⁹ Anne Barrère, Danilo Martuccelli « La modernité et l'imaginaire de la mobilité : 'inflexion contemporaine », Cahiers internationaux de sociologie 2005/1 (n° 118), p. 55-79.

¹⁰⁰ Taguieff P.-A., Le sens du progrès, Paris, Flammarion, 2004.

¹⁰¹ Selon les Comptes nationaux annuels 2017, INSEE

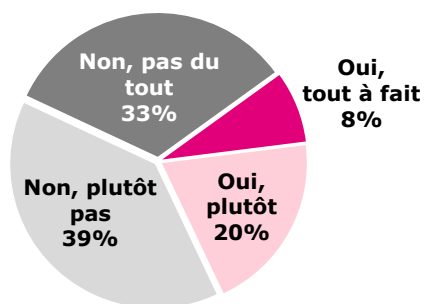
mettre en œuvre à près de quatre Gilets jaunes sur dix (38%), contre 33% des Français en moyenne. Il faut dire que l'on observe une surreprésentation des populations des **communes rurales** chez les Gilets jaunes. L'habitat rural réunit, non sans conflit, des ménages populaires chassés des centres villes et parfois même de l'espace périurbain, des travailleurs agricoles, agriculteurs, des retraités ou encore familles cherchant à quitter des quartiers difficiles, des jeunes couples de professions intermédiaires ayant pour la plupart subi un sentiment de déclassement à la suite de leur éloignement résidentiel de leur lieu de travail qui se trouve plus proche des villes¹⁰². Comment répondre à la valorisation de la mobilité lorsque les prix des carburants augmentent et que l'on est dépendant de la voiture ?

2. Le sentiment de vivre dans un territoire délaissé des pouvoirs publics

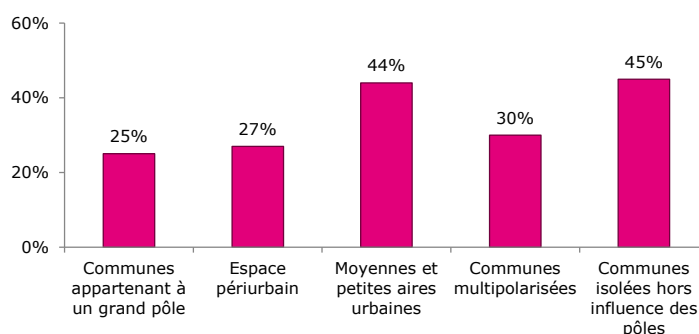
Au-delà de la question de la mobilité, se lisent également des préoccupations par rapport aux **services publics**. Rappelons qu'en 2017 des travaux menés par le CRÉDOC¹⁰³ pour le CGET comptabilisaient que trois Français sur dix partagent un **sentiment de délaissement territorial**. Ce sentiment culmine chez les habitants des **communes situées en dehors de l'influence des grandes aires urbaines**, pôles d'activité économiques, **qu'il s'agisse des communes isolées ou des communes situées dans des pôles de plus petite taille**. Il est également très fortement lié à la situation du territoire dans son ensemble (taux de pauvreté, chômage) mais aussi à **la situation de chacun** : les plus pauvres (36%), les non diplômés (33%), et les chômeurs (39%) expriment plus que les autres le sentiment que le territoire dans lequel ils vivent est délaissé par les pouvoirs publics¹⁰⁴. L'attente d'action et de **services publics** tient donc **autant aux caractéristiques du territoire qu'à la situation des personnes**.

Graphique 55 – 3 Français sur dix ont le sentiment de vivre dans un territoire délaissé des pouvoirs publics

Avez-vous le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ?



Sentiment de délaissement selon le zonage en aires urbaines
Cumul des réponses « oui tout à fait » et « oui plutôt »



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, 2016

L'espace périurbain est ici défini comme par les communes appartenant à la couronne d'un grand pôle, y compris les communes multipolarisées des grandes aires urbaines. La catégorie « communes multipolarisées » exclue les communes multipolarisées des grandes aires urbaines.

¹⁰² France Stratégie, *Lignes de faille – Une société à réunifier*, Rapport, oct. 2016.

¹⁰³ Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Les Français et leurs territoires : vécus et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics, novembre 2017, <https://www.credoc.fr/publications/les-francais-et-leurs-territoires-vecus-et-attentes-vis-a-vis-des-pouvoirs-publics-1>

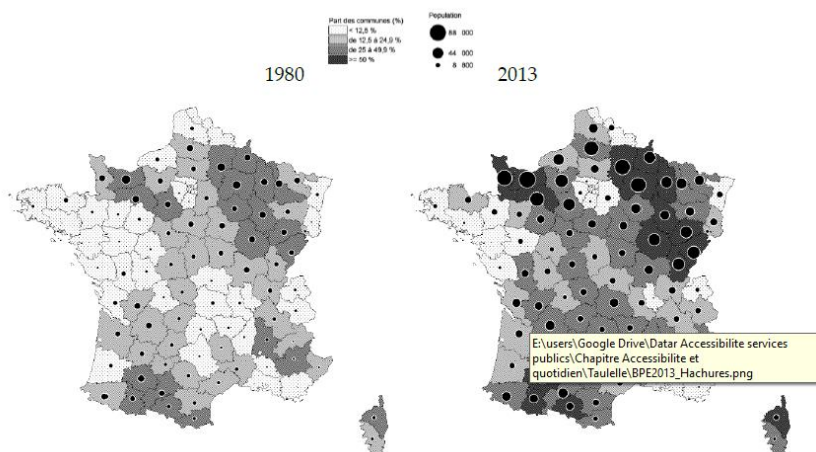
¹⁰⁴ Ces effets se confirment « toutes choses égales par ailleurs » : à caractéristiques territoriales économiques équivalentes, les mieux dotés en capital culturel et économique, certainement mieux outillés pour mobiliser les ressources des territoires dans lesquels ils vivent, expriment nettement moins souvent le sentiment de vivre dans un endroit qui n'est pas vraiment pris en compte par l'action publique.

Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal, dans leur précieux travail à partir des données de la statistique publique distinguent trois périodes : une longue période d'essor spectaculaire des services publics avec une accélération notable à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle ; puis entre les années 90 et aujourd'hui, « *les **commerces de proximité** reculent face à la progression fulgurante de la grande distribution; les **services sanitaires et sociaux se diffusent** en lien avec la dispersion relative de la population et son vieillissement, notamment en zones périurbaines et rurales ; les **services publics résistent mieux** que les commerces, au moins jusqu'à la fin des années 1990* ». Et enfin, depuis trente ans, « **la majorité des services publics, parmi les 15 qu'il est possible de suivre entre 1980 et 2013 connaissent un net repli de leur présence sur le territoire**, dû à un nombre de fermetures généralement bien supérieur à celui des ouvertures. Le recul concerne les écoles primaires et maternelles, avec une disparition dans une commune sur quatre (-24 %), les bureaux de poste (-36 % des communes), les perceptions (-31 %), les gendarmeries (-13 %), les gares (-28 %), les maternités (-48 %) et les hôpitaux (-4 %). Cette régression des services affecte surtout les petites **communes rurales, les bourgs et les petites villes** ».

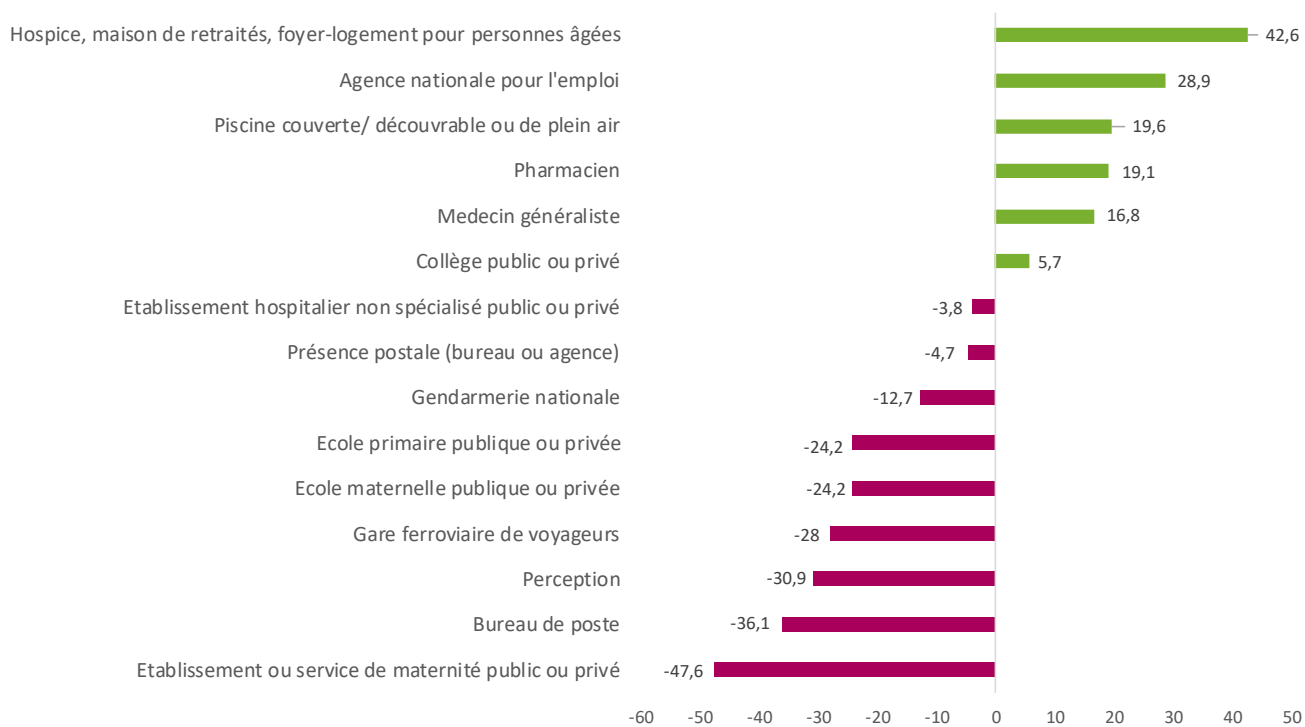
Notons toutefois que le mouvement est différencié suivant les services : **maisons de retraite, pharmaciens, médecins généralistes et agences pour l'emploi sont aujourd'hui plus présents sur le territoire qu'en 1980**, en réponse à des besoins grandissants (vieillesse, chômage).

Graphique 56 – En trente ans un repli de la présence territoriale des services publics

Part des communes n'ayant aucun des quinze services en 1980 et 2013 par département . Les 15 services comptabilisés sont : gendarmerie, perception, pôle emploi (ou agence nationale pour l'emploi), présence postale (bureau, agence/relais), école maternelle, école élémentaire, collège, piscine, hôpital, service de maternité, médecin généraliste, pharmacien, maison de retraite, gare de voyageurs



Taux de croissance du nombre de communes équipées entre 1980 et 2013



Source : Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal à partir de Insee, SCEES, inventaire communal de 1980; Insee, base permanente des équipements de 2013, recensements de la population de 1975 et 2013 105

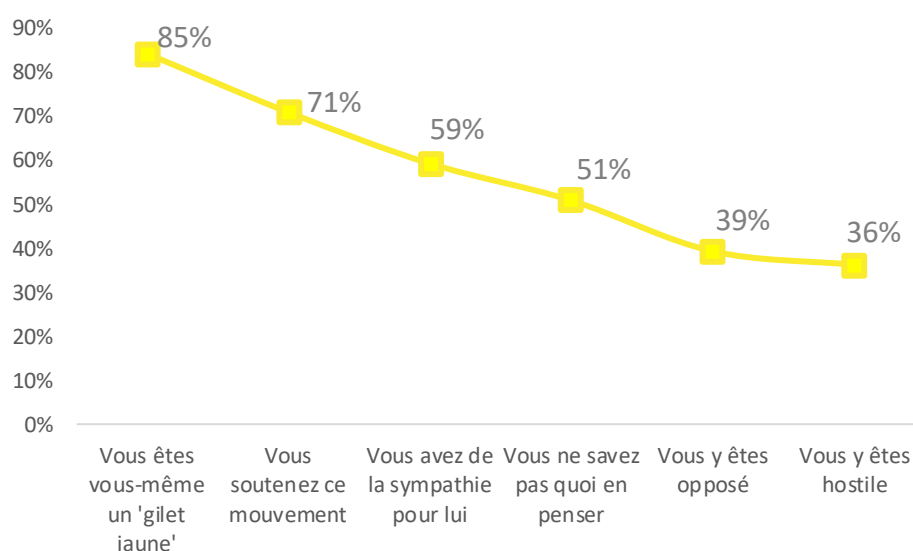
¹⁰⁵ Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal, Quelle évolution de la présence des services publics en France ?, INRA, UMR1041 CESAER, Université Bourgogne Franche-Comté, AgroSup Dijon, F-21000 Dijon, France

3. La visibilité en jaune fluo dans une société où l'attention est rare

La question de l'**invisibilité sociale**, de la présence dans notre société de « groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales »¹⁰⁶ ou les médias n'est pas nouvelle¹⁰⁷. Rosanvallon évoquait ainsi « l'impression d'abandon [qui] exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris, pas écoutés. Le pays, en un mot, ne se sent pas représenté »¹⁰⁸. Nous avons cherché dès 2015 à cerner ce phénomène¹⁰⁹ et montré **une omniprésence du sentiment d'invisibilité** puisque la **moitié des Français estimaient déjà être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés invisibles**, qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias. Le taux est toujours de **58% en 2019**. Il culmine à **85% chez les Gilets jaunes, et 71% chez leurs soutiens**, contre seulement 36% chez les personnes hostiles au mouvement. Faut-il rappeler que dans sa fonction première le gilet jaune est **un gilet de « haute visibilité »** destiné à améliorer la visibilité d'une personne évoluant en bordure de chaussée en situation dangereuse ou sur un chantier pour améliorer la protection individuelle.

Graphique 57 – Le soutien au mouvement proportionnel au sentiment d'invisibilité

Avez-vous le sentiment d'être confronté(e) personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? % très souvent ou assez souvent



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, 2019

Que se cache-t-il derrière ce sentiment d'invisibilité ? Sept grands registres de discours, issus de questions « ouvertes » où les interviewés pouvaient s'exprimer librement avaient été mis à jour dans nos travaux menés en 2015. Tout d'abord l'impression d'être oublié des médias et des pouvoirs publics se nourrit d'un quotidien grevé de **difficultés très diverses** (plus de 38 thématiques différentes émanent des réponses spontanées de la population). Plutôt qu'une absence totale de visibilité

¹⁰⁶ ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *La Lettre*, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

¹⁰⁷ BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.

¹⁰⁸ ROSANVALLON Pierre, *Le parlement des invisibles*, Éditions du Seuil, Raconter la vie, 2014.

¹⁰⁹ Nelly Guisse et Sandra Hoibian, *La France des invisibles*, Collection des rapports n°327, mars 2016 <https://www.credoc.fr/publications/la-france-des-invisibles>

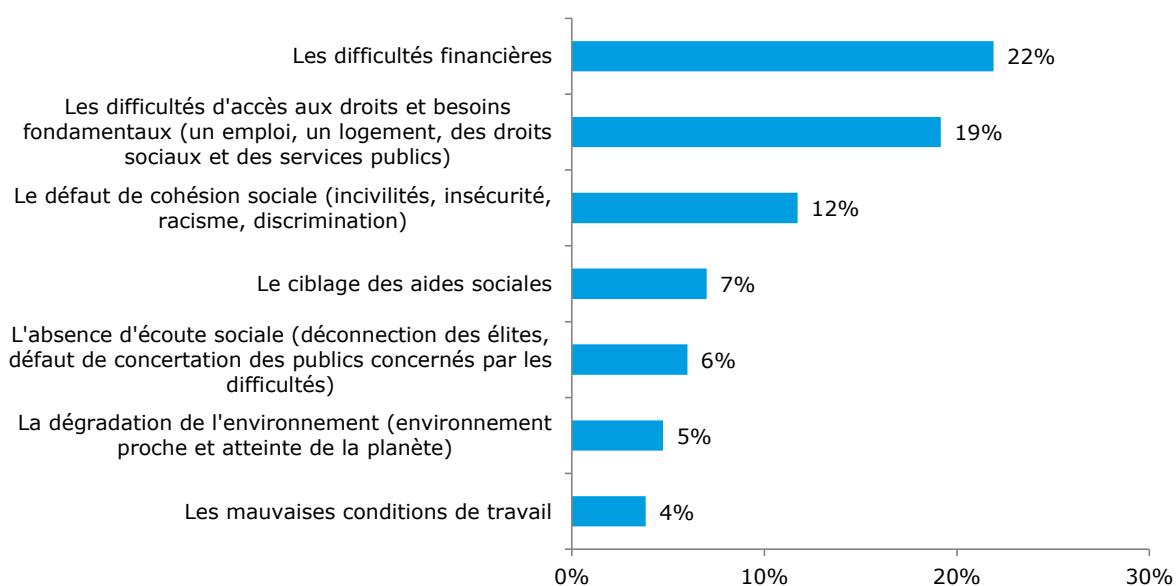
médiatique ou qu'un défaut complet de prise en compte par les pouvoirs publics, l'invisibilité semble résulter d'un **déficit d'écoute sociale** ou d'une **mauvaise appréhension des problématiques** par les pouvoirs publics ou les médias qui peut renvoyer :

- au sentiment d'un **manque d'efficacité** ou d'adéquation des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics, à la persistance voire l'aggravation des difficultés,
- au sentiment que le message relayé par les médias est **globalisant** en ce qu'il ne correspond pas réellement au vécu qu'ils en ont personnellement, à la spécificité de leur propre situation et des difficultés auxquelles ils font face : *au-delà de l'accès à l'emploi, la question de l'accès à l'emploi durable est peu visible ; au-delà de la baisse du pouvoir d'achat en général, les difficultés des petites retraites ou des jeunes isolés, étudiants ou sans emploi ; au-delà de l'accès au logement, l'absence de perspective sur la possibilité d'accéder à la propriété, le sentiment d'être piégé dans un logement où le poids des dépenses contraintes conduit à des restrictions ; au-delà de mots valises tels que l'insécurité, les incivilités vécues au quotidien dans l'espace public.*

Nous mettons en évidence une typologie de **sept grands registres qui venaient nourrir le sentiment d'invisibilité, qui semble toujours d'une grande actualité.**

Graphique 58 – Les sept grands registres des difficultés « invisibles » évoquées par les Français en 2015 avant la crise des Gilets jaunes

Pourcentages des difficultés exprimées par les personnes se disant confrontées des difficultés importantes que les médias et pouvoirs publics ne voient pas vraiment et rapportés à l'ensemble de la population



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Devenir visible est d'autant un enjeu que pour la population, l'invisibilité a comme premier effet des conséquences individuelles. Être invisible socialement **accentuerait d'abord les difficultés des personnes concernées (52%)**, jusqu'à les **exclure de la société (47%)**. Les catégories les plus modestes de la population, sans doute plus fragiles, expriment plus que les autres cette crainte d'une aggravation de la situation des invisibles. Viennent ensuite le risque de **création de conflits et de tensions (43%)**, et l'avènement d'une **société moins solidaire (32%)**. Cet impact sur la solidarité est d'autant plus

souvent souligné que l'âge décroît, les jeunes ayant peut-être le sentiment d'être les laissés pour compte d'une société dans laquelle leur insertion sociale et professionnelle apparaît de plus en plus difficile.

Là encore **le mouvement des Gilets jaunes offre une forme de précipité des fondements de notre société actuelle**. Être visible, entendu, écouté, prend d'autant plus d'importance que la **reconnaissance** est un besoin fondamental de nos sociétés actuelles¹¹⁰. **Savoir se raconter**, produire du sens à partir de récits heurtés et de parcours de vie non linéaires (Ricoeur) devient nécessaire pour exister et se faire reconnaître par des autres significatifs dans une **société hyper connectée**, où l'attention qui est portée aux individus est une ressource rare au milieu d'un flux incessant d'information.

4. La radicalité devient plus légitime - la sécession du moi

C'est précisément ce sentiment d'invisibilité **qui semble légitimer la possibilité de recours à la radicalité**.

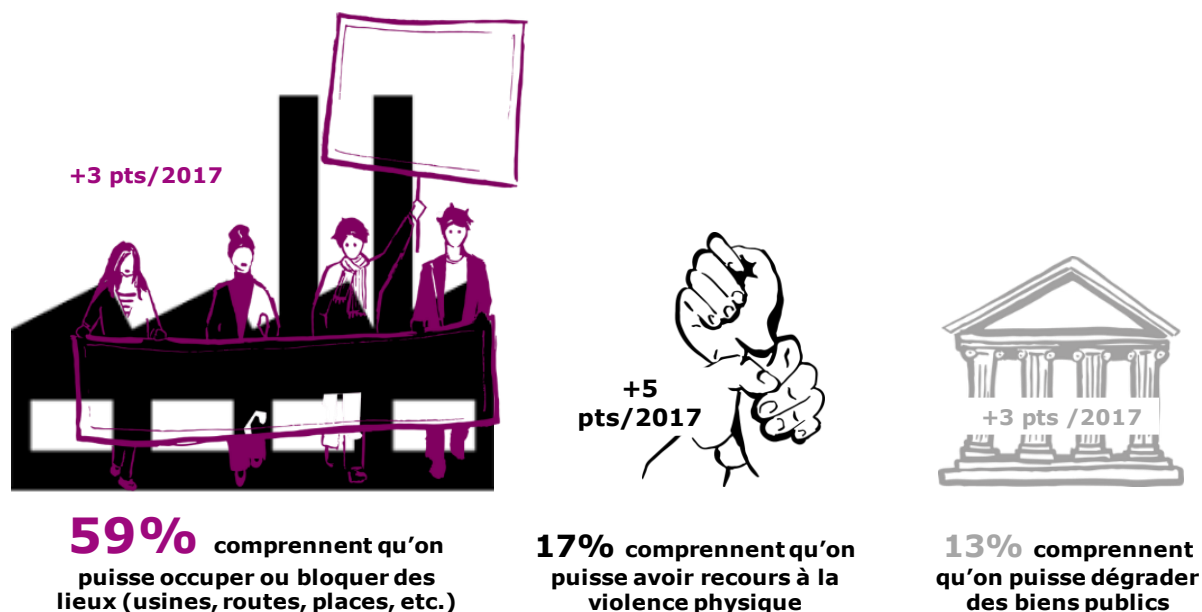
L'an dernier nous pointions déjà un soutien à des formes d'actions radicales comme formes d'actions l'occupation ou le blocage de certains lieux, le recours à la violence physique ou la dégradation de biens publics, dans un contexte de confrontations autour de l'aéroport de Notre dame des Landes. Ce soutien était particulièrement fort chez les bas revenus, les jeunes.

Cette année, les Français, dans leur ensemble, semblent **accepter encore un peu plus facilement que l'an dernier** ces différentes formes d'actions (+3 à +5 points). L'occupation et le blocage bénéficient de l'assentiment du plus grand nombre (59%, +3 points), le recours à la violence physique et la dégradation de biens publics restent majoritairement perçus comme injustifiés aux yeux de nos concitoyens mais leur légitimité gagne du terrain : 17% (+5 points en un an) comprennent qu'on puisse avoir recours à la violence physique pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, et 13% (+3 points) qu'on puisse dégrader des biens publics.

¹¹⁰ Sur ce sujet voir, Lucie Brice, Patricia Croutte, Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Franck Lehuède, 2016 A Paris comme ailleurs : Fluctuat nec mergitur, Note de conjoncture sociétale 2015, sur souscription.

Graphique 59 – Le soutien à des formes d'action radicales progresse

Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, comprenez-vous qu'on puisse avoir recours aux actions suivantes ?



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Comme l'an dernier, les groupes les plus défavorisés (**bas revenus, chômeurs, ouvriers ...**) ainsi que les **jeunes** sont plus enclins à comprendre des actions de ce type. Au sein de ceux qui se disent Gilets jaunes au moment de l'enquête, le recours à ces possibles actions est encore plus largement admis puisque 88% comprennent qu'on puisse bloquer des lieux (+29 points par rapport à l'ensemble de la population), 49% qu'on puisse avoir recours à la violence physique (+32 points) et 38% qu'on puisse dégrader des biens publics (+25 points).

On aurait pu s'attendre à ce que les pillages et actes de vandalisme fortement médiatisés sur les chaînes d'information en continu aient limité la compréhension à la radicalité. À part chez les indépendants et les cadres chez qui le soutien à ce type d'action a eu tendance à diminuer, on constate une **progression dans l'ensemble de la société**. Davantage qu'idéologique, la violence est valorisée pour sa fonction instrumentale : avec l'idée que ce n'est que par la violence que chacun peut obtenir gain de cause. Elle s'explique ainsi par la volonté d'être entendu.

5. Être audible dans la « société du spectacle »¹¹¹

Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, dans une publication récente, décrivent le cadre théorique de ce qu'ils dénomment **l'économie « de l'enrichissement »**¹¹². L'économie de l'enrichissement « *suppose toujours le recours à un **dispositif narratif** afin de sélectionner, dans la multiplicité phénoménale, certaines des différences que présente une certaine chose. (...) En ce sens, les économies de l'enrichissement ont pour principale ressource **la confection et la mise en forme des différences et des identités. Ces identités, conférées aux choses pour en accroître la valeur, et pour en justifier le prix, sont souvent des identités régionales ou nationales.** ».*

Le mouvement des Gilets jaunes offre un **dispositif narratif de nature à visibiliser et donner la valeur au mouvement** : les manifestations sont dénommées « des actes » comme au théâtre, le gilet jaune donne une visibilité et unité visuelle inédite qui fera ensuite des émules (les stylos rouges, ...), le blocage des ronds-points offre des images spectaculaires, les marches sur les Champs Élysées, lieu réputé au niveau international et d'ordinaire peu souvent mobilisé pour des manifestations présentent un caractère de nouveauté et sur des lieux et disent la colère par rapport à la consommation de luxe, les actes de violence contribuent à la diffusion en boucle sur les chaînes d'information continue.

L'analyse d'influenceurs sur **Twitter**, lieu de prise de parole investi plutôt par les élites, jeunes, à fort capital culturel et intéressées par la sphère publique¹¹³, est de ce point de vue riche d'enseignement. **L'écho donné par les influenceurs au mouvement des Gilets jaunes** est sans commune mesure avec celui de la marche pour le Climat, ayant pourtant rassemblé 130 000 manifestants en septembre et octobre, soit des ordres de grandeur similaires. Le pic des tweets autour des Gilets jaunes est dans le détail davantage lié au **nombre d'interpellations** qu'au nombre de manifestants. Il culmine autour du **8 décembre, date marquée par des affrontements violents** autour de l'Arc de triomphe, qui n'est pourtant pas la manifestation ayant rassemblé le plus de personnes.

¹¹¹ La Société du spectacle est un essai de Guy Debord publié initialement le 14 novembre 1967 qui décrit notamment un « rapport social entre des personnes médiatisées par des images ».

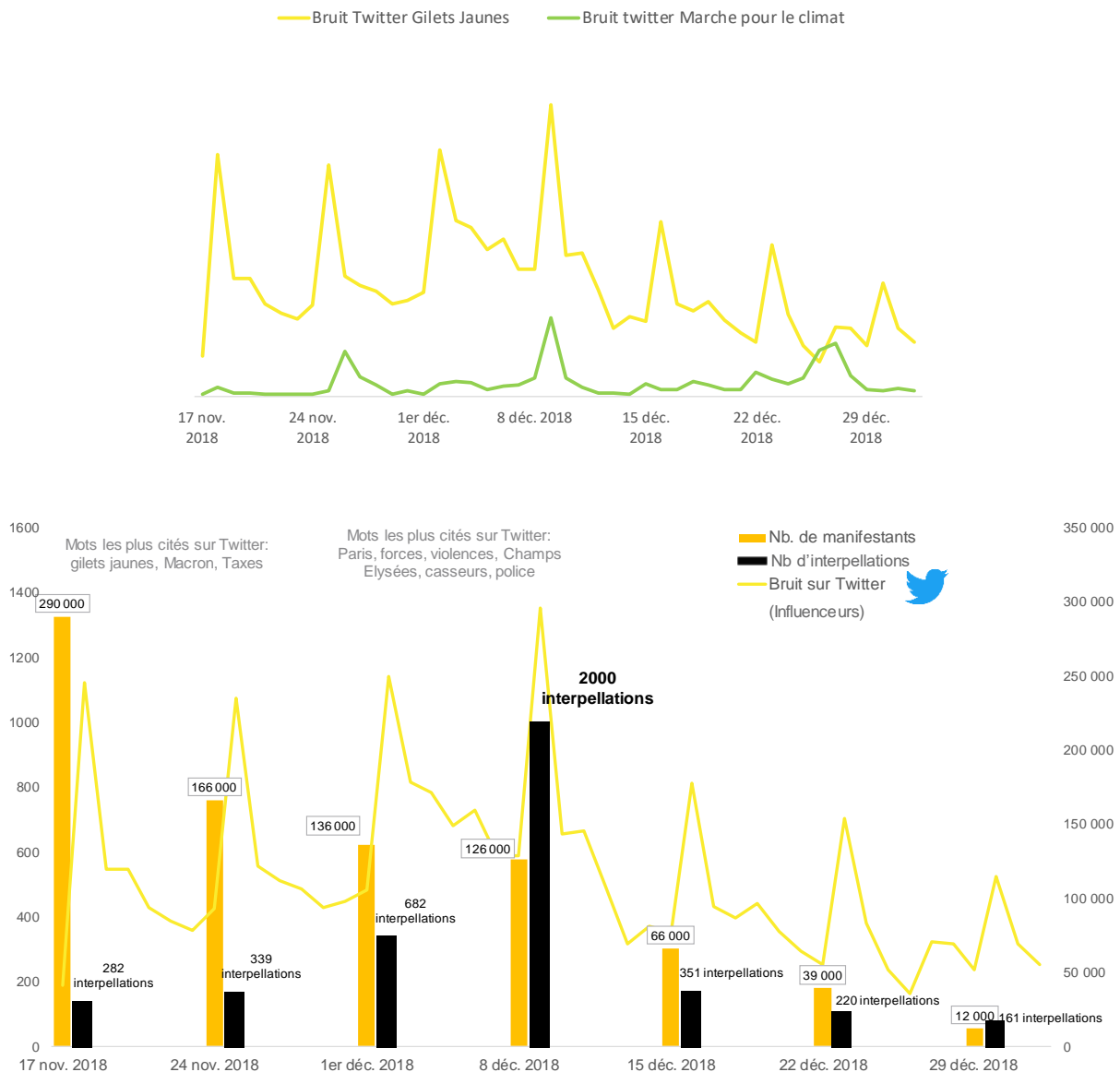
¹¹² Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, L'économie de l'enrichissement et ses effets sociaux, 2017

¹¹³ Boyadjian Julien, « Twitter, un nouveau « baromètre de l'opinion publique » ? », Participations, 2014/1 (N° 8), p. 55-74. DOI : 10.3917/parti.008.0055. URL : <https://www.cairn.info/revue-participations-2014-1-page-55.htm>

Graphique 60 – La société du spectacle au travers du mouvement des Gilets jaunes

Tweets de leaders d'opinions sur les Gilets jaunes et sur la marche sur le climat

Quantification du nombre de tweets intégrant les termes « Gilets jaunes » « GJ » ou « RIC » chez des influenceurs (c'est-à-dire vus par plus de 5000 personnes, et/ou ayant déclenché plus de 500 marques d'engagement comme des likes, des shares, des réactions de followers)¹¹⁴



Source : CRÉDOC, Analyse des tweets d'influenceurs sur le réseau Twitter à partir de l'outil Talkwalker

¹¹⁴ L'analyse porte sur une quantification du « bruit » journalier sur Twitter entre le vendredi 9 novembre et le 31 décembre 2018. Nous avons constitué un échantillon en apposant les filtres suivants :

- Pour les « gilets jaunes » Tout type de tweet mentionnant #GJ, #GiletsJaunes ou #RIC. L'écriture de ces mots (minuscules, majuscules, utilisation d'espaces ou non) n'impacte pas le fonctionnement de l'algorithme qui ignore ce type de variation. Pour la marche pour le climat : « #climat » OU « climat »
- Les « Retweets » ont été exclu de l'analyse afin d'éviter les doublons et les comptages multiples
- Sont pris en compte uniquement des Tweets dont le « reach » (la couverture du message, i.e. la proportion d'internautes ou d'individus ayant été exposé au message) est supérieur à 5000. Autrement dit, le message recensé par l'algorithme a été

La population est parfaitement consciente de ces phénomènes. Lorsqu'on leur demandait, en 2015, d'expliquer le **phénomène d'invisibilité sociale**, les Français plaçaient en tête des raisons **l'individualisme** (« chacun ne pensant qu'à ses problèmes » 50%), et tout de suite derrière un **sensationnalisme des médias** (42%).

La **nécessité de se mettre en scène** s'explique par des mouvements de société profonds. La fin du XXème siècle, à **partir des années 60 ou 70** selon les auteurs, marque une étape d'accélération d'une **société en perpétuelle recomposition**. Dans la « modernité liquide », Bauman décrit une société qui évolue tellement vite que les hommes n'ont pas le temps de s'y adapter. D'autres sociologues (Beck, Giddens) mettent en avant **un monde d'incertitudes**, marqué par **la séparation du temps et de l'espace** : la co-présence n'est plus nécessaire, des relations existent avec un autrui absent, avec lequel on n'est jamais en face à face. Les relations sociales sont « délocalisées » et mobilisent des **intermédiaires** : on pourra prendre comme exemple le fulgurant essor des réseaux sociaux en ligne, des réseaux de rencontre amoureuses, ou le développement du « *speed recruiting* », etc. Les rencontres ne sont pas nécessairement moins authentiques qu'avant où elles pouvaient être arrangées ou même forcées par la famille, l'institution, etc. mais elles nécessitent de **mettre en avant une « image de soi »**, dans un monde où un phénomène ne semble « *poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire.* »¹¹⁵.

VII – Liberté chérie – la quête de soi comme horizon

1. La progression du sentiment d'être entravé...

Au-delà du besoin infini de reconnaissance et de visibilité, une des sources du malaise mis à jour par la crise des Gilets Jaunes réside dans le décalage entre l'envie (l'injonction ?) toujours plus grande d'être **un individu en pleine capacité d'agir** et le sentiment d'être toujours en prise avec des contraintes, des empêchements. L'évolution constatée sur ce plan entre 2012 et 2019 est signifiante : en 2012, la moitié des Français déclarent être « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'ils se sentent libres de vivre leur vie comme ils l'entendent. La proportion n'est plus que de 32% en janvier 2019, soit -27 points en l'espace de sept ans.

vu par plus de 5000 personnes différentes. OU des Tweets dont « **l'engagement** » est supérieur à 500. L'engagement mesure le taux de réactions à un Tweet via des likes, des shares, des réactions de followers (inscriptions) etc.

d *In fine*, l'application de ces filtres a permis constituer un échantillon de 23 920 tweets recensés en France entre le 9 novembre et le 31 décembre 2018 sur les Gilets jaunes et 2972 sur la marche pour le climat (soit dix fois moins)

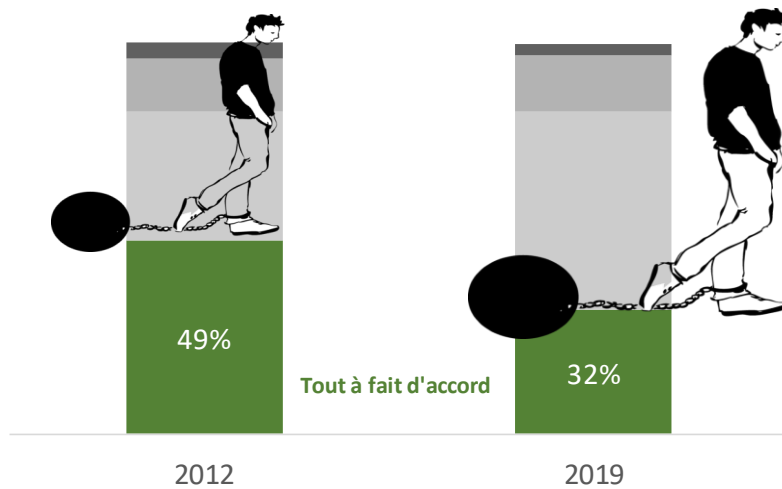
Des recherches universitaires américaines (O'Connor et al., 2010 ; Tumasjan et al., 2010 ; Jungherr, Jürgens, Schoen, 2011) soulignent le lien entre « bruit » online et effets offline. Selon ces théories la constitution de l'opinion publique est tributaire d'opinion leaders (aujourd'hui appelés « influenceurs ») sur les réseaux sociaux. Un influencer que nous avons identifié en fonction avec des indicateurs de « reach » et « engagement » élevés.

¹¹⁵ BEAUD Stéphane, CONFAYREUX Joseph, LINDGAARD Jade (dir), *la France invisible*, Paris, Editions La Découverte, 2006.

Graphique 61 – Le sentiment de vivre sa vie comme on l’entend est en diminution

« Etes-vous d’accord ou pas avec l’affirmation suivante : « Je me sens libre de vivre ma vie comme je l’entends »

- Champ : population française, en %



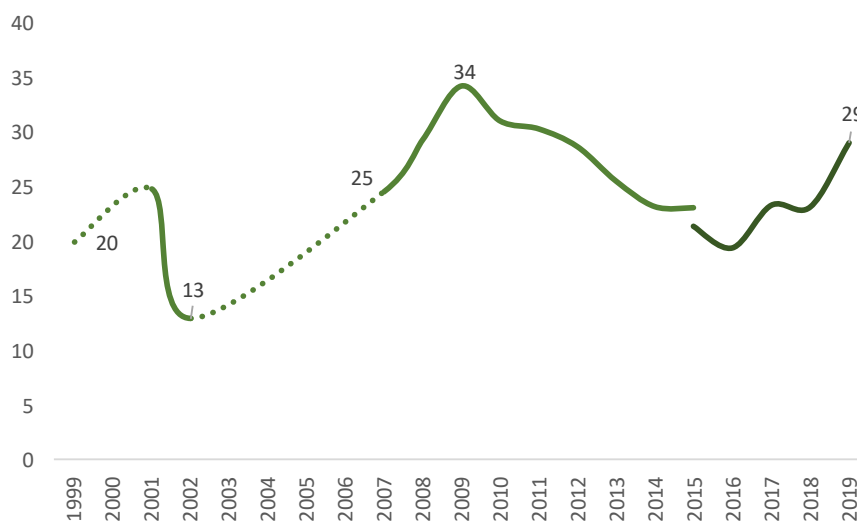
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » juin 2012 et janvier 2019

L’attente pour une plus grande liberté est également visible dans un autre indicateur présent dans le dispositif depuis plus longtemps. L’enquête interroge la population sur l’attente de plus d’ordre ou de plus de liberté pour **que la société française « fonctionne mieux »**. Systématiquement une très nette majorité penche clairement pour une demande d’ordre. Mais cette année, alors même que le contexte est marqué par de nombreuses manifestations qui auraient pu amplifier l’attente d’ordre, la demande de **plus de liberté** semble progresser nettement (+6 points entre 2018 et 2019, +9 points entre 2015 et 2019).

Graphique 62 – L’attente d’une société avec davantage de liberté est en progression

Selon vous, la société française a-t-elle aujourd’hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d’ordre ou de plus de liberté ?

% plus de liberté - Champ : population française



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Là encore le mouvement des Gilets jaunes **donne à voir la partie immergée de l'iceberg de ce désir de liberté**. Les plus hostiles au mouvement se voient comme très libres de leurs propres vies et parcours : 45% d'entre eux (contre 32% en moyenne dans la population française) se disent tout à fait d'accord avec l'idée qu'ils peuvent mener leur vie comme bon leur semble. À l'autre bout du spectre, les **Gilets jaunes**, se disent eux-aussi souvent « libres de vivre leur vie comme ils l'entendent ». Compte tenu des nombreuses contraintes et difficultés auxquelles nous avons vu qu'ils sont confrontés (bas revenus et difficultés à boucler les fins de mois, handicap, accidents de vie...), il nous semble que cette affirmation tient possiblement d'une **revendication**, d'un souhait affiché de faire partie de cette société et d'accéder à la liberté qu'elle est censée procurer.

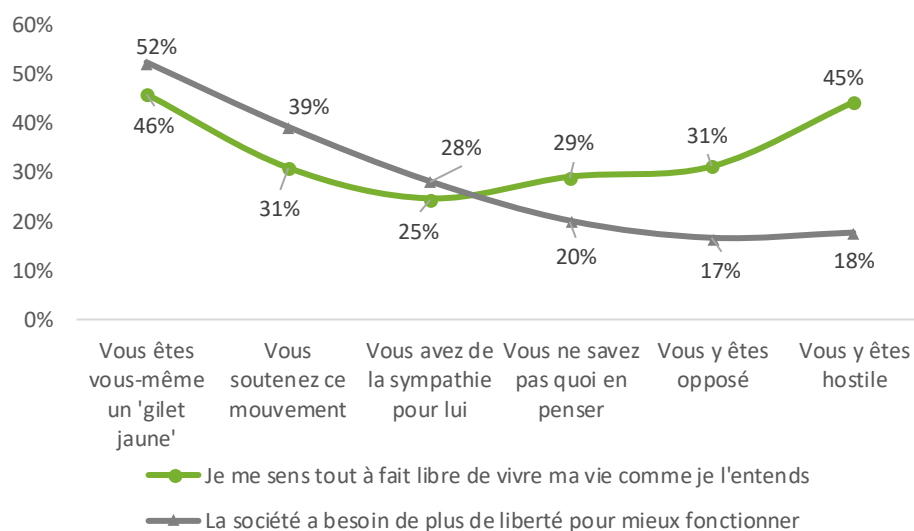
Cette hypothèse semble confirmée lorsqu'on regarde l'attitude des uns et des autres par rapport au besoin de liberté de la société dans son ensemble.

Les plus hostiles au mouvement se disent, eux-mêmes libres de vivre leur vie comme ils l'entendent, mais ils **appellent en revanche à une société où l'ordre dominerait**, possiblement par crainte de perdre leur situation ?

A l'autre bout, les Gilets jaunes associent à leur propre liberté le désir d'une société **tout entière plus libre**. Pour reprendre les mots de Rosanvallon, ils expriment le désir d'une société où les individus peuvent sortir d'une vie rétrécie pour réaliser une vie qui se déploie.

Graphique 63 – L'émancipation pour tous ?

% considère que la société française a aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus de liberté ? % plus de liberté – % est tout à fait d'accord avec l'idée d'être libre de vivre sa vie comme il l'entend – Champ : population française



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

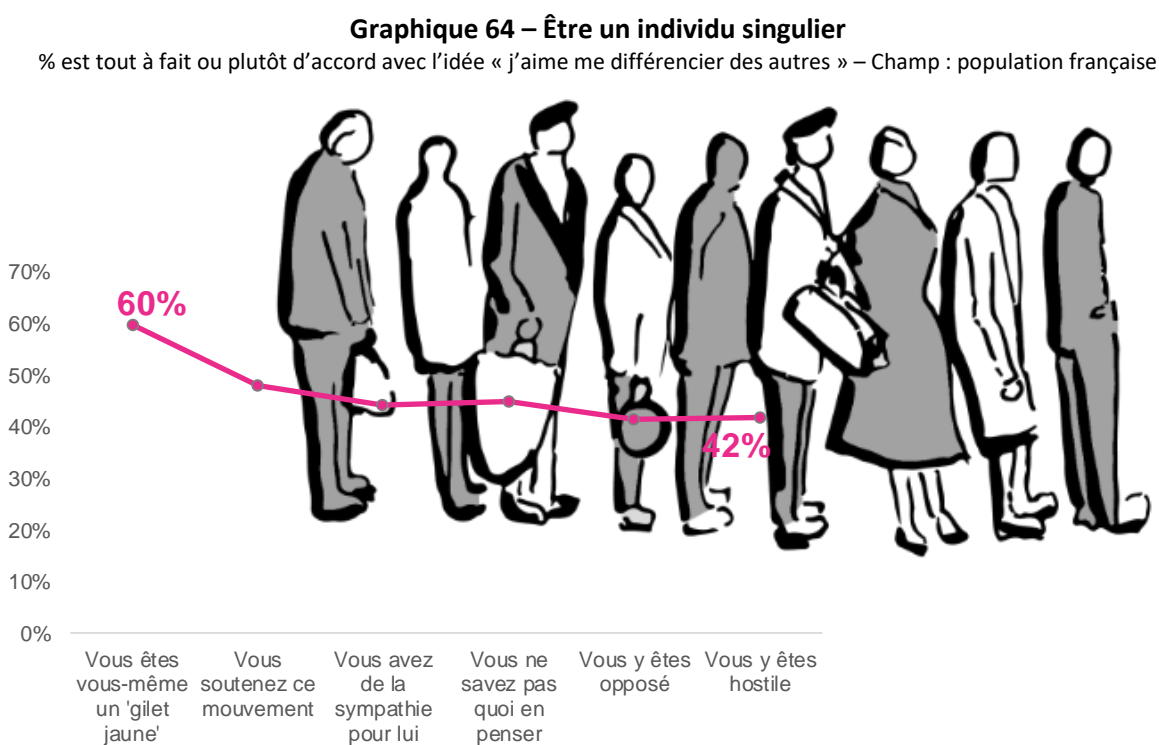
2. De l'individu rationnel à l'individu singulier

La **montée en puissance de la valorisation de la liberté individuelle** n'est pas un phénomène nouveau. Les sciences sociales distinguent deux étapes. Les terminologies sont nombreuses, et nous nous

appuierons sur les mots choisis par François de Singly (2015)¹¹⁶ qui nous paraissent les plus parlants. Le sociologue distingue :

- **L'individualisme de raison** qui désigne l'apparition d'un individu progressivement détaché de ses groupes d'appartenance, communautés où les liens sont prescrits et affectifs, vers un individu inscrit dans une société où les relations sont fondées par **l'intérêt** individuel et sont révocables (Tönnies, 1887¹¹⁷).
- **L'individualisme de la singularité** : l'individu prend une place encore plus centrale en cherchant à exprimer sa singularité, il est « *Un sujet préoccupé au plus haut point par son « identité » et en quête de 'reconnaissance'* » (Gauchet, 2010)¹¹⁸.

Ce désir de singularité est aujourd'hui revendiqué par 45% de la population. Il culmine à 60% chez les personnes portant le gilet.



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

De Singly (2015) voit dans ces deux formes d'individualisme (individualisme de raison, et individualisme de la singularité) une recherche commune **d'émancipation** « *L'écart qui caractérise les deux figures collectives de l'individu occidental peut être nommé l'émancipation : soit plus personnelle, du côté d'un **soi intime**, conquis dans la reconnaissance affective, soit plus collective, d'un **soi citoyen**, conquis dans les luttes sociales.* »

¹¹⁶ De Singly, Les deux sources de l'individualisme, La vie des idées, avril 2015

¹¹⁷ Ferdinand Tönnies, Communauté et Société, 1887,

¹¹⁸ Gauchet Marcel, « Trois figures de l'individu », Le Débat, 2010/3 (n° 160), p. 72-78.

A l'individualisme de « raison » des lumières (la rationalité doit permettre de s'affranchir de carcans imposés), succède donc un individualisme de **l'émotion, avec la « quête de soi » comme horizon dans un monde où aucune autre valeur n'est stable ou légitime**. Il s'agit pour chacun de se **créer son identité** (Dubar), de savoir la raconter (Ricoeur) en arrivant à « recoller les morceaux » (Kauffman 2004)¹¹⁹, pour tenter de construire du sens quand le monde n'a plus de certitudes, **pour maintenir l'estime de soi si nécessaire à l'action**. La quête de l'identité individuelle est ainsi présentée aujourd'hui comme « un trésor qui serait à découvrir tout au long de sa vie » (Singly, 2005).

Pour prendre un exemple, le **corps lui-même est aujourd'hui investi comme expression de l'identité individuelle** (Le Breton, 2012)¹²⁰. L'individu assemble dans un mécano les différents outils à sa disposition pour se réinventer en permanence : chirurgie esthétique, body-building, production pharmacologique de soi (via les psychotropes et aides pharmacologiques etc.), tatouage et body-art. Les marques corporelles qui étaient **auparavant des marques d'appartenance collectives** (la circoncision, le « *bindi* » hindou, point rouge qui indique l'appartenance à un groupe religieux pour un homme ou la situation maritale pour une femme, etc.) deviennent **l'expression de la singularité** : on se tatoue pour dire qui on est, pour mémoriser et donner à voir des périodes importantes de notre vie et qui disent en quoi nous sommes uniques. Elles peuvent parfois être réalisées sous le coup de l'émotion, de l'impulsion, avec parfois quelques regrets...



Autre exemple, aux deux identités de genre traditionnellement présentes dans les sociétés occidentales, viennent aujourd'hui se créer et se **multiplier une infinité de combinaisons d'identités de genre et sexuelle** (dont les 52 identités disponibles sur Tinder¹²¹ sont un exemple symptomatique) qui peuvent là aussi changer au cours de la vie en fonction de ce que ressent la personne.

Ce nouvel individualisme de l'émotion, de la singularité, n'entraîne pas une forme de repli de la scène publique, comme on l'a souvent dit en décrivant la désaffection pour le syndicalisme, les partis politiques traditionnels, etc. Au contraire, pour Brechon et Galland¹²² « **L'individualisation semble constituer un facteur beaucoup plus efficace de mobilisation politique (...). Adhérer à des valeurs d'autonomie personnelle ne conduit pas du tout à renoncer à un être un acteur, dans des mouvements collectifs, de la société. Il est possible que cette revendication d'autonomie soit même un des facteurs qui poussent les personnes à se mobiliser pour défendre ce qu'ils considèrent être leurs droits face à des administrations ou à un pouvoir politique dont on reconnaît de moins en moins la légitimité à agir au nom d'un intérêt général lorsqu'il entre en contradiction avec des droits individuels.** »

¹¹⁹ Jean-Claude Kaufmann, Armand Colin, L'invention de soi. Une théorie de l'identité, 2004

¹²⁰ D. Le Breton, Anthropologie du corps et modernité, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

¹²¹ Agenre ; Androgyne ; Bigenre ; Cis ; Homme Cis ; Femme Cis ; Cisgenre ; Femme Cisgenre ; Homme Cisgenre ; Femme ; Female to Male / Femme vers homme ; FTM ; Genre fluide ; Refuse de se conformer aux stéréotypes de genre ; En questionnement sur son genre ; Genre variable ; Genderqueer ; Intersexe ; Homme ; Male to Female / Homme vers femme ; MTF ; Aucun ; Neutrois ; Non binaire ; Autre ; Pangender ; Trans ; Homme trans ; Personne trans ; Femme trans ; trans' ; Femme trans' ; Homme trans' ; Personne trans' ; Transgenre ; Femme transgenre ; Homme transgenre ; Personne transgenre ; Transsexuel-le ; Homme transsexuel ; Personne transsexuelle ; Femme transsexuelle ; Two-spirit ; Mahu ; Rae Rae ; Hijra ; Genre Neutre ; Intersexué ; Intersexuée ; Queer ; FTx ; MTx ;

¹²² Pierre Bréchon et Olivier Galland, Individualisation et individualisme

En revanche, ces deux phénomènes : **singularité et émotion complexifient la mise en place de compromis, de discussions**. Chacun ne peut être que **le représentant de lui-même**, réfutant toute tentative de mise en place de porte-parole. Et la colère prend la forme **d'émeute** dont la racine étymologique est la même que l'émotion, et emprunté au latin « *motio* », *mouvement*.

3. L'émotion comme catalyseur

La place grandissante prise par **l'émotion** dans nos sociétés comme déclencheur de l'action transparait dans le mouvement des Gilets jaunes. Rappelons que, à la suite à des changements dans les algorithmes de Facebook, la plateforme ne met plus en avant les publications les plus récentes mais celles ayant **suscité le plus de réactions**, que celles-ci soient positives ou négatives parce que ce sont elles qui attirent le plus l'attention et attisent les émotions. Certains analysent ainsi le mouvement comme la transposition d'une colère facilitée et exacerbée par le numérique à une colère dans la rue, non maîtrisée car sous l'emprise de mouvements de foule. La lecture des foules en colère renvoie traditionnellement¹²³ à une vision **psychologisante et dépréciant les comportements de foule** diffusée par Gustave Lebon dans son ouvrage « *Psychologie des foules* » (1895). Celui-ci décrit la foule comme une entité psychologique particulière, irréductible aux individus qui la composent, et qui transforme les individus en être irresponsables, presque hypnotisés et sans conscience personnelle, et où la passion qui anime ses membres est contagieuse et exagère et radicalise les positions. Selon Lebon, les membres d'une foule s'identifient d'une manière verticale à la personne et aux idées d'un meneur manipulateur et d'une manière horizontale les unes avec les autres dans le même processus d'identification amoureuse. D'une certaine façon, les individus en groupe perdent leur humanité, car ils ne font plus libre usage de la raison.

*« Quels que soient les sentiments, bons ou mauvais, manifestés par une foule, ils présentent ce double caractère d'être **très simples et très exagérés**. Sur ce point, comme sur tant d'autres, l'individu en foule se rapproche des **êtres primitifs**. Inaccessible aux nuances, il voit les choses en bloc et ne connaît pas les transitions... La simplicité et l'exagération des sentiments des foules font que ces dernières ne connaissent ni le **doute ni l'incertitude**. Elles vont tout de suite aux **extrêmes**. Le soupçon énoncé se transforme aussitôt en évidence indiscutable. Un commencement d'antipathie ou de désapprobation, qui, chez l'individu isolé, ne s'accroîtrait pas, devient aussitôt haine féroce chez l'individu en foule » [Lebon, 1895]*

Sophie Wahnich (2013) réfute cette lecture. Elle donne l'exemple des émeutes dites des banlieues en 2005 en France « *alors été interprétées soit comme de la simple délinquance politisée par les regards portés, soit comme l'expression des émotions politiques quand la politique est à l'état naissant. Toute la question alors était de reconnaître à des événements dénués quasiment de logos, une valeur politique, de reconnaître que **les émotions qui animaient les foules émeutières pouvaient être politiques***. »

Elle montre en s'appuyant sur différents travaux, que **l'émotion des foules est un acte politique**.

« Quand on se trouve en présence d'un rassemblement, on ne peut pas le considérer comme une simple réunion d'hommes dont les idées ou les passions se seraient éveillées, en toute

¹²³ Wahnich Sophie, « La foule, l'émeute, la fête entre révolte et révolution. France révolutionnaire 1789-1792, émeutes françaises de 2005, Tunisie-Égypte, 2011 », *L'Homme & la Société*, 2013/1 (n° 187-188), p. 63-87. DOI : 10.3917/lhs.187.0063. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2013-1-page-63.htm>

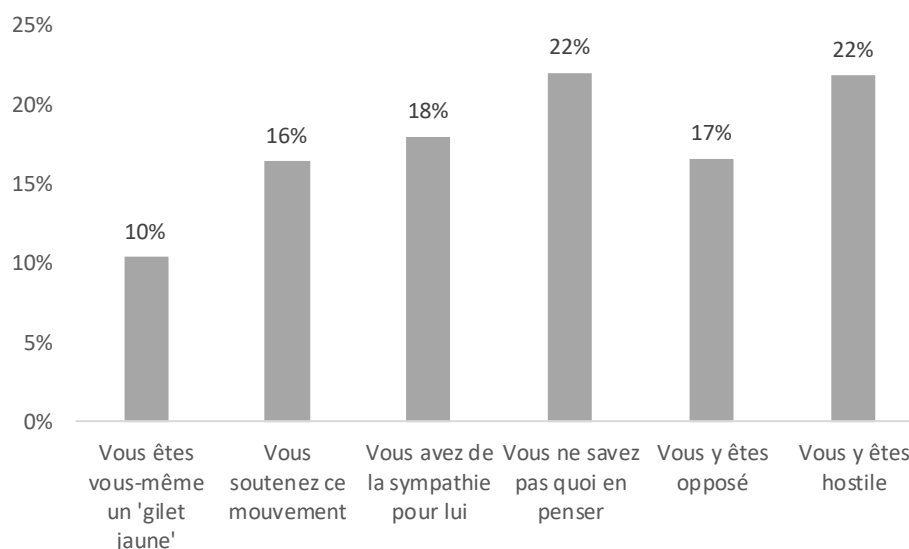
autonomie, dans la conscience de chacun d'eux ; s'ils se groupent pour agir, c'est qu'il y a eu entre eux, au préalable, action intermentale et **formation d'une mentalité collective**. (...) Les éléments de mentalité collective antécédente se trouvant **simplement refoulés à l'arrière-plan** de la conscience chez les membres d'un agrégat, il suffit **qu'un événement extérieur les rappelle au premier plan** pour que, brusquement, ces hommes retrouvent le sentiment très vif de leur **solidarité**. Le **réveil subit de la conscience de groupe** provoqué par une émotion violente donne à l'agrégat un caractère nouveau qu'on pourrait peut-être appeler l'état de foule. »¹²⁴ [Lefebvre, 1934]

4. Un mouvement qui renouvelle l'appétence pour l'engagement et la chose publique

Ce mouvement semble donner lieu au sentiment que **différentes formes de participation à la vie publique peuvent être efficaces** « pour contribuer à ce que les choses bougent ». En 2017, 21% de la population considérait qu'aucune des actions que le CREDOC leur proposait n'était efficace pour « que les choses bougent ». Le taux a baissé et est aujourd'hui de 18% (-3 points). Il est particulièrement faible chez les Gilets jaunes (10%) qui voient donc leurs différentes expressions non pas comme un défoulement de colère mais comme un moyen d'action politique.

Graphique 65 – Les Gilets jaunes ne sont pas dans une posture de défaitisme

Considère qu'aucune des formes de participation à la vie publique n'est efficace pour que les choses bougent (parmi celles proposées : Voter à une élection, Participer à une concertation publique, Adhérer à un parti politique, Participer à une manifestation, Participer à une grève, Exprimer votre opinion sur internet, Donner de votre temps bénévolement dans un groupe ou une association, Une autre forme de participation)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

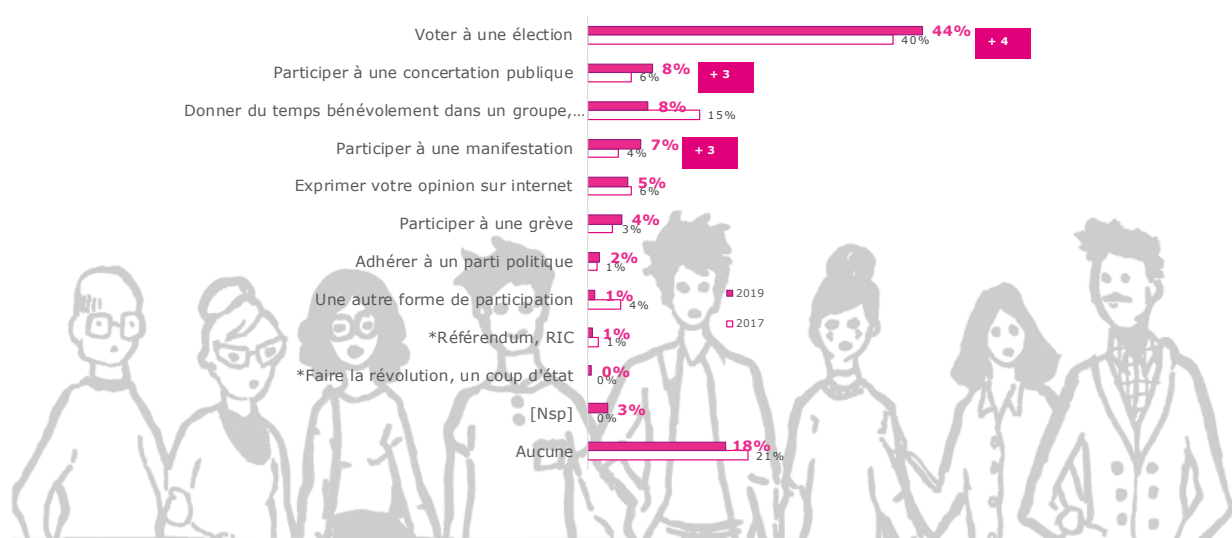
L'envie de **participation à la vie publique** est réelle dans la population, et **en augmentation**. Le **vote**, qui était déjà la forme d'action plébiscitée en 2017, est encore plus considéré par la population comme la première des actions efficace (44%, + 4 points). Une action revendiquée notamment par les

¹²⁴ Georges Lefebvre, « Foules historiques. Les foules révolutionnaires », *La Foule*, Paris, Centre international de synthèse, 1934, p. 79-107

personnes les plus confiantes dans le gouvernement (54%, +13 points en 2 ans) que par celles qui lui dénie la capacité de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui en France (37%, 2 pts en deux ans). Cette réponse est en hausse dans tous les groupes, sauf chez les non diplômés (- 8 points) et les indépendants (-4 points). Deux autres options progressent : la **participation à une concertation publique** (8%, en hausse de + 3 points et dans tous les groupes) et aussi la participation à une **manifestation** (7%, en hausse de + 3 points).

Graphique 66 – Voter à une élection est, de loin, considérée comme la forme de participation à la vie publique la plus efficace pour que les choses bougent

« Parmi les différentes formes suivantes de participation à la vie publique, laquelle vous semble la plus efficace pour contribuer à ce que les choses bougent ? » - Champ : population française, en %



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

NB : Cette année une réponse « autre, précisez » a été ajoutée, mais le reste de la question et des modalités de réponses proposées en 2017 a été conservé pour analyser les évolutions. Les réponses obtenues via l'item « autre » rassemblent moins d'un pourcent des réponses : certains s'élèvent pour dire qu'il faut « faire la révolution », « faire un coup d'état », « renverser le gouvernement », d'autres plus rares encore, évoquent le référendum (sous toutes ses formes, référendum populaire, RIC ... réponse qui pouvait apparaître via la modalité « autre, précisez »). Notons que les réponses proposées obtiennent toujours dans les enquêtes des taux de réponses supérieures à celles de propositions recodées à posteriori à partir de questions ouvertes.

Comme l'ont montré Thomas Hobbes¹²⁵, Max Weber¹²⁶, Carl Schmitt¹²⁷ ou encore Julien Freund¹²⁸ pour ne citer que quelques-uns des auteurs les plus illustres, la société humaine n'est pas pacifique. La **violence est constitutive du vivre ensemble**. Dans chaque société, sont organisés des **mécanismes de régulation** administratifs et politiques créés spécifiquement pour canaliser et dériver la violence individuelle. Hobbes les appelle le Léviathan, Max Weber l'administration bureaucratique et Carl Schmitt l'Etat. La question de la violence interroge directement les capacités d'une société à **mettre**

¹²⁵ Thomas Hobbes, Le Léviathan, Paris, 1999.

¹²⁶ Max Weber, Economie et société, Paris, 2001.

¹²⁷ Carl Schmitt, La notion de politique, Paris, 1998.

¹²⁸ Julien Freund, L'essence du politique, Paris, 1991.

en place des mécanismes de régulation de celle-ci. Dans le cas spécifique des Gilets jaunes, la mise en place du **Grand débat** peut être lue comme une solution proposée par l'Etat pour canaliser le mécontentement et la colère et lui donner un débouché politique. Il nous semble que son succès montre que la participation citoyenne a vocation à aller au-delà d'un simple défoir de la colère. Le très grand nombre de participations au « Grand débat national : 2 millions de contributions, 10 000 réunions locales, 16 000 cahiers citoyens, et 10 000 courriels et courriers reçus met en lumière **l'envie de la population de s'engager dans la sphère publique d'une manière renouvelée.**

En parallèle, l'organisation du « vrai débat » à l'initiative de Gilets jaunes et ayant vraisemblablement attiré les contributions d'une partie de ce public a été analysée par le Laboratoire LERASS de Toulouse. À la clôture des votes, 44 576 personnes avaient participé, postant 25 229 propositions, 92 289 arguments qui ont généré 898 790 votes. Il dépeint des propositions dont la rhétorique radicale est absente, et qui se situent à mi-chemin entre un souhait de réformes et une révolution complète. Les contributions montrent une grande **convergence** sur trois thèmes :

- les contributions les plus nombreuses ont trait au souhait d'une **fiscalité** plus juste, du retour de l'ISF (27%)
- Ensuite émergent des contributions ayant trait aux questions **démocratiques** (institution, référendum, démocratie) (17%) : évoquant le RIC, la prise en compte du vote blanc, le contrôle de l'Assemblée et des institutions, avec l'idée en toile de fond de la fin de l'homme ou la femme providentielle
- la **transition écologique** rassemble 14% des contributions avec une demande très majoritaire de circuits courts, d'agriculture biologique

Interviennent ensuite des thèmes comme la solidarité, santé, handicap (8%), Education, jeunesse, recherche et innovation, enseignement supérieur (6%) la justice, police, armée (6%), l'Europe, les affaires étrangères, Outre-mer (4%), et 14% de sujets « autres ».

Des **divergences** sont mises à jour sur différents thèmes dont notamment le sujet de **l'Europe**, avec des tenants du Frexit et d'autres qui pensent qu'il faut la réformer de l'intérieur.

Des thématiques radicales comme la réintroduction de la peine de mort sont très peu citées.

La colère semble donc déboucher, au moins pour certains, sur des propositions. Une demande de **renouvellement des instances démocratiques** est soulevée au travers de la revendication du RIC. Elle s'inscrit plus globalement dans des questions posées par la **montée en puissance des valeurs de libéralisme politique à l'anglosaxonne** qui, selon les travaux menés par Rawls Dworkin¹²⁹ ou John Rawls¹³⁰ doivent être associées à un **système de justice indépendant** fonctionnant comme contre-pouvoir à l'Etat. Aux Etats-Unis mais aussi au Royaume unis, la justice a en effet un rôle politique allant jusqu'à la compétence de se substituer au législateur (Parlement). En France, le système judiciaire fonctionne différemment (comme bras d'application et non de création de lois) et n'offre pas aux individus « libéraux » la même possibilité d'expression politique que d'outre Atlantique. La progression de la place de l'individu en France questionne donc **l'organisation des institutions politiques** et des moyens de créer du compromis, de la discussion et de la décision, dans une société d'individus.

VIII – Vers une société de l'expression – L'exemple du numérique

1. Le plafonnement de certaines pratiques digitales

La numérisation de la société pénètre inéluctablement depuis près de vingt ans tous les pans de la vie quotidienne. La connectivité toujours plus forte des Français est notamment tirée par l'usage **d'Internet sur mobile** en liaison avec l'explosion du taux d'équipement en **smartphone** ces dernières années (de 17% de la population totale en 2011 à 75% en 2018 dont 98% des 18-24 ans) et la montée en puissance **du réseau 4G** (utilisé par 58% des Français en 2018 contre 12% en 2014)¹³¹. La population connectée à Internet continue de croître, principalement tirée par les 60 ans et plus : aujourd'hui 89% des Français se déclarent internautes (+1 point par rapport à 2017) et 80% utilisent cette technologie quotidiennement (contre 68% en 2015).

Elle vient modifier profondément les systèmes de production, les déplacements, les politiques publiques, les offres de consommation, etc. Pour prendre quelques exemples, le développement de la télémédecine, de la formation par MOOC (massive open online classes), la numérisation des services publics sont autant de mouvements appelés à se poursuivre. Les différentes évolutions sont, au-delà des paramètres technologiques et économiques, très liées aux **normes sociales** (acceptation, éthique, effets générationnels, craintes, expertises personnelles).

On observe toutefois ces dernières années un **plafonnement** de certaines pratiques. Ainsi, le recours à Internet pour accomplir des **démarches administratives** est en repli de 2 points en 2018, et la participation aux **réseaux sociaux** stagne. La **propension des jeunes à participer aux réseaux sociaux** est en forte baisse : -8 points pour les 12-17 ans, -3 points pour les 18-25 ans. La proportion **d'acheteurs en ligne** est elle-aussi en léger recul, -2 points, (notons que s'ils sont moins nombreux, ils achètent plus régulièrement : 35% des Français réalisent un achat au moins mensuellement sur

¹²⁹ Ronald Dworkin, *Taking Rights Seriously*, 1977.

¹³⁰ John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, 2010.

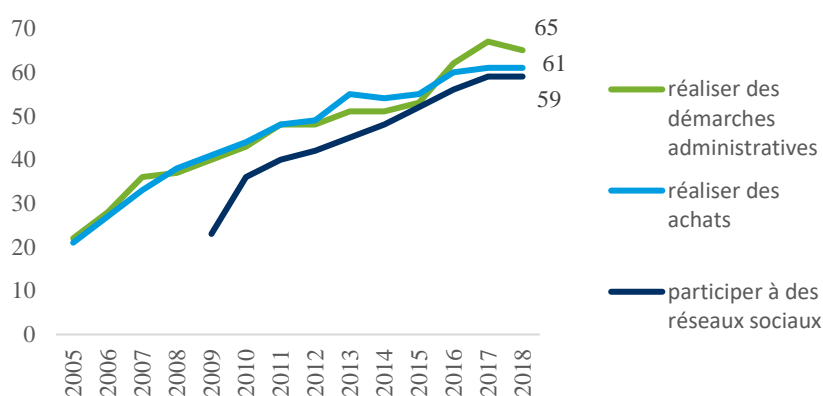
¹³¹ Données de l'enquête Conditions de vie du CRÉDOC, pour l'ARCEP, CGE, Mission Société Numérique. 2018. Baromètre du numérique 2018. *18^{ème} édition*.

Internet en 2018, contre 29% en 2016). L'apparition de la question réglementaire au centre du débat public via le règlement général de protection des données (**RGPD**), et les multiples questionnaires auxquels répondent désormais les internautes sur leurs préférences, ainsi que des différents scandales (Facebook et Cambridge Analytica, etc.) ont possiblement un lien avec le plafonnement observé de ces différents usages. Toutefois, bien que de plus en plus conscients des risques et des problèmes liés à la collecte systématique des données personnelles des utilisateurs, les Français **ne modifient pas pour autant radicalement** leur utilisation d'Internet. Le développement du **Cloud** est symptomatique de cette ambivalence : malgré une augmentation de l'inquiétude pour la sécurité des données personnelles (l'insuffisante protection des données personnelles est le premier frein cité à l'utilisation d'Internet), l'utilisation d'espaces de stockage sur Internet est en hausse de 6 points entre 2014 et 2018 (de 21% à 27% des particuliers).

Graphique 69 – Certains usages plafonnent

Champ : Ensemble de la population âgée de 12 ans et plus

Proportion de Français qui utilisent Internet pour ...



Source : Enquête Conditions de vie du CRÉDOC de juin, pour l'ARCEP, CGE, Mission Société Numérique. 2018. Baromètre du numérique 2018. 18ème édition

Dans le même temps, de nouveaux usages **se diffusent** : l'utilisation d'Internet dans le domaine de la **santé** se démocratise comme en témoigne l'essor des plateformes de rendez-vous comme Doctolib, la consultation de sites internet comme Doctissimo ou l'utilisation des données pour favoriser la médecine prédictive et épidémiologique¹³². Au total, 50% (+9 points par rapport à 2015) utilisent internet pour rechercher des informations sur leur santé ou celle d'un proche, 63% se disent prêts à utiliser internet pour contrôler leur état de santé, transmettre des informations de santé à leurs médecins ou améliorer leurs habitudes de vie. Le numérique offre ainsi des réponses nouvelles à une préoccupation importante de nos concitoyens.

Le web donne également à chacun la possibilité de s'exprimer. Là encore le mouvement des Gilets jaunes donne à voir la puissance de **l'expression individuelle numérique**. Avant d'être un mouvement d'occupation physique des ronds-points provinciaux et des grandes avenues parisiennes, les Gilets jaunes sont d'abord un phénomène numérique qui rassemblent 2,7 millions d'internautes inscrits sur

¹³² Institut Montaigne. 2016. Réanimer le système de santé : Propositions pour 2017. *Rapport* (Direction : Claude Le Pen).

le groupe Facebook « Compteur officiel de gilets jaunes », (dont la fonction était de recenser les forces en présence).

2. L'essor de la créativité numérique, aux frontières entre l'art et le loisir : de l'art pour tous à l'art par tous

Au-delà de l'expression politique, d'autres pratiques digitales émergent, qui s'inscrivent quant à elles, dans une **démarche d'expressivité et de créativité individuelle**, que nous relierons à la quête d'expression de soi.

5% des Français, 13% des 15-24 ans ont écouté au cours des 12 derniers mois des « **artistes virtuels** », c'est-à-dire des créatures digitales, sans personne physique associée. Ce phénomène est présent au Japon depuis plusieurs années, notamment via l'application de synthèse vocale « Hatsune Miku » (créée en 2007). Ce logiciel étant sous licence « Creative Commons », il permet à tout fan de créer sa propre chanson et de la mettre dans la bouche de Hatsune Miku (représentée par une jeune fille de 16 ans avec de longues couettes de couleur turquoise et une tenue futuriste), faisant ainsi de la star sa créature. Plus de 100.000 titres ont ainsi été écrits, hissant la pop star virtuelle au rang **d'œuvre collaborative**. Celle-ci a donné en 2018 un concert à la Seine musicale, rassemblant 5.000 spectateurs. Dans l'Hexagone, Alys, une artiste virtuelle française au fonctionnement similaire, a sorti son sixième album en 2018. Le public peut écouter sa musique, la voir en concert, et peut agir sur l'univers artistique de cette chanteuse en composant pour elle. Il y a un siècle, le design célébrait la convergence du beau et de l'industrie **pour tous**, ces œuvres artistiques collaboratives consacrent l'émergence du beau **par tous**.

Autre signe de ces nouveaux supports d'expression, 11% de la population, et **un jeune sur trois** (34% des 15-24 ans), ont regardé **des vidéos de joueurs de jeux vidéo filmant leur partie** au cours des 12 derniers mois. Les auteurs de ces vidéos de jeux-vidéo les produisent spécifiquement pour des plateformes comme Youtube, Twitch et rassemblent en effet de nombreux abonnés¹³³. Ils se filment en train de jouer, avec différents types de **montages et commentaires**. Les spectateurs de ce nouveau type de performance peuvent y trouver des intérêts divers : divertissement (tonalité comique, scénarisation, etc.) ; apprentissage de techniques, admiration de performances techniques, accès à de l'information, des tests, de la critique artistique, intérêt pour le joueur, sa personnalité, sa vision du monde, sentiment de faire partie d'une communauté.

Autre phénomène approchant, 6% ont participé ou assisté à des compétitions de **e-sport, définies comme une compétition de jeux-vidéos organisée**. Là encore le taux s'élève à **15% chez les jeunes**. Paris accueillera ainsi la finale des Worlds 2019 de « League of Legends », le plus grand événement mondial d'e-sport. Le chiffre d'affaires du marché de l'e-sport est estimé, en 2017, à environ 800 millions d'euros au niveau mondial et 230 millions d'euros au niveau européen. Avec un peu plus de 21 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017 et une croissance de plus de 10% prévue pour 2018, la France s'affiche parmi les leaders mondiaux du secteur¹³⁴.

Autre loisir mobilisant les nouvelles possibilités numériques, 8% des Français, 21% des jeunes ont utilisé une **console de réalité virtuelle**. Ces consoles offrent de nouvelles possibilités de loisirs virtuels,

¹³³Par exemple au 12 février 2019, Squeezie rassemble 12.6 millions d'abonnés ; <https://blogfr.influence4you.com/classement-des-youtubers-de-jeux-video/>

L'exemple de Squeezie est d'ailleurs assez parlant : diffusant au départ des vidéos de jeux-vidéos, il s'est peu à peu tourné vers d'autres types de contenus, et est en passe de devenir un des premiers youtubers français.

¹³⁴ Selon le portail de l'Économie, des Finances de l'Action et des Comptes publics <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/competitions-jeux-video-esport-francais>

d'expériences dans des mondes imaginaires ou réalistes, et associent parfois des sensations « physiques » dans des espaces dédiés qui fleurissent.

Cette liste des pratiques de loisirs numériques n'est évidemment pas complète. Les perspectives s'avèrent nombreuses. On pourra citer parmi les prémisses de ces nouveaux territoires artistiques et de loisirs, la visite d'expositions numériques (telles l'atelier des Lumières ou l'exposition Teamlab), la création d'œuvre par intelligence artificielle, dont la récente vente aux enchères d'un tableau pour plus de 400 000 dollars¹³⁵ donne un exemple frappant, la création de IBM debater, une intelligence artificielle capable de débattre en temps réel avec un humain, en puisant dans un vaste corpus de plusieurs centaines de millions d'articles, ...

En s'appuyant sur les cinq pratiques testées, c'est 18% des Français et **48% des 15-24 ans** qui ont eu au cours des douze derniers mois, des **pratiques de loisirs et artistiques numériques** individuelles et ancrées dans le quotidien.

Graphique 70 - L'expressivité numérique en marche

Je vais vous citer une série d'activités artistiques. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si, au cours des 12 derniers mois, vous l'avez pratiquée ou pas ?



Hatsune Miku



Compétition de e-sport « League of Legends Championship Series (LCS) en 2017 à Paris à l'AccorHotels Aréna rassemblant près de 19 000 spectateurs



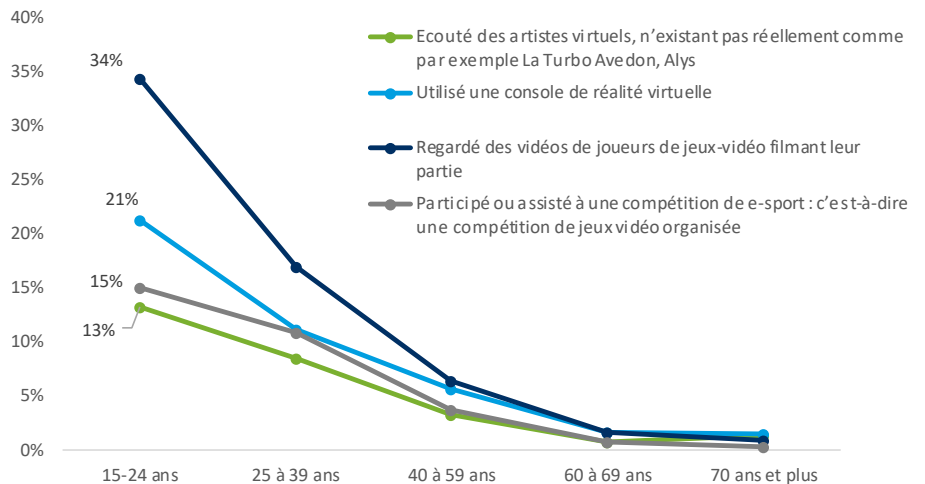
Salle de réalité virtuelle MK2



Visuel youtubeur [Vegetta777](#)



Exposition Team Lab (La Villette, 2018)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

¹³⁵ Le Monde. 2018. Un tableau conçu par un programme d'intelligence artificielle adjudgé 432 500 dollars. 26 octobre 2018. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/26/un-tableau-concu-par-un-programme-d-intelligence-artificielle-adjuge-432-500-dollars_5374997_4408996.html

